



JOURNAL DES DEBATS

77

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 03 – 2019

Séance

du mercredi 27 février 2019

Présidence : Gabriel Voirol (PLR), président du Parlement

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire du Parlement

Ordre du jour :

1. Communications
2. Promesse solennelle d'un suppléant
3. Election d'un membre, éventuellement d'un remplaçant, de la commission de gestion et des finances
4. Election d'un remplaçant de la commission des affaires extérieures et de la formation
5. Questions orales
6. Interpellation no 894
Le business des déchets. Baptiste Laville (VERTS)
7. Interpellation no 895
Une LCAT de dernière minute ? Baptiste Laville (VERTS)
9. Interpellation no 897
Interligne TGV : BienBel nouvelle ?!? Nicolas Maître (PS)
10. Motion no 1251
Pour une journée de grève le 14 juin 2019. Rosalie Beuret (PS)
11. Question écrite no 3117
Fonction publique et mandats de prestations. Alain Schweingruber (PLR)
12. Motion no 1235
Pour une formation aux premiers secours dans les écoles. Katia Lehmann (PS)
13. Postulat no 391
L'école obligatoire doit être jurassienne et harmonisée. Rémy Meury (CS-POP)
14. Postulat no 392
Vers une uniformisation des moyens informatiques dans les communes. Ernest Gerber (PLR)
15. Postulat no 393
Une formation continue obligatoire des TICE pour les enseignants du primaire et du secondaire. Ernest Gerber (PLR)

16. Question écrite no 3079
Quelle éducation au développement durable ? Pierre-André Comte (PS)
17. Question écrite no 3081
Moratoire sur la logopédie et concept de pédagogie spécialisée. Gabriel Voirol (PLR)
18. Question écrite no 3097
100'000 francs pour un musée à la gloire de l'armée, vraiment ? Loïc Dobler (PS)
19. Motion no 1240
A l'avenir, changeons l'Histoire ! Pauline Queloz (Indépendante)
51. Résolution no 187
Pour une journée de grève le 14 juin 2019. Rosalie Beuret Siess (PS)

(La séance est ouverte à 8.30 heures en présence de 60 députés et de l'observateur de Moutier.)

1. Communications

Le président : Monsieur le Président du Gouvernement, Madame et Messieurs les Ministres, chers collègues, je me permets d'ouvrir la séance du 27 février 2019 de notre Parlement cantonal.

En préambule, je me permets de vous adresser les quelques communications suivantes.

Tout d'abord, il m'importe de rappeler que la bonne tenue des débats au sein de notre hémicycle passe par le respect des personnes qui s'expriment, que ce soit par l'absence de nuisances sonores dans la salle ou par des réactions verbales depuis sa place. Je rappelle qu'il en est également de même s'agissant d'attaques à caractère personnel dans les interventions des orateurs. Je compte sur vous bien évidemment pour la poursuite du bon déroulement de nos débats. J'aimerais également rappeler l'interdiction de fumer dans les locaux du Parlement.

En regard du nombre de dossiers à traiter et afin d'assurer le traitement, durant cette séance, des interpellations déposées, le Bureau a décidé de regrouper celles-ci, quel que soit le département concerné, après les questions orales. Sept interventions ou dossiers ont toutefois été reportés à la séance de mars afin d'avoir un ordre du jour qui devrait nous permettre de traiter l'ensemble des points et de terminer vers 18 heures. Le point 8 de notre ordre du jour est reporté, son auteur ayant signalé son absence aujourd'hui. Il en est de même pour le point 42 de notre ordre du jour (postulat no 389). Ces points seront repris lors de la séance du mois de mars.

Le Bureau du Parlement jurassien a été invité par son homologue vaudois à une rencontre à Yverdon, le 7 février 2019. Nous avons pu partager sur le traitement des interventions et constater un certain nombre de différences, par exemple sur la définition et la portée des motions ou la manière de traiter les questions orales. Nous avons également échangé sur la recevabilité des textes déposés. Des moments fructueux en regard des travaux en cours de révision de notre règlement mais aussi et surtout des moments particulièrement conviviaux.

Parmi les représentations de ce mois d'hiver, j'ai eu la chance de pouvoir participer au Snow-up 2019 organisé par l'association Snoopy. Les conditions hivernales assez rudes n'ont toutefois pas trop perturbé le bon déroulement de cette manifestation appréciée et qui met en valeur notre région.

Je me permets de vous rappeler nos deux manifestations festives organisées par le Parlement et pour lesquelles les inscriptions sont ouvertes, à savoir le jass du Parlement, organisé le 17 avril après la séance de notre Parlement, ainsi que la sortie du Parlement à Fribourg les 18 et 19 mai 2019.

J'en aurais terminé avec les communications et nous pouvons passer au point 2 de notre ordre du jour.

2. Promesse solennelle d'un suppléant

Le président : Suite à la démission de M. Marcel Cuenin, député suppléant du district des Franches-Montagnes, le Gouvernement a constaté, par arrêté du 27 février 2019, que M. Damien Paratte du Noirmont est élu suppléant du district des Franches-Montagnes. Je prie M. Damien Paratte de s'approcher de la tribune pour faire la promesse solennelle et j'invite l'assemblée à se lever.

Monsieur Paratte, à l'appel de votre nom, veuillez répondre «je le promets» après la lecture de la promesse solennelle : «Je promets de défendre les libertés et les droits du peuple et des citoyens, de respecter la Constitution et les lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge». Monsieur Paratte ?

M. Damien Paratte (PLR) : Je le promets.

Le président : Je vous félicite et vous souhaite beaucoup de plaisir au sein de notre Parlement. (*Applaudissements.*)

Au nom de notre Parlement, je tiens encore à remercier M. Marcel Cuenin pour son engagement au sein de notre Législatif comme député suppléant au service de notre République et Canton du Jura. Nous pouvons passer au point 3 de notre ordre du jour.

3. Election d'un membre de la commission de gestion et des finances

Le président : Suite à la démission de Madame Mélanie Brülhart, membre de la commission de gestion et des finances, il convient d'élire un nouveau membre au sein de cette commission.

Le groupe PS propose la candidature de M. Pierre-André Comte comme membre de la commission de gestion et des finances. Y a-t-il d'autres propositions ? Ce n'est pas le cas. Conformément à l'article 66, alinéa 9, de notre règlement, M. Pierre-André Comte est donc élu tacitement membre de la commission de gestion et des finances.

Nous lui souhaitons beaucoup de plaisir au sein de cette commission et remercions bien évidemment Madame Mélanie Brülhart pour son engagement.

4. Election d'un remplaçant de la commission des affaires extérieures et de la formation

Le président : Suite à la démission de M. Marcel Cuenin, remplaçant de la commission des affaires extérieures et de la formation, il convient d'élire un nouveau remplaçant au sein de cette commission.

Le groupe PLR propose la candidature de M. Alain Bohlinger comme remplaçant au sein de cette commission. Y a-t-il d'autres propositions ? Ce n'est pas le cas. Conformément à l'article 66, alinéa 9, de notre règlement, M. Alain Bohlinger est donc élu tacitement remplaçant au sein de la commission des affaires extérieures et de la formation.

Nous lui souhaitons beaucoup de plaisir au sein de cette commission et remercions finalement M. Marcel Cuenin pour son engagement.

5. Questions orales

Le président : Ce jour, dix-neuf questions ont été inscrites. Il est 8.37 heures et, pour la première question orale, je passe la parole à Monsieur le député Michel Etique.

Procédure relative à la capture et à la stérilisation de chats errants par une association

M. Michel Etique (PLR) : Le titre de ma question «Chats errants et procédure».

J'ai été interpellé par un voisin en détresse possédant plusieurs chats domestiques suite à une intervention d'une association neuchâteloise, dans la commune de Clos-du-Doubs, qui procède à des captures plus ou moins sauvages sur simple appel de quelqu'un que cela dérange. Elle capture les chats errants pour les faire castrer ou stériliser.

Les propriétaires de chats domestiques n'ayant pas été avertis dans ce cas, leur chatte a été stérilisée une deuxième fois par erreur.

Les autorités ne sont apparemment pas au courant. La méthode surprend.

Le Gouvernement peut-il nous dire quel est le cadre légal dans cette situation ?

M. Jacques Gerber, ministre : Le Gouvernement précise tout d'abord qu'il reconnaît la nécessité de contrôler, de manière efficace, la population de chats sauvages ou domestiques. Des associations privées peuvent être appelées, à un moment donné, sur mandat du Gouvernement, pour gérer ces populations. Ces campagnes sont cependant placées, vous l'aurez compris, sous l'autorité de l'Etat, notamment sous la surveillance du vétérinaire cantonal.

Généralement, seuls les chats sauvages sont capturés pour être stérilisés.

Normalement, une campagne est faite. Une enquête préalable est également menée auprès de la commune pour savoir quels sont les problèmes effectifs liés à ces chats sauvages et encore peut-être la source du problème. Ensuite, la population est informée qu'une capture sera réalisée afin que les gens puissent enfermer leurs propres chats domestiques.

Les conditions prérequis à une capture sont clairement précisées dans l'autorisation et le mandat qui est normalement donné à une telle association. Ensuite, un registre des animaux capturés dans le cadre de cette campagne doit être tenu.

N'ayant, Monsieur le Député, pas l'intention de tolérer, sur le territoire cantonal, des initiatives personnelles telle que celle que vous mentionnez, le Gouvernement entend demander au vétérinaire cantonal de dénoncer pénalement les auteurs présumés au Ministère public.

Suite à cette affaire, le Service de la consommation et des affaires vétérinaires va rappeler aux milieux directement concernés par la gestion des populations de chats domestiques ou sauvages leurs responsabilités respectives, cela afin justement que le cas que vous avez mentionné ne se reproduise plus.

M. Michel Etique (PLR) : Je suis satisfait.

Discussions avec l'OFROU quant à la réalisation d'un giratoire au carrefour du Jumbo à Delémont-Est

Mme Anne Froidevaux (PDC) : L'aménagement de la sortie Est de Delémont en direction de Bâle, le carrefour du Jumbo, a déjà souvent été abordé ici au Parlement. La majorité du Législatif, sur proposition de notre collègue du groupe PLR Stéphane Brosy, avait d'ailleurs modifié la planification financière afin d'y intégrer la réalisation d'un giratoire pour fluidifier le trafic de cet important point de passage et éviter les accidents.

Le Gouvernement nous annonçait l'an passé qu'il renonçait à réaliser cet ouvrage car cette route va être reprise par la Confédération et qu'il n'était pas si problématique que cela au niveau des accidents de la circulation.

Or, un article du «Quotidien jurassien» du 4 février dernier nous confirmait que ce carrefour fait partie des secteurs les plus accidentogènes du Canton, selon l'Office fédéral des routes. Huit accidents sérieux en huit ans mais les statistiques de l'OFROU ne tiennent compte que des accidents répertoriés par la police et n'intègrent donc pas ceux réglés à l'amiable, sans blessé ou qui ne gênent pas le trafic.

Ainsi, le Gouvernement peut-il nous renseigner sur l'état des discussions avec la Confédération concernant la réalisation d'un giratoire à cet endroit afin de rendre la circulation plus fluide et plus sûre, comme le demandait le Parlement ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Effectivement, Madame la Députée, les médias ont relaté dernièrement que l'Office fédéral des routes classait cette intersection en zone «point noir» mais ce n'était pas une nouveauté puisque cette information était connue de longue date au niveau du Service des infrastructures et cela n'enlève rien au fait que nous avons donc décidé de remettre à plus tard les travaux de réalisation d'un giratoire en vue de la reprise de la route par la Confédération.

Votre question, par contre, est intéressante puisque vous souhaitez savoir où en sont les discussions. Comme je l'avais déjà dit à la tribune à l'un de vos collègues députés, les discussions se déroulent régulièrement avec l'Office fédéral des routes, en particulier sur ce tronçon entre l'A16 et la frontière de Bâle-Campagne puisque, là, nous avons plusieurs travaux que nous souhaitons voir réalisés rapidement par la Confédération, dès 2020. Il s'agit du passage sous-voie à Soyhières, du pont du Righi qui également, au niveau de sa structure, a besoin de travaux d'assainissement assez rapidement et bien évidemment de ce carrefour à l'intersection Delémont-Est, le carrefour que l'on appelle le carrefour du Jumbo. Les discussions, actuellement, sont à l'état que l'Office fédéral des routes prévoit de lancer les études de détail pour savoir quel genre de giratoire sera réalisé durant 2021 et les travaux en 2022.

Mme Anne Froidevaux (PDC) : Je suis satisfaite.

Propos dans la presse du directeur récemment retraité de la Division commerciale sur le fonctionnement de l'Etat

M. Thomas Stettler (UDC) : Vendredi 25 janvier, le «Quotidien jurassien» publie un article où l'ancien directeur de l'Ecole de commerce s'en prend vivement au fonctionnement actuel de l'Etat. Nouveau retraité et libre de ses propos, il déballe; je le cite : «Entre 1995 et 2007, un directeur avait alors la capacité de proposer, d'agir et de foncer. Des réalisations qui faisaient de nous des directeurs d'entreprise. Nous sommes entrés dans une structure pyramidale où tout est plus compliqué, avec des processus interminables dans un système administratif qui muselle l'esprit créatif. On clame dans les discours que l'on désire moins de fonctionnaires. Mais, en même temps, on n'a jamais vu autant de contrôles se mettre en place; cela a pour conséquence de déresponsabiliser tous les acteurs, de l'échelon inférieur au pouvoir suprême».

A l'heure où il faut repenser l'Etat et son fonctionnement, les propos d'un homme très respecté comme cet ancien directeur doivent être entendus.

Comment réagit le Gouvernement à cette constatation inquiétante de l'organisation de l'administration ?

M. Jacques Gerber, président du Gouvernement : Monsieur le Député, sur le fond, le Gouvernement a fait un certain nombre de constats bien avant la lecture de l'article que vous avez mentionné, constats qui l'ont poussé à lancer une grande réflexion au sein de l'administration sur le «repenser l'Etat». Réflexion profonde, sans tabou, qui donne la possibilité à chaque collaboratrice et à chaque collaborateur, dont évidemment les chefs de service et les cadres de l'administration, de s'exprimer, de faire part de leur appréciation, peut-être des propositions d'amélioration dans la fourniture de certaines prestations ou sur le fonctionnement de l'Etat. Ce processus est en cours. Il sera communiqué prochainement aux présidents de parti et présidents de groupe.

Sur la forme, Monsieur le Député, je suis toujours très interrogatif, pour ne pas dire plus, par rapport à des anciens responsables administratifs, politiques ou autres, qui s'épanchent en public pour faire part de ce qu'ils auraient dû... ce qu'ils auraient pu... ce qu'ils n'ont pas pu faire durant la durée de leur service.

M. Thomas Stettler (UDC) : Je suis satisfait.

Contrôle, par l'Office des véhicules, qu'un permis de conduire étranger est valable avant de procéder à un échange

M. Lionel Montavon (UDC) : Mi-janvier dernier, on apprenait par la presse lémanique qu'un ressortissant français, titulaire d'un permis de conduire français pour lequel il avait perdu tous ses points, a demandé aux autorités soleuroises – après s'être établi en Suisse – l'échange de son permis de conduire français en permis de conduire helvétique.

Le Service des automobiles soleurois a renvoyé le permis de conduire français à son éditeur d'origine. La France lui a répondu que le permis de conduire était nul depuis le 26 janvier 2017. Le canton de Soleure a donc prononcé une mesure de retrait de permis à l'encontre de son détenteur...

Ma question : l'OVJ procède-t-il lui aussi à de tels contrôles avant de délivrer un permis de conduire suisse ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre : Oui et non, Monsieur le Député.

Oui dans le sens où l'Office des véhicules jurassien, bien évidemment, procède à tous les contrôles possibles lorsqu'un citoyen étranger vient faire un échange de permis. En ce qui concerne le pays que vous citez, la France, il y a donc un contrôle de la validité du permis par rapport au permis qui est physiquement présenté. S'il y a un quelconque doute, le permis est transmis aux gardes-frontière qui font eux-mêmes d'autres contrôles. Si le doute est encore plus persistant, c'est la police judiciaire qui est mandatée pour vérifier la véracité du document. Et, à partir de là, effectivement, l'Office des véhicules fait l'échange de permis, donc du permis français en permis suisse, et renvoie le permis français à l'autorité française. Et c'est là que l'on découvre parfois que ce permis n'est pas valable. Le permis a été retiré par l'autorité française mais n'a pas été retiré physiquement. Donc, nous ne pouvons pas nous substituer à l'autorité française et ordonner le retrait de permis français au Français qui roule en France et nous sommes effectivement, de temps en temps, comme l'a été Soleure, victimes d'une tromperie, si j'ose dire, de par le fait que l'Etat français ne retire pas physiquement le permis aux gens qui ont un retrait de permis.

Par contre, dès que l'office renvoie le permis aux autorités françaises, l'autorité doit signaler que le permis n'est pas valable et, dans ce cas-là, le permis à présent suisse est retiré immédiatement à son détenteur.

M. Lionel Montavon (UDC) : Je suis satisfait.

Mise en valeur du rôle des femmes dans le combat pour l'indépendance lors des festivités du 40^e anniversaire du Canton

Mme Valérie Bourquin (PS) : Le 13 février dernier, le président du Gouvernement a présenté le programme des

festivités marquant le 40^e anniversaire du canton du Jura. Ce programme est alléchant à plus d'un titre et on doit saluer la volonté de l'Etat d'y associer les écoliers et les artistes jurassiens. Que le monde de la formation et de la culture soient «mis en avant» est particulièrement heureux. De même, nous nous réjouissons de voir les communes, les institutions touristiques, la Fondation rurale interjurassienne et les médias être parties prenantes du rendez-vous populaire.

Le 23 juin, l'officialité suisse – Conseil fédéral et exécutifs cantonaux – est conviée à Saignelégier pour y commémorer un des événements politiques suisses les plus importants du XX^e siècle. Le choix du Gouvernement lui appartient bien que notre histoire montre quel a été l'isolement du Jura au sein de la Confédération sur son chemin de l'indépendance.

L'histoire, précisément, fera l'objet d'une exposition confectionnée par les Archives cantonales.

On apprend aussi qu'un livre présentera «40 personnalités jurassiennes pour la Suisse» dont, par ailleurs, on ne sait pas sur quels critères elles ont été sélectionnées.

L'Histoire du Jura montre que son accession à la souveraineté cantonale n'a été acquise qu'au gré d'un long combat du peuple jurassien et de ses mouvements de lutte.

Aujourd'hui, nous estimons, par exemple, que le rôle de la femme jurassienne dans la conquête de l'indépendance cantonale devrait être mis en lumière. Si on parle très souvent et à juste titre des «Pères» fondateurs dans cette conquête, on parle moins des «mères de la patrie» sans lesquelles nous n'aurions pas d'Etat.

Dès lors, nous demandons au Gouvernement s'il entend, d'une manière ou d'une autre, compléter son programme de festivités et mettre l'accent sur les mérites des femmes jurassiennes, notamment ceux de l'AFDJ, leur mouvement de lutte.

M. Jacques Gerber, président du Gouvernement : Je l'ai dit lors de la conférence de presse : «Nous devons être fiers de ce qui a été fait jusqu'ici pour que notre Canton soit ce qu'il est. Nous sommes privilégiés d'y vivre aujourd'hui et nous devons être enthousiastes à l'idée de le développer encore dans le futur.»

Nous n'allons évidemment pas, Madame la Députée, ignorer, durant ces célébrations, le passé et le long chemin vers l'indépendance de notre Canton. Qui l'ignorerait serait mal inspiré pour envisager l'avenir de ce dernier.

Cependant, l'esprit des festivités du 40^e anniversaire n'est pas prioritairement de proposer une programmation tournée vers l'éloge de personnalités (femmes ou hommes) ayant été au cœur du combat jurassien. La programmation vise tout d'abord, vous l'avez mentionné, à proposer un week-end marquant et convivial à l'ensemble de la population de notre Canton.

Cependant, comme vous le soulignez, les Archives cantonales préparent une exposition historique inédite à découvrir durant ce week-end sur le site de Saignelégier. C'est surtout par ce biais, Madame la Députée, que l'importance du combat jurassien sera rappelée et exposée. Cela vaudra naturellement pour l'ensemble des figures masculines mais bien évidemment également féminines de la lutte jurassienne.

Mme Valérie Bourquin (PS) : Je suis satisfaite.

Projets de parc éolien outre-frontière cantonale et moyens d'action des communes limitrophes

M. Pierre-André Comte (PS) : Le «Quotidien jurassien» a publié hier un long article sur un projet éolien dans le Jura-Sud. On y apprend que les citoyens de Court sont appelés, lors de la prochaine assemblée communale, à se prononcer sur la construction d'un parc éolien dit de «Montoz-Pré Richard». Dans son développement, le papier mentionne à plusieurs reprises les oppositions notamment liées à la protection du paysage.

Si le projet en question ne peut géographiquement avoir un impact paysager pour les communes riveraines du canton du Jura, il n'en va pas de même en d'autres endroits de notre terre jurassienne; des exemples flagrants nous en sont donnés aux Franches-Montagnes. Un projet d'implantation d'éoliennes envisagé en son temps sur la commune de Roches avait déjà intéressé ma commune quant à son impact éventuel sur le paysage et dont la population eût pu être mise en demeure de supporter.

Ainsi, des projets éoliens sont développés sur les crêtes jurassiennes, dans le Jura-Sud sous juridiction bernoise, sans que les communes limitrophes du Jura-Nord puissent exprimer la moindre opposition tout en subissant les effets et les conséquences.

D'où ma question au Gouvernement : compte tenu de la question paysagère que soulèvent régulièrement les opposants aux éoliennes, l'Etat a-t-il les moyens d'interpeller son voisin cantonal afin que les populations directement concernées puissent faire valoir leurs droits et intérêts via des oppositions légales ? Est-il au préalable informé des projets d'implantation d'éoliennes dans le Jura méridional et, le cas échéant, quels sont ces moyens et les met-il en œuvre ?

M. David Eray, ministre de l'environnement : Monsieur le Député, je vais essayer de répondre à vos multiples questions en une seule réponse. La réponse est la suivante :

Au niveau des planifications cantonales, il y a un principe, qui est voulu par la Confédération, de consultation entre cantons voisins. Et c'est ce que pratique à la fois le canton de Berne, à la fois le canton du Jura. Donc, quand il y a des planifications cantonales telles que le plan éolien bernois ou jurassien, les cantons voisins sont consultés et peuvent donc se prononcer sur leur avis par rapport à ces projets.

Ensuite, le projet arrive dans la planification de détail et, là, effectivement, il y a un droit d'opposition, respectivement un droit de recours, qui n'est pas limité à la frontière cantonale. Dans le cas où un projet pénaliserait ou serait susceptible de pénaliser ou d'interpeller l'un ou l'autre voisin, il leur est donc possible de faire opposition même s'ils ne sont pas résidents du canton dans lequel est établi le projet. Ceci est valable pour les voisins et également pour les communes qui pourraient donc être concernées, les associations. Ceux-ci peuvent le faire sans avoir à passer par l'intermédiaire du canton de résidence.

M. Pierre-André Comte (PS) : Je suis satisfait.

Non-représentation du Gouvernement lors de l'assemblée générale de la Fédération cantonale des pêcheurs jurassiens

M. Raoul Jaeggi (Indépendant) : Le Gouvernement jurassien nous avait déjà démontré sa susceptibilité et habitude à

quelques sautes d'humeur. Notre collègue Jérôme Corbat lançait d'ailleurs à son attention un cinglant «Arrêtez de faire les fillettes» lors d'une récente séance du Parlement.

Courroucé par un texte accompagnant une invitation, il a annoncé avec fracas que l'Etat ne participerait pas à l'assemblée générale 2019 d'une des plus grandes et anciennes fédérations cantonales.

Sur le site internet de la Fédération cantonale des pêcheurs jurassiens, on trouve l'intervention d'un ancien président de la fédération et ancien collègue de parti, ancien député de cette assemblée. Et contrairement ou malgré la remarque de Monsieur le ministre Gerber tout à l'heure, moi, j'ai beaucoup de respect pour les gens qui nous ont précédés et ceux qui nous succéderont. Cet ancien président exprime avoir ressenti comme un affront l'annonce de l'absence d'un représentant de l'Etat à cette assemblée générale. Je le cite : «40 ans de souveraineté, 40 années d'engagement et de disponibilité des pêcheurs, pas un mot de félicitations, ni de reconnaissance à l'égard d'une fédération qui, à l'instar des chasseurs, est certainement celle qui a fait économiser le plus d'argent à l'Etat durant ces quarante dernières années». Il mentionne par exemple qu'au début de l'entrée en souveraineté, près de 10'000 heures annuelles gratuites pour la nature et l'Etat étaient effectuées par les pêcheurs ! Il demande encore... un peu de respect à défaut de reconnaissance. En conclusion, il suggère de «dénoncer le contrat de prestations actuel et de négocier un contrat de collaboration-prestations et surtout de confiance réciproque, comme au début des années de confiance...».

On se demande comment le Gouvernement pourra renouer le dialogue après avoir si brutalement traité cette fédération et ma question est la suivante : le Gouvernement peut-il nous dire quel serait le risque financier si les pêcheurs dénoncent l'actuel contrat de prestation qui les lie avec l'Etat ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Monsieur le Député, je pense qu'avant de vous répondre, il est important de prendre un peu de recul par rapport à ces événements récents et de prendre finalement un peu de hauteur et d'analyser la situation de façon plus globale.

Et si on analyse la situation plus globalement, je pense que l'Etat se doit de saluer le travail des membres, des pêcheurs, de la Fédération cantonale jurassienne de pêche qui, tout au long de l'année, font un travail très important pour les rivières, pour la biodiversité, pour l'environnement, pour la qualité piscicole, aussi pour la surveillance mais ils sont également des éléments importants pour appuyer l'Office de l'environnement dans la surveillance notamment des cours d'eau. Ceci, je pense, doit être relevé à cette tribune avant d'entrer plus dans le détail.

Maintenant, concernant les événements récents, effectivement, l'Etat a été très surpris des propos acerbes du président de la fédération, qu'il a joints à la convocation à l'assemblée générale, sachant que, tout au long de l'année, le travail s'est fait de façon consensuelle, avec un bon dialogue, avec des échanges constructifs. Et c'était surprenant de voir les propos de ce président qui, soudain, semblait être totalement en opposition à l'Etat, en opposition finalement même au Parlement puisque ce dernier remettait en question également le Parlement jurassien, dont vous êtes tous membres, de par vos décisions. Cela signifie que le Parlement, quand il refuse une motion qui demande à l'Etat d'ordonner le tir d'oiseaux

protégés au niveau fédéral, cela offusque, semble-t-il, le président de la fédération. Cela offusque le président de voir le Parlement être conforme à la législation fédérale.

Maintenant, pour l'avenir, vous pouvez notamment regarder le journal d'hier. Il y a tout un article qui démontre tous les résultats des actions de l'Etat au niveau de la biodiversité, au niveau de la qualité piscicole de par des actions de revitalisation. Donc, c'est la démonstration, encore hier dans le journal, que l'Etat et la fédération, ensemble, mènent des actions qui sont porteuses et qui sont bénéfiques à l'environnement.

Et concernant l'avenir, sachez que d'ici deux à trois semaines, une réunion est prévue entre le bureau du comité de la Fédération cantonale jurassienne de pêche et l'Office de l'environnement. Sera présent également le chef du Département de l'environnement, donc moi-même. Et j'espère que, durant cette séance, nous puissions mettre à plat les choses, avoir une discussion franche sur les différents éléments, les griefs qui sont relevés par le président de cette fédération, propos qui sont très polémiques mais qui ne sont pas très constructifs puisqu'il n'y a pas vraiment de propositions concrètes d'actions différentes que celles que nous avons menées jusqu'à présent.

Maintenant, vous demandez quelles seraient les conséquences financières pour l'Etat si la fédération venait à dénoncer le contrat de collaboration. Dans l'immédiat, ce serait un gain de 125'000 francs puisque c'est ce que nous donnons chaque année à la fédération pour réaliser les prestations qui sont donc conformes au contrat qui lie l'Etat et la fédération.

M. Raoul Jaeggi (Indépendant) : Je ne suis pas satisfait.

Démarche afin d'infléchir la politique financière de la Confédération à l'égard des cantons suite à ses résultats fortement bénéficiaires

M. Thomas Schaffter (PCSI) : La Confédération a clos récemment 2018 avec un excédent de 2,9 milliards de francs au lieu des 300 millions budgétés. Grâce à l'amélioration favorable des recettes, les perspectives se sont aussi améliorées pour 2020 à 2022. Du coup, bonne nouvelle : aucune économie ne sera nécessaire en 2020. Voilà l'alléchant programme présenté par le trésorier helvétique qui n'a pas caché sa satisfaction, teintée d'un certain cynisme.

Plus sérieusement, cette annonce, si elle peut en réjouir certains, en a choqué plus d'un. D'une part par l'importance de l'écart entre le budget et le résultat réel. Budget qui, rappelons-le, est l'occasion de justifier de très fortes économies sur le plan fédéral, dont les principales victimes, bien souvent, ne sont autres que les cantons.

Dans un contexte particulièrement difficile pour de nombreux cantons, dont le Jura ne fait exception, puisqu'à la recherche de 40 millions en s'apprêtant à râcler tous les fonds de tiroir, faisons un petit calcul !

La population jurassienne représente à peine 1 % de la population suisse. Rêvons un peu : si 1 % de ces 2,9 milliards revenait au canton du Jura, ce ne sont pas moins de 29 millions qui retomberaient dans les comptes de l'Etat jurassien.

Bien sûr, le calcul est simpliste – je vous l'avoue – mais il suffit à comprendre que la Confédération ne peut indéfiniment répercuter sa rigueur budgétaire sur les cantons et se doit de leur venir en aide lorsque son contexte financier est

particulièrement favorable. Il en va de la solidarité confédérale et de l'équilibre politique et économique de notre pays.

Ma question est donc simple; elle s'adresse en particulier à notre ministre des finances, par ailleurs président de la Conférence des directeurs cantonaux des finances : le Gouvernement jurassien est-il prêt à faire une démarche (si elle n'est pas déjà engagée), si possible concertée avec d'autres cantons, visant à infléchir la politique financière de la Confédération à l'égard des cantons au vu de ces excellents résultats ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. Charles Juillard, ministre des finances : Je ne peux que corroborer les propos énoncés ici par le député Thomas Schaffter quant au constat. On pourrait même rajouter le résultat de l'année d'avant : 4 ou 9 milliards, cela dépend comment on lit les résultats consolidés du côté de la Confédération; l'année d'avant 3 milliards; l'année d'avant 2 milliards. Ce sont donc des montants qui sont tous alléchants et qui ne nous ont évidemment pas laissé insensibles, comme vous pouvez bien l'imaginer.

Nous avons, durant toutes ces années, à plusieurs reprises et sous différents angles, essayé d'infléchir la politique fédérale vis-à-vis des cantons, notamment du canton du Jura. Et vous savez que nous nous sommes beaucoup battus sous l'angle de la RPT parce que, finalement, c'est là que se jouent les enjeux principaux, sachant qu'il n'y a pas de base légale fédérale qui dit «Une participation des cantons à notre bénéfice», contrairement par exemple en ce qui concerne la BNS. Là aussi, nous nous battons pour que l'accord qui est passé avec la BNS soit pour le moins prolongé, voire encore amélioré pour les cantons et la Confédération. Tous ces processus sont en cours.

Nous avons des rencontres régulières entre ministres des finances, c'est vrai, mais les intérêts de ces ministres sont fort différents et je suis toujours, quant à moi, sidéré de voir à quel point certains de mes collègues de Suisse alémanique, et en particulier dans le dossier de la RPT, qui devraient pourtant défendre les mêmes intérêts que nous, excusent-moi du terme, s'aplatissent devant les cantons riches qui, eux, n'ont pas besoin de cette manne fédérale pour survivre, de sorte que nous n'arrivons pas à trouver une majorité, même pas une minorité de blocage à la Conférence des gouvernements cantonaux où, là, il faudrait huit cantons pour éviter une prise de position consolidée de cette conférence. Nous n'arrivons même pas à en trouver huit, ce qui est fort regrettable.

Nous avons rencontré à plusieurs reprises, en délégation jurassienne avec nos parlementaires fédéraux, le ministre fédéral des finances qui, en séance, nous dit : «Oui, oui, on comprend; oui, oui, pour le Jura, il faut trouver une solution; oui, oui, on a besoin de 200 ou 300 millions à trouver, on veut bien trouver 200 à 300 millions à gauche à droite». Processus mené également par différents autres cantons, par exemple Fribourg, avec lequel nous entretenons de très bonnes relations, qui a fait les mêmes démarches que nous, qui a obtenu les mêmes réponses que nous. Et, au bout du compte, quand il s'agit de présenter quelque chose au niveau des Chambres fédérales, il n'y a plus rien qui sort de la part du Conseil fédéral, ce qui est tout à fait regrettable !

Nous ne demandons pas l'aumône au Conseil fédéral. Nous ne demandons pas l'aumône à la Confédération. Nous demandons simplement que, par rapport aux chiffres que vous citez, 29 millions, nous faisons un autre calcul : simplement l'exemple que je cite souvent parce qu'il est illustratif, dans le domaine des subsides pour la réduction des primes

de caisses maladie : la Confédération a pris des décisions en la matière pour alléger la charge des plus faibles; si nous mettons cela en œuvre, ce que nous faisons – l'étude démontre que le Jura respecte ses obligations – nous coûte environ 48 millions de francs à verser à la population jurassienne. Et nous recevons, de la part de la Confédération, en application de ces obligations, seulement 25 millions. Alors, voyez que si la Confédération assumait cette responsabilité, uniquement sous cet angle-là – et je ne parle pas du FAIF, je ne parle pas du FORTA, je ne parle pas de la politique agricole dans laquelle on essaie toujours de refiler des tâches aux cantons – et rien que sur cet aspect-là, on n'aurait pas besoin de se poser des questions sur les 20 millions qu'on cherche pour 2020 et les 20 millions supplémentaires qu'on cherche pour 2021.

Mais nous avons déjà entrepris plusieurs démarches. Il y a un début de sensibilisation de la part de certains cantons qui, justement, voient maintenant leurs finances un tout petit peu s'étioier, du côté de la Suisse centrale en particulier. Et j'ai bon espoir que, d'ici la fin de l'année, nous arrivions à fédérer un tout petit peu plus largement que nous n'avons pu le faire jusqu'à présent puisque je vous rappelle que, pour la RPT en particulier, il y avait le Jura, le Valais, un petit peu Fribourg et Neuchâtel un moment mais Neuchâtel s'est retiré après avoir fait ses propres calculs. Donc, on voit que c'est extrêmement compliqué d'arriver à fédérer nos collègues qui ont des intérêts divergents par rapport à nous dans ce contexte-là mais on ne désespère pas...

Le président : Monsieur le Ministre !

M. Charles Juillard, ministre des finances : D'ailleurs, nous allons souhaiter une rencontre entre le Gouvernement jurassien et le Conseil fédéral pour lui faire part de nos soucis et de nos propositions parce qu'il faut y aller avec des propositions. Merci, Monsieur le Président, de votre indulgence.

M. Thomas Schaffter (PCSI) : Je suis satisfait.

Infrastructures d'accueil prévues pour l'étang de La Gruère et acquisition du terrain nécessaire

M. Bernard Varin (PDC) : Cela fait maintenant plusieurs années que l'on entend parler du site de l'étang de La Gruère. Effectivement, il était prévu, à l'entrée du site, de construire une infrastructure genre bâtiment, places de parc, etc.

Des plans de construction ont été réalisés par le Canton sur un terrain d'une surface d'environ un hectare. Or, ce terrain n'appartient ni au Canton, ni à la commune mais bel et bien à un privé.

Lors de la rencontre entre le Canton et le propriétaire de ce terrain, la réponse de ce dernier a été en quelque sorte : «Circulez, mon terrain n'est pas à vendre !»

Le Gouvernement peut-il nous renseigner si ces affirmations sont exactes et sur l'avancement de ce dossier actuellement ? Je remercie le Gouvernement pour sa réponse.

M. Jacques Gerber, ministre de l'économie : Peut-être pour rappel, Monsieur le Député, le Parlement a effectivement déjà été nanti de ce dossier à plusieurs reprises, notamment à fin 2015 où le Parlement a accepté une fiche du plan directeur justement consacrée à ce site de La Gruère. Cette fiche donne au Gouvernement le mandat de réaliser un plan spécial cantonal qui a différents buts et l'un de ces derniers est notamment de régler les problèmes de voisinage et de

stationnement que posent les flux de touristes et de trafic dans le secteur de La Theurre, près de La Gruère.

Ce plan spécial doit concilier des intérêts qui sont souvent divergents lorsque l'on parle justement de propriété, de nouvelle implantation d'infrastructures. Ce plan spécial cantonal est actuellement en cours d'élaboration. C'est dans ce contexte que plusieurs variantes ont été étudiées par un groupe de représentants du Canton et du maire de Saignelégier.

La variante actuellement privilégiée prévoit effectivement un empiètement sur une parcelle qui appartient à un particulier. Cela n'a rien de particulier en soi que l'on développe des projets sur des parcelles qui n'appartiennent pas forcément à l'Etat ou aux communes. Ce propriétaire, suite à un premier contact – je le précise – a fait savoir qu'il n'entendait pas vendre la parcelle en question. Vos informations sont donc exactes.

Toutefois, à ce stade, rien n'est encore définitif... En effet, avant d'entrer en force, le plan spécial doit encore passer par plusieurs étapes : un examen préalable, une consultation publique, un dépôt public, avec des conciliations des intérêts (si nécessaire) et, finalement, l'approbation, qui peut inclure également le traitement d'oppositions, jusqu'à la décision finale du Gouvernement.

Autrement dit, Monsieur le Député, ce processus prendra encore un peu de temps, ce qui permettra de reprendre et surtout de poursuivre nos contacts avec le propriétaire de la parcelle en question. Nous espérons donc encore et toujours trouver une solution négociée avec ce propriétaire, solution qui nous permettrait d'avancer plus rapidement plutôt qu'une procédure lourde d'expropriation qui serait vraiment la solution extrême dans ce processus.

M. Bernard Varin (PDC) : Je suis satisfait.

Rapport social présenté par le Gouvernement et report à la prochaine législature de la mise en place de mesures contre la pauvreté

Mme Géraldine Beuchat (PCSI) : Pauvre rapport !

Huit ans pour cela ! Le Rapport social, sous-titré «Ampleur et évolution de la pauvreté dans le canton du Jura», nous laisse sur notre faim. Il déçoit, et plus encore !

Un rapport frileux. On peut d'ailleurs se demander pourquoi le Gouvernement se montre si timide pour ne pas avoir recours à ce qui se fait dans d'autres cantons. On sait que Neuchâtel, Genève, Fribourg, Vaud, Berne publient, certains depuis 2008 déjà, des rapports sociaux et des rapports sur la pauvreté. La Jura aurait-il peur d'agir contre la pauvreté, sa pauvreté ?!

Certains commentaires du rapport interrogent. Huit ans après le dépôt de la motion no 959, on dit vouloir dresser les moyens de lutte contre la pauvreté et évaluer l'efficacité de ces mesures (je cite) : «Cette étude sera établie au début de la prochaine législature» !!! Pourquoi encore attendre alors qu'une personne sur dix est pauvre dans notre canton ?! Est-ce vraiment digne d'une politique contre la pauvreté dont la nécessité est connue depuis longtemps ?

Pire encore, dans la conclusion de ce rapport, le Gouvernement admet que ce dernier (je cite encore) «ne satisfait que partiellement les objectifs de la motion et qu'il ne permet pas vraiment, à ce stade, d'en faire un véritable instrument de pi-

lotage pour le Gouvernement et le Parlement». Si nous comprenons bien, ce rapport n'est pas politiquement motivant et apporte peu d'espoir aux personnes qui vivent quotidiennement dans la pauvreté !

Ma question au Gouvernement : pourquoi a-t-il repoussé à la législature prochaine la recherche des moyens de lutte contre la pauvreté et la mise en place de nouvelles mesures ? Pourquoi ne peut-il pas, dès maintenant, définir une réelle politique contre la pauvreté ? Je le remercie pour sa réponse.

Mme Nathalie Barthoulot, ministre de l'intérieur : Votre propos, Madame la députée, interroge un peu parce que je le trouve aussi difficile à entendre car ce n'est pas faute d'avoir voulu faire quelque chose. Je crois qu'on a démontré, à travers la publication de ce premier rapport, que le Gouvernement était déjà sensible à cette question de la pauvreté et, quand bien même vous n'êtes pas satisfaite, plutôt que de casser ce rapport et de dire tout le mal que vous en pensez, peut-être pourrait-on se mettre autour d'une table et commencer à travailler ensemble à lutter contre cette véritable question qu'est la pauvreté !

Ceci dit, je tiens, en préambule, à rappeler le texte de la motion (je cite) : «Le Gouvernement est invité, en début de législature, à présenter un plan de mesures pour lutter contre la pauvreté dans notre Canton ainsi qu'un rapport annuel décrivant son ampleur et son évolution». La motion fait donc bien une différenciation entre la partie photographie/statistiques, qui devra être actualisée régulièrement, et la partie stratégique/politique qui doit suivre le rythme des législatures.

Le Gouvernement estime que cette approche est justifiée et que la stratégie qui sera développée doit s'appuyer sur des chiffres et des données fournis dans les rapports sociaux qui permettront de mesurer l'évolution et la pertinence des mesures qui sont prises en la matière.

Lorsque l'on considère que la législature se termine, déjà, en fin d'année prochaine, le Gouvernement estime que le calendrier est réaliste en fonction des moyens à disposition, quand bien même on pourrait le souhaiter plus serré. En effet, entre aujourd'hui et le printemps 2021, les démarches suivantes vont être entreprises :

- a) Dans le courant de l'année 2019, on va travailler à affiner et à consolider les indicateurs du rapport social. Nous souhaitons notamment réaliser une analyse plus complète des revenus des Jurassiennes et des Jurassiens en croisant de multiples bases de données et faire aussi un inventaire auprès de l'Office fédéral de la statistique auquel une densification d'échantillon sera demandée.
- b) En 2019 et en 2020, les indicateurs qui pourront l'être seront actualisés et nous permettront d'avoir une véritable vision des tendances et au-delà des chiffres en absolu.
- c) Ces deux étapes seront supervisées par un groupe d'accompagnement qui sera créé tout prochainement. Ce groupe sera également responsable de poser un regard critique sur les différents indicateurs, d'en comprendre les enjeux aussi et de formuler des propositions au Gouvernement en vue de l'élaboration de la stratégie de lutte contre la pauvreté.

En somme, nous nous trouvons donc au début du processus de monitoring de la pauvreté dans le Jura et entrons dans la première phase de mise en place du dispositif qui aboutira à la publication de la stratégie au printemps 2021.

Cela dit, disposer d'une stratégie est une chose, mettre en place des mesures de lutte contre la pauvreté en est une

autre. Et je peux vous assurer, Madame la Députée, que le Gouvernement ne va pas attendre et n'a pas attendu la stratégie pour poursuivre déjà un certain nombre de mesures, pour mettre en place un certain nombre de mesures afin de lutter contre ce phénomène intolérable et inacceptable qu'est la pauvreté dans un pays comme la Suisse. Il a tout comme vous de grandes préoccupations vis-à-vis des Jurassiennes et des Jurassiens en situation de pauvreté et va tout mettre en œuvre, dès à présent, pour faire en sorte que ces personnes retrouvent une dignité.

Comme le montre le rapport, l'administration et les partenaires de la société civile sont déjà actifs dans ce domaine et n'ont pas attendu la publication de ce rapport pour mettre en œuvre des mesures. La stratégie apportera une plus-value évidente dans le sens qu'elle permettra d'identifier et de combler les lacunes, de garantir la cohérence d'ensemble des mesures existantes de même que leur efficacité et elle arrivera en quelque sorte à point nommé en 2021 pour fixer les priorités de la prochaine législature.

Donc, en conclusion, Madame la Députée, le Gouvernement a tout comme vous la volonté de mettre en œuvre rapidement une stratégie de lutte contre la pauvreté. Des mesures, je tiens à le dire, sont déjà en cours pour lutter contre ce phénomène. D'autres vont également être mises en place et on ne va pas attendre la publication de la stratégie avant de les mettre en place. Et j'espère franchement que nous arriverons à travailler de manière positive et constructive sur ce phénomène insupportable qu'est la pauvreté dans notre Canton.

Mme Géraldine Beuchat (PCSI) : Je suis partiellement satisfaite.

Contrôles du Service de la consommation et des affaires vétérinaires effectués avec un véhicule immatriculé en France

M. Yves Gigon (Indépendant) : Un des rôles du Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV) consiste à inspecter les établissements et les entreprises produisant des denrées alimentaires, notamment les boucheries, les boulangeries, les commerces de détail, etc.

En quelque sorte, il a une fonction de police sanitaire et de l'hygiène.

Il semble que plusieurs commerces se sont fait contrôler par du personnel de ce service étatique venant sur place avec des plaques françaises. Cela peut étonner, énerver, voire choquer. Bien que muni d'une carte de légitimation, un doute sur la qualité officielle du contrôleur et de la démarche peut subsister vu la provenance de la personne.

Il serait pour le moins quelque peu particulier, pour ne pas dire plus, qu'une tâche régalienne du canton du Jura, soit la police sanitaire et de l'hygiène, soit confiée à des personnes habitant en France.

Est-ce que le Gouvernement peut nous donner des explications à ce sujet ? Il en sera vivement remercié.

M. Jacques Gerber, ministre de l'économie : Monsieur le Député, rien de bien nouveau dans votre question, encore moins d'actualité dans votre question orale ! En effet, exactement la même question avait déjà fait l'objet d'une interpellation en 2016 et des explications avaient été données.

Effectivement, une employée du SCAV (employée à 60 %) est domiciliée en France voisine, du côté de l'Ajoie. Pas de surprise, j'espère, pour vous que la République et Canton du Jura emploie un certain nombre de collaboratrices et collaborateurs étrangers vu qu'on publie régulièrement des rapports qui montrent l'évolution des origines des collaboratrices et des collaborateurs de l'Etat, qui nous indiquent qu'environ une vingtaine de personnes (sur 2'500) viennent effectivement de l'étranger, ce qui représente moins de 0,8 % des collaboratrices et des collaborateurs de l'Etat.

Oui, Monsieur le Député, en de rares occasions, il arrive que cette collaboratrice effectue certains contrôles avec son véhicule privé et immatriculé en France, premièrement afin de rationaliser les déplacements et d'éviter certains coûts supplémentaires à l'Etat car elle serait obligée de venir à Delémont, de prendre la seule voiture officielle du SCAV pour repartir en Ajoie faire certains contrôles.

J'étais déjà intervenu en 2016 pour que les déplacements lors des contrôles se fassent avec des plaques suisses. Je demanderai une nouvelle fois au SCAV de prioriser, de réorganiser ces contrôles afin justement d'éviter le plus possible l'utilisation d'un véhicule immatriculé hors Canton. Je demanderai également au SCAV de faire une analyse, de chiffrer l'effet financier de l'achat d'un nouveau véhicule pour voir si ça pourrait générer des économies sur le remboursement des frais de déplacement pour le véhicule privé et, ainsi, répondre à la question que vous mentionnez.

Ceci étant dit, c'est une collaboratrice du SCAV officialisée par le Canton, qui a toutes les compétences et toutes les qualités pour mener à bien l'ensemble des contrôles qui sont exigés par les législations cantonale et fédérale.

M. Yves Gigon (Indépendant) : Je suis partiellement satisfait.

Mandats donnés à des entreprises régionales pour la réalisation du Théâtre du Jura ?

M. Loïc Dobler (PS) : Les travaux pour le Théâtre du Jura vont débuter lundi prochain. C'est une excellente nouvelle pour notre région et il convient ici de saluer le travail réalisé par le canton du Jura, la Fondation pour le Théâtre du Jura, la ville de Delémont et, de manière générale, l'ensemble des acteurs culturels qui se sont battus depuis des années pour la réalisation de cette infrastructure.

Les investissements privés seront importants tout comme l'engagement financier réalisé par l'Etat jurassien. Compte tenu de l'importance du chantier à venir et des moyens publics investis dans ce dossier, il est primordial que des entreprises de la région, qui respectent les conventions collectives de travail, soient associées à ces travaux.

Dès lors, ma question au Gouvernement est la suivante : les porteurs du dossier ont-ils l'assurance que des entreprises régionales se verront mandater du travail sur le chantier du Théâtre du Jura ? Et, si oui, avec quelles garanties quant au respect des conventions collectives de travail ? D'avance, je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. Martial Courtet, ministre de la culture : Je rappellerais que le message du Gouvernement au Parlement, en 2015, disait ceci (je le cite) : «HRS (puisque c'est l'entreprise totale dont il s'agit) garantit, dans la mesure du possible, que 75 % des travaux seront attribués à des entreprises régionales». Et

cet objectif, je peux vous le confirmer, a été celui qui a été discuté et signé il y a deux jours à peine avec les nombreux documents d'ailleurs entre HRS et le Canton.

Les représentants du Théâtre du Jura dans la commission de construction veilleront bien évidemment à l'application de cet objectif dans les prochains mois, objectif de 75 %.

Pour rassurer le député, on peut dire aussi que HRS nous a prouvé par le passé que ces montants auprès d'entreprises jurassiennes ont été respectés. Je pense particulièrement à l'exemple récent du Campus Strate J où, effectivement, après les calculs finaux, on arrive à 70 % de travaux qui ont été adjudés à des entreprises jurassiennes qui respectent donc les conventions collectives.

Alors, réjouissons-nous, vous le disiez Monsieur le Député, après tous les vents contraires que nous avons affrontés, les travaux commencent lundi pour ce que je rappelle être le plus grand projet de construction depuis la création du Canton et, surtout, un projet culturel attendu depuis quarante ans. Merci de votre attention.

M. Loïc Dobler (PS) : Je suis satisfait.

Groupe d'experts indépendants chargé d'examiner les rapports sur les liens entre le séisme intervenu en Corée du Sud et la géothermie profonde

Mme Florence Boesch (PDC) : Le rapport de Géo-Energie Suisse sur la comparaison entre les projets de géothermie profonde menés à Pohang en Corée et Haute-Sorne a été présenté récemment au Gouvernement jurassien.

On a lu dans la presse des réactions et prises de position complètement antagonistes :

D'un côté, Géo-Energie Suisse, à la suite d'une enquête menée par des spécialistes, exclut qu'un scénario identique à celui de la péninsule coréenne ne se produise ici en Haute-Sorne. La société se dit relativement confiante quant à la suite du processus.

De l'autre côté, le président de l'association «Citoyens Responsables» juge ce rapport grotesque, plein de spéculations et de contradictions, notamment avec certains éléments du plan spécial. Il demande au Gouvernement l'arrêt immédiat du projet.

Le Gouvernement, quant à lui, nommera une commission d'experts indépendants qui analysera le rapport de Géo-Energie Suisse ainsi que les études réalisées par une commission d'investigation nommée par le gouvernement sud-coréen.

Tout l'enjeu réside maintenant dans la confiance accordée à cette commission d'experts indépendants nommée par notre Gouvernement. La commission se doit d'être parfaitement neutre, libre de toute influence et évidemment compétente. Elle doit également être reconnue comme telle, très largement.

D'où ma question : le Gouvernement peut-il préciser sa réflexion et ses intentions au sujet de la commission d'experts indépendants, notamment au niveau de sa composition, de sa crédibilité et de sa reconnaissance ? Je remercie le Gouvernement de sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Effectivement, un rapport est maintenant reçu au niveau de l'Etat jurassien, le rapport de Géo-Energie Suisse. Le deuxième rapport est attendu, c'est le rapport des autorités coréennes, donc de

Corée du Sud, qui doit nous parvenir probablement vers fin mars, voire durant le printemps. Et ces deux rapports seront analysés par le Service sismologique suisse.

A la tête du Service sismologique suisse, le directeur est l'auteur d'un des articles de la revue «Sciences», qui est donc souvent cité par les opposants. Donc, nous avons là finalement un organe qui sera à la fois consulté par l'Etat jurassien et cité également par les opposants au travers de l'article de la revue «Sciences». Ceci devrait donc donner un esprit plus consensuel à la vision antagoniste, comme vous l'avez dit, de la situation actuellement.

Pour la suite, si le projet devait se poursuivre, c'est là que, effectivement, un groupe d'experts indépendants sera constitué et nommé par le Gouvernement en lien avec la condition no 42 du plan spécial cantonal. Il est un peu prématuré, pour le moment, de vous donner la composition et des détails sur ce groupe d'experts indépendants puisqu'il n'est pas encore constitué. Cela sera donc fait une fois que la décision sera prise après l'analyse des deux rapports suite au séisme de Corée du Sud.

J'aimerais également vous rassurer en disant que si le projet se développe, une commission de suivi sera également constituée, comme cela fut le cas lors de l'assainissement de la décharge à Bonfol, commission de suivi et d'information qui permettre donc aux différents intervenants, aux différents acteurs, opposants, promoteurs, etc., de se réunir et d'avoir finalement une information consensuelle, consolidée et finalement, si possible, unique et non pas divergente et antagoniste comme actuellement.

Et je termine en vous disant que le Gouvernement traite ce dossier avec sérieux et appuyé bien évidemment par des experts indépendants dans le but d'éviter tout risque disproportionné pour la région.

Mme Florence Boesch (PDC) : Je suis satisfaite.

Caméras installées dans les tunnels de l'A16 et reconnaissance des plaques minéralogiques

Mme Pauline Queloz (Indépendante) : Durant l'été 2016, un automobiliste avait effectué un dépassement dans le tunnel bidirectionnel du Mont-Terri sur l'A16. Il avait évité de justesse un choc frontal avec un véhicule venant en sens inverse.

A l'époque, les caméras de surveillance de la Police cantonale jurassienne ne permettaient pas d'identifier les automobilistes ni de lire les plaques d'immatriculation des voitures pour des raisons de protection des données. La police avait donc dû mener une enquête afin de retrouver le responsable de ce dépassement téméraire.

Le responsable de la circulation de la Police cantonale, Philippe Maître, avait alors expliqué que, lors de l'ouverture de l'A16 en 1998, les caméras disposées sur l'ensemble du réseau autoroutier étaient de «basse résolution», ce qui empêchait une identification formelle des véhicules.

Mais il avait affirmé qu'avec la nouvelle loi sur la police notamment, il serait possible d'équiper les ouvrages autoroutiers jurassiens de caméras haute résolution, qui permettraient de reconnaître l'auteur d'une infraction et de lire avec certitude un numéro de plaque.

Le 15 février dernier, un accident s'est produit dans le tunnel du Mont-Russelin, ce qui a provoqué un blocage temporaire de la circulation dans les deux sens. Selon certains témoignages qui me sont revenus, une automobiliste, impatiente d'attendre dans la file de voitures, a franchi la ligne de sécurité pour faire demi-tour dans le tunnel, ce qui est évidemment formellement interdit.

Je vous raconte cette anecdote pour vous expliquer pourquoi cette histoire de caméras m'est revenue à l'esprit.

Ainsi, le Gouvernement peut-il nous indiquer si le changement des anciennes caméras datant de 1998 par des caméras haute résolution a bien été effectué, permettant ainsi à la police de gagner un temps considérable dans l'identification des automobilistes ayant un comportement dangereux sur l'autoroute ? Merci d'avance au Gouvernement pour sa réponse.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Madame la Députée, peut-être quelques précisions avant de répondre à votre question.

Tout d'abord, le propriétaire de l'autoroute, c'est l'Office fédéral des routes. Ce n'est donc pas la police. Ceci pour dire que quand les caméras ont été changées... enfin, certaines ont été changées récemment, c'était selon les standards du propriétaire, selon les standards de l'OFROU. Et certaines caméras ont effectivement été changées mais sont toujours de résolution insuffisante pour pouvoir lire une plaque, ceci en vertu de la politique fédérale en matière de surveillance des routes et de protection de la sphère privée.

A présent, un deuxième rappel. Vous avez parlé d'un accident et d'une personne qui avait fait demi-tour, je rappelle qu'il est strictement interdit, lors d'un accident, de faire demi-tour et de ressortir du tunnel sur la voie de gauche, voie de gauche qui est à privilégier uniquement pour la police, pour les secours. La personne qui fait demi-tour lors d'un accident met en danger toutes les autres personnes qui sont dans le tunnel. Donc, je lance un appel à l'ensemble des députés, des citoyens et de tous les gens qui m'écoutent : ne jamais faire demi-tour lors d'un accident sauf instruction contraire de la police.

Maintenant, concernant votre question, effectivement, certaines caméras ont été changées et ne permettent pas la lecture de plaques mais, parfois, la police arrive quand même à identifier des véhicules grâce à la forme de la voiture, au modèle qui peut parfois les aider.

Et je terminerai, Madame la Députée, par une boutade si vous me le permettez. En conclusion de ce que je vous ai dit, si, ce soir, vous allez peut-être voir le match HCA-Thurgovie, il sera donc impossible à l'Etat de voir à quelle heure vous êtes rentrée en lisant votre numéro de plaque !

Mme Pauline Queloz (Indépendante) : Je suis satisfaite.

Le président : Il est 9.37 heures. L'heure réservée aux questions orales est désormais écoulée. Nous pouvons donc passer aux points suivants de notre ordre du jour, la série des interpellations.

6. Interpellation no 894 Le business des déchets Baptiste Laville (VERTS)

Le Gouvernement jurassien, dans sa réponse écrite du 28 août 2018 à la question intitulée «Projet de décharge interrégionale dans le Jura (bis) ?», affirmait que «les matériaux provenant des autres cantons peuvent représenter une opportunité» et que «de telles activités peuvent offrir des perspectives économiques». Le Jura s'intéresse donc officiellement au marché des déchets.

Alors que le chapitre du plan directeur cantonal «Approvisionnement et gestion des déchets», en particulier les fiches 5.12 Gestion des déchets et 5.12.1 Décharges, doit être révisé dans peu de temps et afin de mieux comprendre les tenants et aboutissants des décisions qui seront prises, nous souhaitons interpellier le Gouvernement avec les questions suivantes :

1. A quel point la future décharge de Boécourt est d'ores et déjà pensée comme une décharge (type D et E) intercantonale ?
2. Où en sont les discussions avec Bâle-Campagne concernant la création d'une décharge interrégionale de type A et la mise à disposition d'un espace dans une décharge existante ?
3. Y a-t-il d'autres types de déchets avec lesquels le Gouvernement entend développer des perspectives économiques ?
4. Le Gouvernement considère les matériaux provenant des autres cantons comme une opportunité économique. Si les bénéfices financiers peuvent être calculés facilement, qu'en est-il des coûts environnementaux ?
5. A quel point la problématique du transport routier ou ferroviaire des déchets est-elle intégrée dans les réflexions ?

M. Baptiste Laville (VERTS) : L'interpellation dont il est à l'instant question fait suite aux réponses écrites apportées par le Gouvernement aux deux questions «Projet de décharge interrégionale dans le Jura» et «Projet de décharge interrégionale dans le Jura (bis)».

Dans ses explications, le Gouvernement affichait un enthousiasme surprenant. Laissez-moi vous citer ici quelques exemples : «Les matériaux provenant d'autres cantons peuvent représenter une opportunité»; autre exemple : «Il serait même possible de se spécialiser dans ce domaine» ou encore, pour finir, «De telles activités peuvent ainsi offrir des perspectives économiques».

Si ces quelques éléments de réponses nous interpellaient déjà car ils dénotaient un intérêt particulier du Gouvernement pour le commerce des matériaux d'excavation et les décharges de types A et B, nous découvrons, peu de temps après, que cet intérêt se porte aussi sur les matériaux qui s'entireposent dans des décharges de types D et E.

Je suis allé, comme certains d'entre vous, à la présentation du projet d'extension de la décharge de types D et E de Boécourt. Si l'on peut fortement regretter le défrichage de quelque 6,6 hectares de forêt ainsi que les maigres compensations écologiques en faveur de la nature et du paysage, il m'est tout de même apparu que ce projet d'extension a été planifié de manière professionnelle et qu'il satisfait très certainement les exigences requises en termes de d'infrastructures et de sécurité.

Si ce projet, en soi, me semble bien tenir la route, j'ai été plus surpris par le discours du Gouvernement. A cette occasion, Monsieur le ministre David Eray a, à plusieurs reprises, mentionné l'intérêt financier du Gouvernement, ceci même avec insistance. Il laissait aussi entendre que, une fois l'extension achevée, nous serions en mesure d'accepter les matériaux provenant d'autres cantons. Après l'enthousiasme pour les décharges de types A et B, voici donc celui pour les décharges types D et E... Il n'y a donc qu'un pas pour en conclure – et c'est le titre de cette interpellation – que le Jura, de manière générale, s'intéresse désormais au «Business des déchets».

Mais un déchet n'est pas égal à un autre. S'il est vrai qu'à l'heure actuelle, on trouve, dans la décharge de Boécourt, principalement des sables de STEP, des terres légèrement polluées, des décombres d'incendies ou encore des revêtements bitumeux... il est important de garder à l'esprit que les décharges de type E peuvent accueillir des types de déchets beaucoup plus problématiques. L'amiante par exemple, des déchets contenant de l'arsenic, du mercure, des hydrocarbures ou encore les fameux PCB qui contaminent de manière persistante les poissons de nos rivières.

Le problème est justement que ces déchets «sensibles» sont, dans une approche économique, les plus rentables et donc, par conséquent, les plus intéressants financièrement ! La liste de Celtor pour 2019 est édifiante : si l'entreposage des déchets de chantier ne coûte que 55 francs par tonne, les mâchefers et les déchets de terre avec hydrocarbures rapportent quelque 200 francs par tonne. L'amiante va même jusqu'à 651 francs par tonne.

N'est-il donc pas paradoxal de vouloir développer une activité économique dans un domaine que l'on doit en fait limiter ? Le Plan cantonal de gestion des déchets définit clairement l'objectif stratégique no 1 du Canton : «Diminuer les quantités de déchets et promouvoir le recyclage». Comment notre Canton peut-il espérer limiter ses déchets alors qu'il est en train de s'engager de plein pied dans une activité économique qui va à l'encontre de ce but ?! Une telle stratégie ne risque-t-elle pas de faire l'effet dans appel d'air... et donc d'augmenter les déchets plutôt que de les diminuer ? Le Plan cantonal de gestion des déchets mentionne à ce titre que les mouvements transfrontières des déchets sont devenus un enjeu stratégique. Il y est clairement stipulé que les mouvements de déchets intercantonaux pourraient justifier l'introduction d'une taxe cantonale sur les matériaux d'excavation provenant de l'extérieur du Canton afin de réserver les volumes disponibles dans les décharges pour les besoins jurassiens.

Le groupe VERTS et CS-POP craint que le Gouvernement, afin de faire face à la période économique difficile qui s'annonce, ne s'engage dans un commerce des déchets qui n'est pas cohérent avec les ambitions environnementales et écologiques de notre Canton. S'il est vrai que la mise en décharge des déchets se doit d'être rentable, nous pensons qu'une telle activité ne doit pas devenir un modèle économique qui a pour but de renflouer les caisses vides de l'Etat en important des déchets issus des autres cantons.

Avant que ce Parlement ne ratifie la fiche 5.12.1 sur les décharges, nous interpellons le Gouvernement et demandons donc des informations supplémentaires quant aux ambitions exactes du Canton dans le domaine du commerce des déchets, en particulier ceux issus de l'extérieur du Canton.

Je remercie d'avance le Gouvernement pour ses précisions quant aux questions formulées dans cette interpellation.

M. David Eray, ministre de l'environnement : L'interpellation n° 894 fait suite aux questions écrites 3009 «Projet de décharge interrégionale dans le Jura» et 3041 «Projet de décharge interrégionale dans le Jura (bis)». Les réponses aux questions posées dans l'interpellation sont les suivantes :

Réponse à la question 1 :

Compte tenu de sa situation stratégique et politique, le site de la Courte-Queue à Boécourt est un site d'intérêt cantonal en tant que centre majeur de traitement des déchets. L'extension de la décharge de Boécourt, en cours d'approbation, est prévue pour les déchets de types D et E. Pour assurer sa viabilité économique (rentabilité et compétitivité), des apports provenant de l'extérieur du Canton sont admis.

Les coûts d'investissement et de fonctionnement de la future décharge ont été calculés avec des besoins cantonaux de matériaux de type E estimés à 12'000 tonnes par an et 6'000 tonnes hors Canton.

Des réflexions et discussions sont en cours concernant des apports de mâchefers (déchets de type D) provenant d'usines d'incinération, en particulier celle de VADEC à La Chaux-de-Fonds. Je vous rappelle que VADEC incinère une grande partie des déchets jurassiens. Donc, si des mâchefers de VADEC reviennent à Courte-Queue, ce sont nos propres mâchefers quelque part qui, actuellement sont déposés ailleurs que chez nous. Donc, ce n'est pas une vision très conforme au développement durable.

Le transport des mâchefers de VADEC serait réalisé par le trajet retour des bennes transportant les ordures ménagères jurassiennes de Glovelier à La Chaux-de-Fonds. Aujourd'hui, les bennes reviennent à vide jusqu'à la gare de Glovelier, entre guillemets «quelque chose de regrettable».

Le terme «intercantonal» ne reflète pas la réalité d'une décharge, par exemple celle de Boécourt. Les cantons veillent à se coordonner dans la planification générale des installations.

La gestion des flux de matériaux et la maîtrise d'ouvrage d'une décharge sont cependant clairement dévolues aux exploitants (privés ou publics). A ce titre, toute décharge doit permettre de fournir des solutions aux producteurs de déchets finaux dans notre pays, indépendamment des frontières.

Réponse à la question 2 :

Le 7 novembre 2018, une rencontre s'est tenue à Delémont entre l'Office de l'environnement, la Section de l'aménagement du territoire et leurs homologues de Bâle-Campagne. Cet échange a permis de connaître l'état d'avancement des planifications directrices de chacun des cantons dans le domaine des décharges et d'apprécier les possibilités de collaboration et de coordination.

Bâle-Campagne a un important besoin pour des décharges de type A (matériaux d'excavation et de percement).

Une collaboration pourrait être envisagée au niveau des sites existants jurassiens, en particulier si cela est combiné avec de la valorisation de matériaux pierreux dans des installations de lavage d'entreprises jurassiennes.

Il appartient au canton de Bâle-Campagne de faire des propositions qui seront ensuite examinées par le Gouvernement.

Pour l'instant, aucune suite n'a été donnée à cette rencontre. Aucun site spécifique ou supplémentaire n'est prévu dans le Jura en lien avec ces besoins bâlois. Ici aussi, la notion de décharge interrégionale n'est pas pertinente.

Toute décharge est à disposition des producteurs de déchets, selon les besoins et après avoir valorisé tout ce qui peut l'être. Ces acteurs veilleront à minimiser leurs transports et leurs coûts, indépendamment des frontières politiques.

Réponse à la question 3 :

Aucun pour le moment. A noter que le développement de perspectives économiques est d'abord dévolu aux acteurs privés, qui le font déjà et pourront encore le faire dans le respect des principes légaux (notamment de valoriser avant d'éliminer).

Réponse à la question 4 :

L'écobilan du transport et de l'élimination de déchets dans le canton du Jura ne peut pas être comparé à celui d'autres destinations, celles-ci ne nous étant pas connues.

L'approche consiste plutôt à définir, via le Plan de gestion des déchets (PGD) et le Plan sectoriel des décharges et de l'extraction de matériaux pierreux (PSDE) notamment, une planification et des mesures qui favorisent le recyclage des matériaux et leur transport sur des distances limitées. L'opportunité économique n'est considérée que subsidiairement.

Il est judicieux de rappeler que le Jura est un grand exportateur de déchets, y compris de ses mâchefers qui ne sont actuellement pas repris chez nous.

Il est donc réducteur de poser la question des coûts environnementaux uniquement en lien avec les flux (limités) de déchets entrants dans notre Canton. Dans le domaine des déchets urbains, la logistique mise en place avec les CJ et VADEC est à ce propos assez exemplaire.

Réponse à la question 5 :

La problématique du transport a été intégrée dans le plan sectoriel des carrières et des décharges en cours de finalisation. Une consultation publique sur cet objet est prévue pour le second trimestre 2019.

M. Baptiste Laville (VERTS) : Je suis partiellement satisfait.

7. Interpellation no 895 Une LCAT de dernière minute ? Baptiste Laville (VERTS)

La révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014, impose aux cantons de réviser leur législation cantonale et leur planification cantonale dans un délai de cinq ans. Les plans directeurs cantonaux doivent donc être révisés jusqu'au 1^{er} mai 2019.

Faisant face à des difficultés quant à réalisation de cette tâche, le Gouvernement jurassien a fait le choix de réviser son plan directeur en deux étapes. Les chapitres «Urbanisation» et «Mobilité», adoptés lors de la séance d'octobre 2018, correspondent seulement au contenu minimal exigé par les nouvelles dispositions légales. Les chapitres «Nature et paysage», «Environnement» et «Approvisionnement et gestion des déchets» ne sont toujours pas traités et feront l'objet d'une révision ultérieure.

Face à une tâche aussi importante qu'est la révision de la LCAT, la situation décrite ci-dessus questionne à plusieurs niveaux. Nous souhaitons interpeller le Gouvernement avec les questions suivantes :

1. Le Gouvernement jurassien s'est-il réellement donné les moyens nécessaires pour mener à bien la révision de la LCAT dans de bonnes conditions ?
2. Pour quelles raisons notre Canton est-il aussi en retard sur ce dossier ?
3. Quelle est désormais la date limite pour la révision complète du plan directeur cantonal jurassien ?
4. Si, d'aventure, la Confédération devait ne pas adopter les modifications minimales adoptées en octobre 2018, engendrant donc un non-respect de la date limite, quelles en seraient les conséquences exactes pour notre Canton ?

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

M. Baptiste Laville (VERTS) : En préambule, je tiens à m'excuser pour la confusion quant aux corrections de dernière minute apportées au texte de cette interpellation. La fameuse formule «Le mieux est l'ennemi du bien» résume très bien ce qui s'est passé... Quoi qu'il en soit, j'espère qu'avec un peu de bonne volonté, vous aurez toutes et tous compris l'objectif de la présente interpellation.

S'il est vrai qu'il y a seulement quinze jours, les citoyens suisses ont rejeté l'initiative populaire «Stopper le mitage du territoire», cela ne veut pas du tout dire que la population suisse et jurassienne ne souhaite pas une gestion plus durable du territoire national et cantonal... Bien au contraire... Et il faut dire que cette votation a tout de même eu l'avantage indéniable de placer ou de replacer la question de l'aménagement du territoire au cœur du débat public.

Ce faisant, la brochure des explications du Conseil fédéral sur ce sujet était tout à fait instructive. Il apparaissait très clairement sur un graphique – celui-ci, vous l'avez certainement tous vu – que la République et Canton du Jura n'était pas en avance, peut-être même à la traîne, concernant la mise en application de la révision de la LAT, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014 et qui impose aux cantons de réviser leurs plans directeurs cantonaux dans un délai de cinq ans, soit jusqu'au 1^{er} mai 2019. La révision de la LAT, en incitant à une utilisation parcimonieuse du sol, représente pourtant un tournant majeur dans la politique d'urbanisation de notre pays. Alors que cette révision devrait être considérée par nos autorités comme une priorité, force est de constater que la ratification des exigences minimales requises, les deux chapitres «Mobilité» et «Urbanisation», s'est faite au dernier moment, lors du Parlement du 24 octobre 2018. Le Gouvernement répondra certainement que la tâche était d'envergure, que les 31 fiches et 190 principes d'aménagement des deux chapitres susmentionnés ne se révisent pas d'un coup de baguette magique, que les procédures sont longues ! D'accord... mais pourquoi d'autres cantons ont-ils manifestement été capables de prendre ce sujet plus sérieusement en mains ? Le Gouvernement jurassien s'est-il réellement donné les moyens nécessaires pour mener à bien la révision de la LAT dans de bonnes conditions ?

D'autre part, il est important de préciser qu'une exécution sérieuse de la révision de la LAT ne doit pas se résumer qu'à une mise en application de ses exigences minimales. Les nombreuses fiches des chapitres «Nature et paysage», «Environnement» et «Approvisionnement et gestion des déchets» font aussi partie du grand puzzle que représente

l'aménagement du territoire. Toutes les pièces de ce puzzle sont nécessaires afin de visualiser et de mieux entrevoir le projet de société dans lequel nous nous dirigeons. L'article 83, alinéa 1, de la LCAT stipule lui aussi que le plan directeur cantonal doit être réexaminé intégralement tous les dix ans ! Ayant fait quelques recherches, je constate que bien des fiches datent et qu'une majorité d'entre elles s'approchent plus des vingt ans que des dix ans.

En accord avec la LCAT comme avec la révision de la LAT, notre groupe pense qu'il est indispensable que des efforts conséquents soient mis en œuvre afin de réexaminer intégralement et au plus vite le plan directeur cantonal. Ma question est donc aussi : quelle est donc désormais la date limite pour la révision complète du plan directeur cantonal jurassien ?

Je remercie d'avance le Gouvernement pour ses quelques éléments de réponse.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Je peux répondre à vos questions ainsi :

Réponse à la question 1 :

Oui. Une révision partielle de la LCAT a été adoptée par le Parlement le 9 septembre 2015 déjà afin d'intégrer les exigences fédérales relatives à la révision de la LAT entrée en vigueur le 1^{er} mai 2014. Il s'agit en particulier de l'introduction d'un droit d'emption légal accordée aux communes (article 45b de la LCAT) et de l'introduction du prélèvement de la plus-value (articles 111 à 113 de cette même LCAT). La Confédération a effectué dernièrement un examen de ces nouvelles dispositions légales et sa conclusion est positive.

Par ailleurs, un processus de révision globale de la LCAT est actuellement en cours de réalisation afin d'adapter l'ensemble du texte aux contraintes et défis actuels. Ce processus ne découle toutefois pas de la révision de la LAT.

Réponse à la question 2 :

Nous ne sommes pas en retard sur ce dossier étant donné que les exigences relatives à la révision de la LAT ont été introduites dans la LCAT lors de la révision partielle adoptée par le Parlement le 9 septembre 2015.

Réponse à la question 3 :

Il n'y a pas d'exigence de calendrier fixée par la Confédération pour la suite de la révision du Plan directeur cantonal. Ce processus sera initié cette année et se poursuivra en 2020, voire éventuellement en 2021.

Réponse à la question 4 :

Les conséquences du «non-respect de la date limite» sont décrites à l'article 38a, alinéas 3 et 5, de la LAT. Il s'agit principalement d'un gel complet des zones à bâtir (pas de possibilité d'étendre la zone à bâtir même si une compensation est proposée).

M. Baptiste Laville (VERTS) : Je suis satisfait.

8. Interpellation no 896 Réforme de la fiscalité des entreprises Jean-Daniel Tschan (PCSI)

(Ce point est renvoyé à la prochaine séance.)

9. Interpellation no 897**Interligne TGV : BienBel nouvelle ?!****Nicolas Maître (PS)**

Lors de l'assemblée générale de l'Association transfrontalière Interligne TGV Bienne-Belfort du 25 janvier dernier, qui s'est tenue à Morvillars (F), il a été rappelé toute la difficulté qu'avait la ligne Delle-Belfort à «*décoller*». Les projections les plus optimistes tablaient sur une fréquentation quotidienne de 1500 voyageurs. Au final, depuis sa réouverture en décembre dernier, ce ne sont que 200 personnes qui empruntent quotidiennement cette ligne. Ce résultat décevant bien en deçà des prévisions, suscite bien des interrogations. Même si les deux co-présidents (*David Eray/Suisse et Frédéric Rousse/France*) reconnaissent qu'il pourrait s'agir d'erreurs de jeunesse pouvant être corrigées, ils s'accordent à pointer du doigt des dysfonctionnements et le peu d'entrain de certains prestataires qui mettent directement en péril la pérennité de cette ligne. L'énumération des anomalies, identifiées par MM. Eray et Rousse, a laissé quelque peu pantois les membres de l'association présents à cette assemblée. Les manquements relevés concernent les correspondances des trains, les lacunes dans la communication ou encore la non-uniformisation des différents titres de transports. Conjugés à des travaux engagés par la SNCF à la sortie de Belfort et à un ascenseur qui n'a jamais fonctionné en gare de Meroux, ces problèmes résonnent comme un chaos que l'on pourrait croire créé de toutes pièces afin de décourager les utilisateurs de cette nouvelle ligne ferroviaire. Il y a vraiment de quoi s'inquiéter !

Lors de la même assemblée, un projet Interreg a été également présenté. Son coût total est estimé à environ 890'000 francs, dont une partie sera financée par le canton du Jura à raison de 127'000 francs et une autre par les communes membres de l'association pour 5 centimes par habitant. Même si l'on peut facilement adhérer à l'idée que cette étude vise à promouvoir la mobilité durable transfrontalière et que cet effort financier partagé devrait permettre de «*dynamiser*» la fréquentation de la ligne Bienne-Belfort grâce à des actions de promotion et à des manifestations de part et d'autre de la frontière franco-suisse, on ne peut pas s'empêcher de relever que les 4 axes identifiés de ce projet, qui répond d'ailleurs au doux nom de «*BienBel*», ne tiennent pas compte de la principale option qui pourrait pérenniser cette ligne, à savoir un captage volontariste du flux routier des travailleurs frontaliers et du transport scolaire reportés sur le train. Lorsque l'on sait que ce projet se déroulera jusqu'en 2021, il est nécessaire, voire indispensable, d'ajouter un axe supplémentaire qui tienne réellement compte de ces éléments.

J'ai formulé cette idée lors du débat qui a suivi la présentation du projet. J'imagine en effet des mesures incitatives qui encourageraient les frontaliers et les élèves à changer leurs habitudes et à prendre systématiquement le train pour se rendre sur leur lieu de travail ou à l'école. Bien entendu, comme il m'a été répondu, ce n'est pas à l'association Interligne TGV Bienne-Belfort de financer directement des mesures ou de se substituer aux CFF ou à la SNCF. Certes, mais cette association étant à la base de la réouverture de cette ligne et considérée directement comme l'interface d'échanges entre la population, les usagers, les collectivités et les Etats, il lui appartient légitimement de proposer des solutions concrètes et applicables rapidement en jouant ainsi un rôle moteur dans le processus. On peut citer par exemple l'actualisation de certaines initiatives datant des «*Trente glorieuses*» qui encourageaient les entreprises à prendre en charge leurs ouvriers à

la descente du train en gare. Le projet BienBel, accepté à l'assemblée du 25 janvier dernier, tombe à point nommé pour engager toutes formes de réflexions. Encore faut-il avoir envie d'y intégrer les éléments précités !

Considérant la participation financière substantielle de notre canton au projet Interreg BienBel, le Gouvernement ne doit-il pas mettre tout en œuvre pour que les mesures préconisées concernant le captage des flux des frontaliers et des écoliers, voire des transports de marchandises (proposition de Gabriel Voirol), soient prises en compte en tant qu'axe supplémentaire (5ème) dudit projet ?

Vu l'urgence des mesures à prendre et relevant que les quatre autres axes traitent principalement de l'aspect marketing, la communication, les échanges culturels et la création d'événements, ce nouvel axe ne doit-il pas être prioritaire par rapport aux autres déjà identifiés ?

Puisqu'en effet, la réalisation de cette 5ème orientation impactera directement le succès économique de la ligne Bienne-Belfort et la stabilité de sa fréquentation grâce à un bassin d'usagers réguliers.

M. Nicolas Maître (PS) : Je vais rester succinct dans le développement de mon interpellation puisque le contenu de celle-ci renfermait déjà assez d'éléments pour se faire une idée de l'incohérence apparente dans l'identification des axes du projet Interreg BienBel.

Cette étude, qui se terminera en 2021, devrait permettre de mettre en lumière des mesures propres à favoriser le développement et la pérennisation de la ligne ferroviaire Bienne-Belfort. Rappelons au passage que ce projet Interreg est devisé pour un montant total de 890'000 francs et que notre part cantonale est estimée à 127'000 francs. A cela s'ajoute également la participation des communes-membres de l'association à raison 5 centimes par habitant.

Le titre de mon interpellation, expressément ponctué de points d'interrogation et d'exclamation, en dit long sur les questions que l'on peut légitimement se poser quant à savoir sur quoi déboucheront ces quatre années d'étude. Puisque ma crainte est que cette étude soit une fois de plus vouée à en rejoindre d'autres dans un tiroir.

Les personnes présentes lors de la présentation, le 25 janvier dernier à Morvillars, peuvent témoigner du pessimisme – en tout cas du manque d'optimisme – qui animait les deux co-présidents lors de leur discours d'introduction de l'assemblée générale.

Les nombreux dysfonctionnements et manquements constatés depuis la réouverture de Delle-Belfort doivent nous interroger à plus d'un titre. Alors que certaines causes sont déjà connues et même des responsables montrés du doigt, il apparaît, en premier chef, important et judicieux que le projet BienBel en tienne compte. Il faut se rendre à l'évidence : la réouverture de la ligne Bienne-Belfort n'a pas suscité l'appel d'air que l'on espérait. Le manque d'intérêt des usagers est flagrant, la fréquentation quotidienne n'atteignant même pas la projection du taux des 15 % d'usagers. A cela un seul remède : chercher le moyen de dynamiser, dès le départ, l'intérêt des principaux concernés. Car il ne fait aucun doute que des moyens existent de reporter le transfert des «*frontaliers*» et du scolaire de la route au rail. La solution étant de simplement intégrer ces réflexions dans le projet Interreg qui est sur le point d'être lancé.

Les explications données à Morvillars quant aux orientations des quatre axes de cette étude font fi de cet important

élément puisque le contenu du projet ne s'attache qu'à des pistes traitant principalement des aspects de marketing, de communication, d'échanges culturels et de création d'événements. Certes, cette vision peut aussi paraître pertinente. Mais à la seule condition que la pérennisation de la nouvelle ligne ferroviaire soit avant tout assurée !

Il est évident que la concrétisation des axes décrits dans l'exposé de la chargée de mission permettra de faire rayonner la ligne ferroviaire bien au-delà de la France et de la Suisse. Mais il ne faut pas se tromper de cible en omettant de prioriser la plus importante mesure. Le captage des flux routiers par le rail, qui permettra d'ancrer dans l'esprit des gens l'idée que la pérennisation de la ligne dépend largement de son utilisation. Il est capital d'étudier quelles pourraient être les formes d'incitations qui favoriseraient ce réflexe et à quel niveau doivent être prises les mesures. Et les exemples des années 70, dans l'accompagnement et la prise en charge des ouvriers à leur entrée et sortie de service, pourraient sans autres être calqués. La réflexion devrait donc même être élargie aux entreprises et ne pas simplement concerner les usagers de la ligne ferroviaire. C'est pourquoi l'adjonction prioritaire de cet axe au projet BienBel a tout son sens. Lorsque nous aurons atteint la limite des 1'500 usagers projetée quotidiennement, il sera alors temps d'appliquer les mesures que les quatre autres axes auront entretemps identifiées.

Mon interpellation ne vise pas à remettre en question les discussions et les décisions prises par le comité de l'association InterLigne Bienne–Belfort et présentées le 25 janvier dernier. Mais elle sert plutôt à une réflexion supplémentaire en guise de complément au projet.

En ma qualité de membre des autorités communales de Clos du Doubs et membre du Parlement jurassien, il paraît utile et nécessaire que je m'inquiète du développement de la ligne ferroviaire Bienne–Belfort, et surtout de sa pérennité. Les deniers de nos collectivités étant aussi engagés, il me paraît également utile qu'on les emploie à bon escient.

Ma proposition ne coûtera rien de plus... Il suffit juste de changer les paradigmes de l'étude. A ce stade, il en est encore largement temps.

En conclusion, vous l'aurez donc bien compris, mon interpellation n'a que pour but qu'un cinquième axe soit dès à présent intégré au projet Interreg BienBel. Et considérant l'engagement financier de notre Canton au projet Interreg BienBel, je demande en conséquence au Gouvernement qu'il mette une certaine pression au sein du comité interfrontalier pour que ces mesures qui concernent le captage des flux des frontaliers et des écoliers, voire de transport de marchandises (selon la proposition de notre collègue Gabriel Voirol lors de l'assemblée), soient prises en compte dès à présent. En rappelant et en insistant sur l'urgence de cette décision commune afin de ne pas démarrer ce projet d'étude à contre-courant du bon sens. Merci de votre attention.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Ce qui est sûr, c'est que les trains ne sont pas encore à moitié pleins ni pleins. La ligne vient d'être ouverte. On part de zéro, la clientèle est à créer, à convaincre. Evidemment, personne n'a jamais prétendu que le potentiel estimé puisse être atteint après quelques semaines. Personnes, Monsieur le Député. Cela va prendre du temps, dans les faits plusieurs années. De ce point de vue, on ne peut pas parler de déception. Ce qui importe, c'est que le verre se remplisse même si cela ne va pas se faire d'un coup de baguette magique.

L'interpellation fait référence à la fois à des dysfonctionnements et à la mise en place d'actions de promotion de la ligne.

Vous conviendrez, Mesdames et Messieurs, qu'il est indispensable de régler rapidement ces dysfonctionnements. Votre interpellation en liste certains. Via l'Association Interligne TGV Belfort–Bienne, que je coprésidé avec mon homologue du Territoire de Belfort, Frédéric Rousse, mais aussi directement comme commanditaire de l'offre ferroviaire, je suis intervenu afin que des solutions soient trouvées aux différents problèmes constatés. Ces interventions se sont faites en priorité auprès de la Région Bourgogne Franche-Comté qui en est responsable sur son territoire. Ce qui figure sur le papier doit être réellement appliqué. La Région en est, je crois, pleinement consciente. J'en veux pour preuve que, suite à nos interventions, il s'est tenu très rapidement, au début de ce mois de février, une réunion multilatérale. Nos représentants y ont fait part de leur mécontentement à la SNCF. Cela a été aussi l'occasion de prendre acte de l'engagement pris d'améliorer tout à la fois la circulation des trains mais aussi l'information entre les partenaires. Je suis intervenu auprès de la présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté afin de mettre sur pied une plateforme permanente de suivi de l'exploitation. Cette demande a reçu une réponse positive. Cela nous permettra non seulement de pouvoir suivre de près ce qui se passe mais aussi de travailler sur les améliorations. Ces améliorations concernent la mise en place de nouveaux produits tarifaires, le chantier permanent sur les horaires et celui d'une réelle coordination avec les bus sur la partie française de la ligne.

Nous parlons de ce qui ne va pas. C'est notre devoir et c'est nécessaire vu les formidables attentes et l'argent public dépensé. Il faut relever que l'on ne parle pas des trains et des passagers qui arrivent à l'heure. Or, sur ces premières semaines d'exploitation, le taux est de près de 95 % de trains à l'heure. C'est très satisfaisant, surtout dans un contexte de fortes contraintes de correspondances à Bienne, à Delémont, à Delle ou à Meroux TGV.

J'aimerais aussi dire que nos amis et voisins français n'ont pas l'habitude du train pour leurs déplacements quotidiens. Les comportements ne vont pas changer en quelques jours. Cela va prendre du temps. Un travail conséquent de promotion est nécessaire. Cela nous amène à la deuxième partie de l'interpellation.

La promotion est un élément central. Il relève évidemment de la responsabilité des opérateurs, ici les CFF et la SNCF. Mais cela doit être également un souci des pouvoirs publics.

Dans ce cadre, l'Association InterligneTGV Belfort–Bienne a déposé un projet. Cette association a été créée en 2001 et regroupe les communes de Bienne à Belfort, les cantons et département français touchés, les chambres de commerce et organisations des deux côtés de la frontière ainsi que des élus et membres individuels. Elle a activement participé au travail de lobbying en faveur de la réouverture de la ligne. Aujourd'hui, elle oriente son activité sur la promotion et l'animation autour de la ligne ferroviaire. En tant qu'organisation transfrontalière, elle a une position très intéressante et même unique. Et une volonté : travailler sur la durée ! C'est pourquoi l'association a déposé un projet Interreg en janvier dernier. Les objectifs sont premièrement de développer des actions de promotion de part et d'autre de la frontière, ensuite de mettre en place des actions de coopération transfrontalière via la ligne ferroviaire et, troisièmement, d'organiser des ma-

nifestations et animations qui contribuent aux échanges frontaliers. Le tout doit permettre d'augmenter la fréquentation de la ligne et d'améliorer la coopération et la promotion des territoires frontaliers et transfrontaliers. Des axes d'actions ont été définis.

Il est nécessaire de clarifier les choses. L'association, par ses activités ordinaires et surtout au travers de ce projet, va lancer des actions de promotion et d'animation et sera force de propositions. Par contre, elle ne peut pas se substituer aux autorités publiques pour faire circuler des trains, fixer les tarifs ni obliger les employés des entreprises à utiliser les transports publics.

Je souhaite vous rassurer, Monsieur le Député, Mesdames et Messieurs les Députés également, le projet déposé ne néglige pas les travailleurs frontaliers. Bien au contraire, le projet déposé y fait explicitement référence. Je vous cite ce qui figure à la page 26 du formulaire déposé pour l'aide Interreg. Les publics-cibles sont en particulier : «Les chefs d'entreprises et salariés notamment transfrontaliers afin que le train et les transports publics soient privilégiés pour se rendre de part et d'autre de la frontière». Il me semble ainsi que l'on ne peut pas être plus clair que cela. Les scolaires sont également cités dans les publics-cibles.

Ainsi donc, contrairement à vos propos, ces publics-cibles sont intégrés dans le projet Interreg et, en quelque sorte, votre interpellation pourrait être considérée comme caduque et sans objet.

M. Nicolas Maître (PS) : Je ne suis pas satisfait.

Le président : L'ouverture de la discussion n'étant pas demandée, ce point est clos. Il est 10.05 heures... Ah pardon ! Oui, il y a une demande d'intervention.

M. Baptiste Laville (VERTS) : Je demande l'ouverture de la discussion.

(Cette requête est acceptée par plus de douze députés.)

M. Baptiste Laville (VERTS) : Je me permets juste ici d'ouvrir la discussion par rapport à ce qui vient d'être dit. Je pense que cette interpellation peut être vue au niveau Interreg mais aussi tout simplement au niveau de la ligne en soi Bienne–Belfort. Et je voulais intervenir et dire à quel point cette ligne est importante car elle représente un événement historique : une réouverture, à l'heure actuelle, d'une ligne de chemin de fer, c'est quelque chose de tout à fait inhabituel et la tendance est beaucoup plus naturellement à la fermeture de lignes plutôt qu'à leur ouverture. Donc, à ce titre-là, cette ligne doit être défendue.

L'objectif, maintenant, de mon intervention, c'est de dire : oui, un cinquième axe serait une très bonne chose. N'oublions pas non plus qu'il y a d'autres mesures qui sont encore possibles. Un sixième axe ou une autre mesure pas forcément au travers d'Interreg, c'est quelque chose qui ne revient pas assez souvent : la question de diversifier le service sur cette ligne. On a, à l'heure actuelle, un omnibus. Moi, je suis un utilisateur régulier de cette ligne et je sais très bien que des utilisateurs réguliers renoncent à utiliser la ligne car c'est devenu un omnibus dont le trajet dure beaucoup de temps. Je connais de nombreuses personnes qui viennent en voiture jusqu'à Delémont pour aller prendre le train depuis Delémont, qui est un train direct ou semi-direct, pour aller à Bâle ou pour aller à Bienne.

Je rappelle à ce Parlement que le conseil de ville de Porrentruy a adopté une résolution qui demandait justement au Parlement de réfléchir et d'intégrer la question de la remise en place d'une ligne directe dans le plan directeur cantonal. Et j'interpelle donc ici le Gouvernement sur cette question-là : n'oublions pas de diversifier et de promouvoir cette ligne au travers de la mise en place de trains directs ou en tout cas semi-directs qui auront naturellement un impact fort sur la valorisation de la ligne. Merci.

Le président : Est-ce que le Gouvernement souhaite encore intervenir ? Oui, c'est le cas. Monsieur le Ministre, vous avez la parole.

M. David Eray, ministre de l'environnement : Monsieur le Député, j'ai bien entendu votre proposition, qui n'en est pas une puisque cet enjeu ou cet aspect d'omnibus et de train direct a déjà été discuté au travers du plan directeur des transports, au sein de la commission, et c'est effectivement toujours un débat de savoir s'il faut des trains directs qui fassent par exemple Meroux–Bienne sans arrêt ou s'il faut quand même un arrêt à Porrentruy, à Haute-Sorne, respectivement Bassecourt, Delémont éventuellement, s'il faut s'arrêter plus souvent.

Ce que nous constatons, c'est que la fréquentation sur la ligne est en augmentation. Donc, effectivement, c'est un signe positif. Après, est-ce qu'il y a encore des usagers qui sont à capter et à rabattre dans cette ligne par d'autres moyens ? Peut-être. Mais il y a toujours l'aspect de savoir ce qu'il vaut la peine d'être investi dans une nouvelle rame avec un nouvel horaire et est-ce qu'il y a suffisamment de «clientèle» derrière pour satisfaire ? Toute la difficulté est là et nous restons très attentifs à cet aspect. Merci d'avoir rappelé cet élément à cette tribune.

Le président : Ce point est désormais clos. Il est 10.11 heures. Je vous propose de faire une pause jusqu'à 10.35 heures. Nous reprendrons nos débats avec les points liés à la présidence du Gouvernement.

(La séance est suspendue durant vingt-cinq minutes.)

Le président : Voilà, Mesdames et Messieurs les Députés, je vous prie de bien vouloir reprendre place pour la suite de nos débats. Nous allons reprendre... un peu de silence s'il vous plaît !... nous allons reprendre notre ordre du jour avec la présidence du Gouvernement, le point 10.

10. Motion no 1251

Pour une journée de grève le 14 juin 2019
Rosalie Beuret (PS)

Depuis plusieurs mois, des femmes se mobilisent dans toute la Suisse pour l'égalité, contre le sexisme et toutes les formes de violences à leur égard. Elles s'organisent dans leur foyer et sur leur lieu de travail où elles seront nombreuses à faire grève et à mener des actions le 14 juin 2019. Des hommes solidaires s'associeront à ce mouvement.

Dans le Canton du Jura, un collectif s'est récemment constitué face à ce constat unanime : malgré les discours et un article de la Constitution fédérale, l'égalité n'est toujours pas réalisée !

En 1991, la grève des femmes a secoué le pays et permis d'obtenir des résultats concrets comme la Loi fédérale sur

l'égalité entre femmes et hommes, un congé maternité, le bonus éducatif dans l'AVS, etc.

En 2019 un nouvel élan est nécessaire ! Celui-ci devra permettre de promouvoir l'égalité dans le monde du travail (salaires, congé parental, temps partiel pour toutes et tous) mais aussi dans le travail domestique, éducatif et de soins. Lutter contre le sexisme, les stéréotypes et contre toutes les formes de violences est un impératif absolu dans une société civilisée.

Pour qu'une telle évolution prenne corps, il est nécessaire que l'ensemble de la société s'implique. Le message politique doit être clair et engagé.

Lors de sa création en 1979, le Canton du Jura s'est voulu précurseur en créant le premier Bureau de la condition féminine. Son postulat de départ était et reste qu'il ne saurait y avoir de discriminations dues au sexe dans tous les domaines qui constituent la vie de la communauté jurassienne, et que la femme doit jouir de droits égaux et de possibilités d'épanouissement égales à celles de l'homme. Les Pères fondateurs ont souhaité un canton humaniste reconnaissant au surplus le droit de grève dans la Constitution. A ce titre, ils ont donné au peuple jurassien une Charte fondamentale considérée comme la plus progressiste de Suisse. Nous sommes les dépositaires de cet héritage, et nous avons à en être dignes.

Quarante ans après l'entrée en souveraineté de notre République, nous demandons au Gouvernement de donner à nouveau un message politique clair en faveur de l'égalité et d'autoriser sous une forme encore à déterminer ses employées et employés à prendre part à la grève et aux actions du 14 juin 2019.

Mme Rosalie Beuret Siess (PS) : La motion ne semblait pas être la forme adéquate, je vous informe du fait que je la retire et qu'une résolution circulera sous peu devant l'ensemble de vos groupes, que je vous invite à soutenir. Merci.

(La motion no 1251 est retirée par son auteure.)

11. Question écrite no 3117

Fonction publique et mandats de prestations Alain Schweingruber (PLR)

Selon notre législation cantonale, les employés de l'Etat doivent en principe cesser leur fonction au moment où ils atteignent l'âge légal de la retraite. S'ils peuvent certes prétendre à un repos mérité, cela prive simultanément l'Etat de connaissances et d'une expérience précieuses.

Est-ce pour cette raison ou pour éviter de devoir formellement et officiellement accroître le personnel cantonal, il semble que d'anciens fonctionnaires se voient attribuer des tâches correspondant à leur ancienne activité mais sous l'angle de «mandats de prestations» ?

La question se pose de savoir ce qu'il en coûte à l'Etat et si de telles pratiques sont économiquement avantageuses.

Le Gouvernement est dès lors invité à répondre aux questions suivantes :

1. Combien de mandats de prestations ont été attribués à d'anciens employés de l'Etat durant les cinq dernières années (et combien y a-t-il de personnes concernées) ?
2. Quel en a été le coût durant cette période ?

3. Quel est le mode de rétribution de tels mandats ? Tarifs horaires (si oui, à quel montant par heure), tarifs forfaitaires, etc. ?

Réponse du Gouvernement :

Les mandats de prestations attribués à d'anciens collaborateurs de l'Etat, retraités pour la plupart, restent exceptionnels dans les services de l'Etat. Une bonne partie de ces mandats ont été confiés à des personnes qui détiennent des connaissances techniques pointues dont elles sont parfois les seules à disposer. Il s'agit aussi, dans des cas particuliers, d'assurer le bon fonctionnement d'une unité administrative lors de vacances de poste jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau collaborateur. Dans les écoles du secondaire II (CEJEF), ces mandats correspondent à des remplacements effectués par des enseignants retraités pour causes d'accident, de maladie et congé maternité d'enseignants titulaires.

Cela étant précisé, le Gouvernement répond comme suit aux questions posées :

Réponse à la question 1 :

Entre 2014 et 2018, 27 mandats ont été attribués à 18 personnes.

Réponse à la question 2 :

Ces 27 mandats représentent un coût de 204'602.25 francs auquel il faut ajouter les heures de remplacement effectués dans les écoles du secondaire II pour une somme de 282'284 francs. Le montant global se monte ainsi à 486'886.25 francs. Comparés à l'ensemble de la masse salariale de l'Etat, qui se montait selon le budget 2018 à 261 millions francs pour 1'850 EPT, les coûts découlant de ces mandats répartis sur 5 ans représentent, en moyenne annuelle, 0.037 % de cette masse salariale.

Réponse à la question 3 :

Hormis 4 mandats rétribués sous la forme d'un forfait, les autres mandats, comme les remplacements scolaires, sont rétribués selon le tarif horaire.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je suis partiellement satisfait.

12. Motion no 1235

Pour une formation aux premiers secours dans les écoles

Katia Lehmann (PS)

Le Concept cantonal de médecine d'urgence et de sauvetage est en phase finale de consultation. Il a notamment pour objectif d'améliorer la qualité de la prise en charge sanitaire dans notre Canton. Pour être couronné de succès, un tel concept s'appuie prioritairement sur les compétences reconnues des différents professionnels de la santé. Un aspect plus innovant est qu'il accorde une importance renforcée à l'implication de volontaires formés aux techniques de base de la réanimation (massage cardiaque et défibrillation). Formation et altruisme seront des éléments-clés de la réussite de ce projet de société.

Un certain nombre d'élèves jurassiens ont déjà pu suivre avec intérêt des cours de formation et de sensibilisation aux gestes de premiers secours. Il s'agit pour l'heure d'initiatives ponctuelles et isolées, par exemple lors de semaines hors-cadre. Les retours sont enthousiastes et les élèves sont très

réceptifs à ce type d'apprentissage. Cette initiation précoce est un outil pertinent pour montrer l'importance d'apporter son aide dans une situation d'urgence et pour acquérir les bons gestes.

Intégrer des modules de formation aux premiers secours par tranche d'âges dans les écoles, à l'exemple de ce qui est pratiqué pour l'éducation routière ou l'éducation sexuelle, serait un excellent moyen d'ancrer les bons réflexes chez les élèves et de sensibiliser leur entourage à cette thématique.

Pour atteindre cet objectif, nous demandons au Gouvernement d'intégrer dans le cursus scolaire obligatoire et post-obligatoire des modules de formation aux techniques de premiers secours.

Mme Katia Lehmann (PS) : Cette motion est motivée par un double objectif :

Le premier est pédagogique et porte sur l'importance d'initier un apprentissage progressif des premiers secours dès le plus jeune âge tout en sensibilisant à la prévention. Que ce soit bien clair, cet apprentissage ne se résume pas à la pratique exclusive du massage cardiaque. Cette initiation précoce et régulière permet d'ouvrir progressivement les élèves à l'acquisition des bons gestes et aux comportements à adopter en présence d'une situation anormale.

Les enfants ont une grande capacité et facilité à apprendre. Ils sont curieux de découvrir cet univers des secours. Cette curiosité est généralement teintée d'appréhension ou de méfiance et l'enseignement permet aussi de rassurer les plus jeunes en leur donnant accès à un monde jusque-là mystérieux.

Des modules de formation aux premiers secours, développés à l'usage des enfants, existent et sont déjà dispensés dans le cadre scolaire. Dans le Jura, cela reste le fait d'initiatives volontaires et isolées lors de semaines hors-cadre notamment. En 2018, par exemple, dans notre Canton, plus de 800 élèves ont suivi des formations de ce type. Les cours sont adaptés aux capacités propres à chaque tranche d'âge.

Apprendre progressivement aux enfants à réagir correctement en présence d'une situation anormale, à composer le 144, à donner l'alerte de manière de plus en plus précise, à se mettre en sécurité et à protéger l'autre en l'installant en position latérale de sécurité, sont autant de compétences qui peuvent être intégrées dès le plus jeune âge et enrichies à mesure de l'avancée dans le parcours scolaire.

Ces cours permettent également une approche de la prévention des accidents et des maladies en apprenant à identifier les risques et les conduites à tenir pour les éviter.

Eduquer par l'action est efficace : les élèves sont très réceptifs et impliqués. Un geste appris jeune et répété ensuite deviendra un réflexe. La connaissance de ces fondamentaux permet d'éviter la panique et l'inaction face à une situation relevant de l'urgence.

Dans l'idéal, une à deux leçons par an, ou chaque deux ans, permettraient d'assurer une formation de qualité avec, en bout de parcours, la certification de type BLS, sans que cela ne puisse être considéré comme une surcharge insupportable pour le programme scolaire.

Le deuxième objectif visé par cette motion est de renforcer un des maillons de la chaîne de sauvetage garantissant la prise en charge des arrêts cardiaques. Ce maillon de l'alerte et des gestes à pratiquer dans l'attente des secours reste le

point fragile de la chaîne, le plus souvent par manque d'information.

La majorité des arrêts cardiaques ont lieu à domicile. En moyenne, en Suisse, une ambulance met 13 minutes pour arriver sur les lieux. Et chaque minute passée sans entreprendre les bons gestes voit diminuer les chances de survie de 10 %. D'où la nécessité de réagir correctement le plus rapidement possible.

Pour garantir la sécurité sanitaire cantonale, nous aurons à nous prononcer prochainement sur le nouveau concept cantonal de médecine d'urgence et de sauvetage.

Ce concept accorde une grande place à l'implication volontaire de premiers répondants qui combleront précisément ce maillon fragile de la chaîne de sauvetage. Ces premiers répondants sont des personnes comme vous et moi, dûment formées aux techniques de premiers secours et répertoriées par une application smartphone.

Même si je ne doute pas de l'esprit de solidarité et de la générosité des Jurassiennes et Jurassiens, il serait illusoire de compter exclusivement sur le fait que les citoyens courront spontanément se former chaque deux ans, à leurs frais, pour garantir un nombre suffisant de premiers répondants certifiés à long terme.

Apprendre à chaque enfant à porter secours, sensibiliser dès la scolarité à cette problématique permettrait ainsi de promouvoir ce type d'action, d'anticiper les besoins futurs et de garantir un bassin de premiers répondants fourni et renouvelable.

En plus de l'acquisition de compétences permettant de réagir de manière adaptée en cas d'urgence, ces formations éveillent à la solidarité et à l'altruisme. Elles renforcent l'estime de soi et la confiance et favorise la sociabilité. Encourager la promotion de toutes ces valeurs me semble avoir sa place dans le programme scolaire. Dans ce domaine, chaque petit pas compte et cette intervention laisse toute latitude au Gouvernement et aux services concernés de construire un projet adapté.

Je vous remercie de votre soutien.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : Le plan d'études romand considère les écoles comme des entités institutionnelles appelées à promouvoir la santé en milieu scolaire. Les questions de santé varient donc selon les âges et sont présentes tout au long de la scolarité obligatoire.

A titre d'exemple, pour le secondaire II, la connaissance des gestes de prudence, des premiers secours ou la sécurité routière font partie intégrante des apprentissages demandés. Ces apprentissages peuvent faire intervenir des services ou des spécialistes externes. Je pense aux samaritains, aux sauveteurs, voire aux pompiers ou policiers.

Des interventions ponctuelles existent déjà dans certains établissements scolaires, souvent assurées par des intervenants extérieurs. Ces actions et sensibilisations en matière de prévention et de connaissance des premiers secours se déroulent par exemple durant des semaines hors-cadre.

La motion qui est présentée aujourd'hui s'inscrit donc dans les visées pédagogiques fixées par le plan d'études romand. Il convient toutefois d'observer que les spécialistes recommandent généralement un âge minimum de 12 ans ou alors un poids de 50 kg pour assurer un massage cardiaque de qualité suffisante. Ainsi, des modules de sensibilisation

aux premiers secours et à la réanimation pourraient être dispensés dès le niveau secondaire I.

Ces modules doivent toutefois être compris dans une démarche de sensibilisation hors du programme scolaire. En effet, nous ne sommes pas favorables à une formation débouchant sur une certification qui est lourde et qui nécessiterait le renouvellement régulier des attestations.

Ces périodes de sensibilisation pourraient par exemple être organisées dans les écoles à raison d'une demi-journée durant une semaine hors-cadre ou à tout autre moment opportun. Les modalités d'organisation et le contenu des modules de sensibilisation seront définis par le Service de l'enseignement, le CEJEF et le Service de la santé publique. Ainsi, chaque élève pourrait suivre une fois ces cours durant son parcours scolaire.

Vous le comprenez, Madame la Députée, le Gouvernement partage passablement des éléments que vous avez évoqués dans votre prise de position mais a été un peu bloqué sur votre demande qui précise qu'il fallait intégrer (et je lis votre texte) «dans le cursus scolaire obligatoire et post-obligatoire». Et, ça, c'était contraignant d'intégrer cela dans le cursus. Il y a déjà beaucoup de choses que nous intégrons dans les plans d'études et nous pensons que les plans d'études ne doivent pas trop dévier de leur but premier, c'est-à-dire quand même l'acquisition des compétences de base.

De ce fait, le Gouvernement propose de transformer cette motion en postulat. Merci de votre attention.

Mme Danièle Chariatte (PDC) : C'est avec attention que le groupe PDC a étudié la motion proposée par la députée Katia Lehmann.

La formation aux premiers secours dans nos écoles. L'idée est louable et dans l'air du temps. En effet, le nouveau concept cantonal d'urgence s'appuie non seulement sur des professionnels de la santé mais également sur la responsabilité de chacun de nous pour sauver des vies. Il nous invite toutes et tous à suivre un cours de formation aux premiers secours afin de pouvoir intervenir en cas d'accident et plus particulièrement en cas d'arrêt cardiaque sur nos proches ou nos voisins et devenir ainsi des «premiers répondants».

On le sait, le massage cardiaque ou l'utilisation efficace d'un défibrillateur peut sauver des vies. Cependant, il faut savoir que pratiquer un massage cardiaque demande de la force et de la persévérance; c'est un exercice particulièrement éprouvant. Sachant les enjeux, il nous semble bien démesuré de faire réaliser ces gestes à des enfants. La responsabilité nous semble bien lourde. La personne sauvée peut malheureusement, lors de l'accident, perdre des capacités physiques ou psychiques. Il est difficile alors d'assumer ce geste qui, certes, a sauvé une vie mais est parfois lourd de conséquences. Ici, nous parlons bien d'enfants, Mesdames et Messieurs.

Voici deux arguments forts qui, au regard du groupe, ne permettent pas d'accepter cette motion telle qu'elle est rédigée.

Les cours de sensibilisation offerts de manière ponctuelle dans les écoles nous paraissent tout à fait appropriés et permettent aux élèves les plus réceptifs d'envisager une formation plus poussée. Ils y apprennent des gestes faciles, par exemple mettre sur le côté la personne en difficultés ou encore apprendre par cœur les numéros à faire en cas d'urgence.

La formation aux premiers secours, telle que décrite dans la motion, pourrait être envisagée pour des élèves en classe post-obligatoire. Cela nous semblerait plus logique, moins coûteux et nous pourrions alors le soutenir.

Au vu de ce qui précède, le groupe PDC refusera la motion. Par contre, il soutiendrait, dans sa majorité, le postulat si la députée transformait sa motion, comme demandé par le Gouvernement. Je vous remercie de votre attention.

M. Ernest Gerber (PLR) : La motion no 1235 poursuit un but auquel le groupe libéral-radical peut souscrire entièrement. J'ouvre une petite parenthèse (une fois n'est pas coutume avec une motion socialiste...) et je referme la parenthèse.

Former les plus jeunes aux bons réflexes et gestes simples à effectuer en cas d'urgence, ne serait-ce que téléphoner aux secours, est important et permettra peut-être d'éviter des situations dramatiques.

Il faudra néanmoins veiller à ce que ces formations soient adaptées à l'âge des participants afin de ne pas les sur-responsabiliser en cas d'accident ou d'urgence.

Les moyens financiers à mettre dans ces formations devront être proportionnés et leur organisation supportable pour les établissements scolaires.

D'autre part, l'ajout d'une matière au programme d'études ne va pas forcément de soi. Devra-t-on remplacer une leçon de gymnastique ? Pourra-t-on intégrer cela facilement ?

Afin de permettre une analyse plus fine de la faisabilité notamment organisationnelle et financière de ce projet, le groupe libéral-radical acceptera la motion uniquement sous forme de postulat. Je vous remercie de votre attention.

Mme Magali Rohner (VERTS) : Une première motion sur un sujet quasiment identique, en 2016, de notre collègue Katia Lehmann est aujourd'hui en passe de se réaliser. En effet, le nouveau concept médical d'urgence et de sauvetage est en fin de consultation et il veillera à créer un réseau plus dense de premiers répondants, à fournir davantage de défibrillateurs et à coordonner la chaîne de sauvetage de manière à ce qu'elle soit plus étendue et plus efficace.

Cependant, le refus, à l'époque, de notre hémicycle de compléter ce concept en entrant en matière sur la mise en place d'une formation aux premiers secours dans les écoles nous avait beaucoup déçus.

Et c'est avec plaisir que nous avons vu arriver cette présente motion. En effet, en tant qu'enseignante de sciences dans un collège, je peux constater chaque année, dans chaque classe, l'intérêt et l'enthousiasme des jeunes au moment de leur parler des techniques de premiers secours, en particulier du massage cardiaque, ce qui entre d'ailleurs un tout petit peu dans le cursus au niveau de l'étude du cœur et du système cardiovasculaire.

Malheureusement, nous n'allons pas plus loin parce que, bien sûr, nous n'avons pas le matériel et le fait de s'exercer à ces techniques ne fait pas partie de notre formation en tant qu'enseignant et ne fait pas partie non plus du cursus scolaire.

Toujours en tant qu'enseignante de sciences, je le regrette extrêmement car je vois cette curiosité. Je vois également cet intérêt de la part de nos collègues.

Et il est vrai que d'en rester juste à une sensibilisation, à des gestes plus simples, et de se dire «Non, le massage cardiaque, c'est peut-être trop compliqué pour des jeunes et ce n'est peut-être pas à leur niveau, c'est peut-être trop de responsabilités», je ne crois pas que ce soit le cas. Dès le plus jeune âge, c'est quelque chose à quoi il faut justement pouvoir s'exercer parce que c'est sûr que c'est un geste qui a certaines conséquences et qu'on doit pouvoir faire bien et qu'on doit pouvoir faire d'une façon quasiment automatique. Et c'est ainsi que des vies seront sauvées.

Nous trouvons que cela devrait vraiment faire partie du cursus scolaire, faire partie du programme et ne pas rester seulement extérieur en tant que cours de sensibilisation.

La transformation en postulat, par contre, laisse une grande partie du groupe plus que sceptique, la réalisation de cette motion impliquant de toute façon une réflexion sur la meilleure manière et les modalités d'intégrer cette formation dans l'enseignement. Le fait de réaliser cette intégration, pour nous, ne doit pas être remis en cause et c'est pourquoi le groupe VERTS et CS-POP vous invite à soutenir sans réserve la proposition sous la forme initiale de motion. Nous soutiendrons bien évidemment le postulat si besoin était. Merci.

Le président : La parole réservée aux représentants des groupes n'étant plus utilisée, je me permets de demander à l'auteure de la motion si elle accepte sa transformation en postulat.

Mme Katia Lehmann (PS) : Je l'accepte.

Le président : Madame la députée Katia Lehmann accepte la transformation de sa motion en postulat. La discussion générale est donc ouverte. La parole n'étant plus demandée, la discussion générale est close. Est-ce que l'auteure de l'intervention souhaite encore intervenir ? Oui. Madame la députée Katia Lehmann, vous avez la parole.

Mme Katia Lehmann (PS) : Devant une telle unanimité pour la transformation en postulat, je ne peux que m'incliner, avec toutefois une petite frustration mais, bon, voilà, ça passera vite !

Je pense qu'on est tous plutôt d'accord sur l'importance de cet enseignement. Je pense qu'il y a encore une certaine incompréhension sur le but parce que, finalement, comme je l'ai dit tout à l'heure, on ne s'intéresse pas exclusivement au massage cardiaque. Vous l'avez relevé, il y a déjà des cours qui touchent à ces approches de sensibilisation mais probablement que d'avoir quelque chose de mieux construit, avec vraiment une logique dans la séquence, dans l'enchaînement et année après année, permettrait d'arriver vraiment à un résultat satisfaisant et, typiquement, à une certification sans que cela soit vraiment quelque chose d'insupportable.

De toute façon, la certification, comme je l'ai aussi répété, il ne faut pas oublier que ce n'est jamais un acquis. Cela doit se revoir chaque deux ans. On pourrait donc imaginer idéalement un cursus où les enfants, effectivement, en fin de parcours scolaire obligatoire, soient certifiés une première fois, qu'ils aient probablement l'occasion, pendant leur parcours de formation, en secondaire II ou apprentissage et autres, d'une seconde certification. Et, après, ils sont lancés dans cette dynamique et, finalement, ils vont vraiment avoir intégré que c'était important de le faire.

Concernant les moyens financiers, évidemment, ça a un coût mais, aujourd'hui, ça en a aussi un sauf que, ce coût, il

est supporté par les communes qui sont bien d'accord de pouvoir organiser cela dans leur semaine hors-cadre. Donc, déjà, il y a d'une part une inégalité entre chaque commune parce que toute commune n'a ni les moyens ni forcément la motivation pour le faire. On arrive donc avec des élèves qui vont avoir la chance d'être formés et d'autres pas, ce que je ne trouve pas très correct.

Comme on l'a dit aussi, l'intégration dans le cursus, ce ne sera pas forcément une surcharge parce que, finalement, il y a déjà des choses et, simplement, en les remettant un petit peu de manière plus adaptée, on peut gagner du temps mais surtout de l'efficacité.

Finalement, il manque juste un petit pas pour qu'on arrive à quelque chose de vraiment optimal.

Vous avez décidé qu'il fallait encore étudier la pertinence et voir comment. Je me rallie à cette idée. J'espère juste que le soutien manifeste qui sera apparemment accordé à ce postulat amènera un plus que juste une étude, vraiment à une concrétisation prochaine. Et je vous remercie.

Au vote, le postulat no 1235a est accepté par 56 députés.

13. Postulat no 391

L'école obligatoire doit être jurassienne et harmonisée

Rémy Meury (CS-POP)

La répartition des charges relative au fonctionnement de l'école obligatoire jurassienne interpelle de plus en plus. Il existe une nébuleuse manifeste lorsqu'il s'agit de définir le degré de compétences décisionnelles, en matière de personnel ou en matière d'équipements, accordé aux partenaires que sont le Canton et les communes.

La question s'était déjà posée au moment de l'adoption, en 2010, de la nouvelle loi sur le personnel. Les enseignants de l'école obligatoire devenaient, sans équivoque désormais, des employés de l'État, au même titre que les employés de l'administration cantonale. Une participation communale à leurs salaires se justifiait-elle encore ? La réponse n'a jamais été apportée véritablement. La confusion sur les compétences des communes, par leurs commissions d'école, reste donc entretenue par cette indécision.

La commune (ou le syndicat de communes) doit également assumer les dépenses d'infrastructures, avec subventions parfois, et de matériel scolaire. Pour ce dernier point, rien n'est formellement imposé. Des différences d'équipements scolaires sont ainsi évidentes entre les cercles scolaires jurassiens. Même si, d'un point de vue pédagogique, les équipements ne sont pas tout, les compétences des enseignants en la matière corrigeant souvent les manques, il n'en demeure pas moins que l'école obligatoire jurassienne doit pouvoir assurer à tous ses élèves, de Boncourt à Courrendlin, de Mervelier aux Bois, des conditions d'enseignement similaires, garantissant une égalité de traitement quant à l'utilisation des moyens d'enseignement définis comme obligatoires. Toute la question de la digitalisation des enseignements, en marche et incontournable, rend ce débat sur ce principe d'égalité entre écoliers jurassiens plus actuel que jamais. Il ne s'agit pas simplement de se demander si un élève d'un cercle scolaire X bénéficie des mêmes prestations qu'un élève du cercle scolaire Y. On doit aussi se poser la question sous un autre angle : l'élève du cercle scolaire X, dont la famille élira domicile au cours de sa scolarité dans le cercle

scolaire Y, retrouvera-t-il des prestations matérielles similaires ne lui demandant que peu d'adaptation dans ce domaine ?

Ce principe d'harmonisation de l'école publique, gratuite et obligatoire, impose de vérifier si les dispositions qui régissent le financement de cette institution sont encore en mesure de garantir cette égalité.

Par conséquent, par ce postulat, nous demandons que la répartition des charges admise pour le fonctionnement de l'école, en matière de personnel et d'équipements, fasse l'objet d'une évaluation quant à sa capacité à répondre efficacement, et de façon harmonisée sur l'ensemble du territoire jurassien, aux besoins scolaires définis par les autorités cantonales, voire intercantionales, compétentes en la matière.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Il se trouve que nous avons déposé des interventions similaires avec notre collègue Ernest Gerber concernant une révision de la répartition des charges dans l'enseignement, globalement en ce qui concerne notre postulat, plus spécifiquement pour le matériel informatique en ce qui concerne celui du groupe PLR.

Comme j'ai eu presque autant de chance qu'en a habituellement la DCA lors du tirage au sort des questions orales, mon postulat passe avant celui du PLR ! (*Rires.*)

Cette problématique de la répartition des charges dans l'enseignement obligatoire n'est pas nouvelle. Elle a été souvent évoquée, notamment lors de l'adoption de la nouvelle loi sur le personnel introduite en 2010. Les enseignants de l'école obligatoire devenant définitivement des employés de l'Etat, avec le transfert des compétences réelles de nomination à l'Etat, le financement partiel de leur salaire par les communes avait été mis en cause par certaines d'entre elles. Le problème n'est pas résolu pour l'heure. Je m'empresse de préciser que je n'ai pas l'idée de simplement transférer des charges des communes vers l'Etat sans réflexion sur le financement de ces charges, notamment par les taux d'impôts respectifs comme cela avait été le cas lors du transfert des charges de la santé à l'époque.

Un autre souci, beaucoup plus sensible à mon sens, relève du matériel scolaire mis à disposition des élèves. Des différences énormes, fondamentales, existent entre les cercles scolaires. Ceci est dû au fait que l'importance de doter les élèves de leur école des meilleurs outils possibles ne revêt pas la même importance pour toutes les autorités communales, bien que ce soit généralement le cas. J'ai pu, dans le cadre de mes activités professionnelles, constater que l'on pouvait trouver, en matière informatique par exemple puisque c'est assez sensible, le super luxe, avec un nombre de tablettes très important mis à disposition des élèves, jusqu'à un appareil par enfant et des tableaux interactifs dernier cri dans un cercle scolaire donné, alors que, dans un autre, que je visitais par hasard quelques jours plus tard, les équipements audiovisuels se limitaient à un rétroprojecteur à la vitre endommagée et à l'ampoule fatiguée, sans savoir s'il y en avait une à disposition pour la remplacer. Je n'exagère ni dans un cas ni dans l'autre.

Une harmonisation, et non une uniformisation comme le propose notre collègue Ernest Gerber, posant un équipement minimal répondant aux besoins de l'enseignement et au respect du plan d'études romand, me paraîtrait judicieux. Il y a peu, nous avons constaté, au conseil de ville de Delémont, que les avis pouvaient être divers en matière d'équipement

informatique. Malheureusement, aucune information concernant les recommandations sur l'équipement informatique nécessaire provenant du Centre d'émulation informatique jurassien, qui dépend du Service de l'enseignement, n'a été donnée. Cette cellule est pourtant professionnelle et mérite d'être sollicitée régulièrement, comme devra le faire, à notre avis, le groupe de travail chargé de répondre aux postulats, au pluriel, traités ce jour.

Sur ce point encore de l'équipement informatique et de son utilisation à des fins d'apprentissage scolaire, je ne résiste pas au fait de vous faire part d'un élément qui me paraît très intéressant et de mentionner le résultat d'une enquête qui a été menée par le «New York Times» sur le fossé à l'envers du numérique à l'école. Il apparaît que de plus en plus d'enfants riches bénéficient, par choix des parents, d'une éducation fondée sur l'interaction humaine et le jeu. Les enfants pauvres – on les a identifiés – sont vissés devant des écrans, que ce soit à l'école ou à la maison. Une autre indication de cette enquête, allant toujours dans le même sens, donnée par le «New York Times» : les enfants blancs sont moins exposés aux écrans que les enfants afro-américains ou latinos. Pour une fois que quelque chose de plus intelligent que des tweet d'illettré nous vient de là-bas, je tenais à vous en faire part pour mener notre réflexion ici aussi sur la place que doit prendre le numérique à l'école en particulier et réellement.

Je termine en précisant que si mon postulat ne s'arrête pas à l'équipement informatique, c'est que j'ai appris que du matériel scolaire traditionnel (livres, fichiers), imposé pourtant par le PER, n'avait pas été commandé par quelques cercles scolaires. On atteint ici le niveau extrême et indéfendable de la recherche d'économies de la part de certaines communes.

Il est fondamental que tous les élèves jurassiens qui fréquentent l'école obligatoire jurassienne, répartie sur une cinquantaine de cercles faut-il le rappeler, aient accès à des moyens d'enseignement définis par le Canton, des moyens d'enseignement minimaux. Si une commune veut aller au-delà, libre à elle en finançant intégralement l'investissement.

La formation des enseignants liés à l'utilisation de l'outil informatique est naturellement incontournable, que cette formation soit continue pour les enseignants en fonction ou initiale pour les étudiants à la HEP.

Nous soutiendrons donc les trois postulats, le nôtre évidemment, vous vous y attendiez, le no 393 sur la formation de notre collègue Ernest Gerber et celui du même auteur sur les moyens informatiques mais en précisant que nous défendons et défendrons, dans le groupe de travail qui sera constitué, l'idée d'une harmonisation et non d'une uniformisation comme le demande le postulat no 392.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : L'évolution de l'éducation numérique doit permettre effectivement, comme le dit le député Meury, à chacune et chacun de développer des connaissances, des compétences et des comportements pour évoluer dans une société où le numérique, véritable instrument de connaissances, est toujours plus influent.

Il n'est pas inintéressant de rappeler que, selon le plan d'études romand (PER), les MITIC (Médias, Images et Technologies de l'Information et de Communication) – je vais utiliser quelquefois cet acronyme – doivent actuellement être intégrés dans l'ensemble des disciplines. C'est peut-être une lapalissade que de le rappeler mais c'est important pour que, effectivement, à tous les niveaux, il ne s'agisse pas juste de dire qu'on va faire de la numérisation pour être un peu dans

un effet de mode mais de déjà commencer par pouvoir intégrer à bon escient ces MITIC dans l'ensemble des disciplines, ce qui ne va pas l'un sans l'autre par ailleurs.

Il est important de préciser que les moyens d'enseignement se numérisent rapidement et nécessiteront, dans un avenir proche, des équipements appropriés pour garantir de bonnes conditions d'enseignement. J'y reviendrai d'ici quelques instants.

En résumé, le plan d'action numérique jurassien se résume ainsi. J'en donne juste trois lignes et ne vais pas entrer dans le détail parce que, finalement, les postulats, qui seront assurément acceptés aujourd'hui, permettront de co-construire ce plan d'action plus en détail mais, disons, les trois lignes les plus importantes à mon sens sont : l'équipement de base, la formation des professionnels et le plan d'études.

Sur l'équipement de base, qu'est-ce que j'entends par là ? Evidemment, le député Meury a déjà fait allusion à quelques anecdotes, que je partage par ailleurs : en visitant des classes, on se rend compte effectivement de ces disparités. Donc, un équipement de base, on devrait pouvoir au moins avoir un beamer par classe. On parlait de rétroprojecteur, au minimum cela, ça ne coûte pas très cher. Je pense qu'à notre époque, on ne doit plus véhiculer, comme je l'ai vu encore récemment dans une école, un petit chariot avec un beamer qui se passe de classe en classe. Nous devrions pouvoir disposer d'un beamer par classe. C'est acceptable au niveau des dépenses.

Egalement deux autres aspects, au niveau de l'équipement, qui me paraissent fondamentaux. Il pourrait y avoir beaucoup d'autres choses. Les tablettes seront un débat en soi ; je laisse aussi au groupe de travail, le cas échéant, si ce postulat est accepté, de s'y pencher. Mais deux autres éléments importants : les bornes wifi (on doit avoir une qualité de wifi suffisante) et des espaces de stockage (je pensais à des types de cloud) qui seront sécurisés et qui doivent permettre de pouvoir justement stocker l'essentiel de ces données numériques et permettre aux enseignants d'en avoir suffisamment.

Je précise également que nous sommes déjà allés à la rencontre des communes, notamment lors d'une séance de l'AJC, pour les sensibiliser à cela, à ces notions de disparités. Une lettre a d'ailleurs été envoyée récemment. En résumé, cette lettre fait un état de situation et rappelle quelques éléments de base dont je viens de parler, notamment ces questions de beamer parce qu'il est vrai que la remarque, à juste titre, qu'on entend monter des communes, c'est de dire : «Cela coûte cher, on n'a pas les moyens». Et je pense que, là, il y a vraiment des choses basiques que nous devons pouvoir mettre en place avec des moyens.

Et je le rappelle ici à cette tribune, notre responsable informatique du Service de l'enseignement, puisqu'on avait créé ce poste, est vraiment en lien avec les communes et il est la personne qui réceptionne toutes ces demandes des communes pour une meilleure harmonisation.

Deuxième ligne, je vous le disais, la formation des professionnels. Je serai plus court. Juste pour vous dire que nous sommes vraiment en discussion maintenant avec la HEP-BEJUNE – on en a parlé encore lors du dernier comité stratégique – pour véritablement mettre en place ces formations déjà pour les personnes qui sont dans le cursus et, après, des formations continues, pour les enseignants bien évidemment mais également pour les personnes en charge de la direction des écoles.

Troisième point, le plan d'études, concernant les leçons d'informatique : nous avons un certain nombre de leçons d'informatique au plan d'études. On ne part pas de rien non plus. C'est extrêmement important de le rappeler. D'autres cantons, d'autres collègues que je rencontre dans les séances intercantionales n'ont même pas d'heure d'informatique, par exemple à l'école secondaire, dans le plan d'études. De ce fait, le Jura en est doté. Maintenant, il s'agit de peut-être mieux les orienter. Certains utilisent encore ces cours un peu de façon à faire de la dactylo. On pense qu'on peut un peu éluder ceci pour être plus en adéquation avec les MITIC. D'ailleurs, le Service de l'enseignement a maintenant coordonné les choses : ont été mis en place depuis la rentrée d'août 2018 des animateurs MITIC dans chacun des cercles scolaires jurassiens. Donc, une décharge a été donnée à ces personnes pour être ces personnes de référence.

Bref, la disparité de l'équipement informatique dans les écoles, sans être préoccupante, est prise en compte par le Gouvernement qui souhaite effectivement la voir disparaître. Chaque école doit posséder un équipement de base minimum, selon les recommandations définies par le Service de l'enseignement et proposées aux communes jurassiennes. Je vous le disais, c'est la démarche qui a été faite. J'étais également présent à cette rencontre à l'AJC pour sensibiliser les communes à ces nouveaux défis numériques. Le Gouvernement jurassien souhaite que chaque élève bénéficie d'une égalité des chances numériques, peu importe son lieu de résidence.

Nous proposons donc – je le disais en préambule – la création d'un groupe de travail composé des acteurs de cette évolution. Ce groupe va donc s'atteler entre autres au plan d'études informatique. Il devra également réfléchir à la formation continue des enseignantes et enseignants afin de faciliter l'intégration du numérique. Il va également par exemple étudier des pistes de financements tels que des achats groupés, des rabais PAIR (partenariat des achats informatiques romands) afin de diminuer les coûts.

En conclusion, le Gouvernement estime que la réflexion est tout à fait complémentaire à celle qui existe actuellement et nous proposons donc d'accepter ce postulat. Merci de votre attention.

Le président : Le postulat en question n'étant pas combattu, selon notre règlement et son article 53, alinéa 8, la discussion n'est ouverte que sur décision du Parlement. Est-ce que quelqu'un souhaite l'ouverture de cette discussion ? Ce n'est pas le cas. Nous pouvons donc directement passer au vote.

Au vote, le postulat no 391 est accepté par 58 députés.

14. Postulat no 392

Vers une uniformisation des moyens informatiques dans les communes
Ernest Gerber (PLR)

L'évolution technologique actuelle est une révolution qui touche toute la population. Cette évolution est un enjeu majeur pour la formation de notre Canton et, plus globalement, pour notre pays. Nous devons ainsi former des élèves et leur donner les meilleurs outils afin d'évoluer dans de bonnes conditions dans notre société.

Dans notre Canton, la dotation en moyens informatiques et de nouvelles technologies dépend de la volonté (ou non) des autorités communales ou des cercles scolaires. La situation budgétaire de ces derniers est importante dans la décision de dotation de nouveaux moyens didactiques et de formation.

Cette situation entre en conflit avec l'objectif de l'enseignement qui a pour objectif de corriger les inégalités des chances et ainsi de permettre à chacun d'obtenir les instruments pour son évolution future. En effet, un élève qui étudie dans une commune avec des moyens financiers importants aura plus de chances d'obtenir des moyens didactiques récents et de qualité par rapport à un cercle avec des moyens plus limités.

Ainsi, nous demandons au Gouvernement d'intégrer l'aspect de la dotation en matériel informatique et de nouvelles technologies dans le partage des tâches entre les communes et le Canton, ceci afin de permettre à tous les cercles scolaires d'avoir des moyens uniformisés et performants. Afin d'éviter certaines dérives dans l'utilisation de ces ressources, un système de mutualisation au niveau cantonal pourrait voir le jour.

M. Ernest Gerber (PLR) : Notre société évolue de manière de plus en plus rapide. Nous sommes actuellement en plein dans la quatrième phase de la révolution numérique.

En effet, nous avons tout d'abord vécu, dans les années 1980, la généralisation de l'ordinateur personnel, plus communément appelé PC et la naissance d'internet.

Ensuite, dans les années 90, nous avons eu l'explosion du phénomène internet dit des réseaux sociaux.

Dans les années 2000, c'est l'apparition du smartphone ou téléphone intelligent qui a permis à tout un chacun de posséder un ordinateur dans sa main et de pouvoir l'utiliser pratiquement partout sur le globe.

Maintenant, nous vivons la quatrième étape de cette révolution avec la digitalisation des processus dans les entreprises. Cette révolution doit amener une accélération des processus et, on l'espère, avec le principe de destruction créatrice cher à Joseph Schumpeter, obtenir une amélioration des conditions de travail ainsi qu'une augmentation de la valeur ajoutée pour les employés et les employeurs.

Vous l'aurez compris, cette révolution numérique bouscule notre façon de vivre, de nous informer, de travailler. Elle oblige le monde du travail à une organisation des tâches différente, aux employés à se former de manière continue afin d'appréhender ces changements. Comme toute révolution, elle possède ses points forts mais également ses points faibles.

Le débat d'aujourd'hui n'est pas d'être pour ou contre cette révolution mais de préparer au mieux les générations futures à ces différents changements.

Il serait utopique de penser qu'il suffit d'équiper les élèves d'ordinateurs, de tablettes et de beamer pour que ceux-ci soient armés pour le futur. Par contre, une chose est sûre : si ceux-ci n'ont pas les moyens d'appréhender ces nouvelles technologies, ils ne partiront pas avec les mêmes chances que des élèves qui ont pu utiliser ces nouvelles technologies.

Le postulat no 392 qui vous est soumis aujourd'hui vise à combler une lacune de notre fonctionnement actuel. En effet, aujourd'hui, la responsabilité d'investir ou non dans du maté-

riel informatique ainsi que des moyens d'apprentissage dépend de la bonne volonté ou non des autorités communales et/ou du cercle scolaire d'investir dans ces technologies.

Cette situation entre en conflit avec l'objectif de l'enseignement qui vise à corriger les inégalités des chances et ainsi de permettre à chacun d'obtenir les instruments nécessaires pour son évolution future. En effet, un élève qui étudie dans une commune avec des moyens financiers importants et une volonté d'investir dans les nouvelles technologies de l'information sera mieux préparé qu'un autre élève qui doit se débrouiller avec les moyens du bord. Que cela soit à cause de moyens financiers insuffisants ou encore parce que les autorités mettent les priorités vers d'autres aspects.

C'est pourquoi le groupe PLR demande au Gouvernement de bien vouloir étudier la manière d'uniformiser la dotation en matériel informatique et de nouvelles technologies dans le partage des tâches entre les communes et le Canton, ceci afin d'obtenir des moyens performants et moins disparates. L'idée d'un système de mutualisation au niveau cantonal pourrait être, par exemple, une piste à explorer.

Pour toutes les raisons évoquées, je vous prie de bien vouloir voter en faveur de ce postulat. Je vous remercie de votre attention.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : Je vais être un peu plus court puisque, effectivement, plusieurs choses viennent d'être dites.

On parle de la question de la nuance entre uniformisation et harmonisation. C'est vrai que je pense que le groupe de travail, du coup, devra se pencher là-dessus.

Comme stipulé dans la réponse que je viens de faire par rapport au postulat no 391, les instances de l'éducation fédérales (la CDIP bien sûr) et les instances de l'éducation cantonale ont adopté des plans d'actions numériques dès l'année passée.

Le Gouvernement, suite à un inventaire des moyens informatiques présents dans les écoles jurassiennes, constate cette disparité, je l'ai dit tout à l'heure. Ce constat doit être mis en corrélation avec le futur déploiement des moyens d'enseignement au format numérique. Toutes les écoles devront donc être équipées de manière idoine afin de répondre à ces nombreux défis.

Le postulat va dans le sens des travaux actuellement en cours.

J'ai déjà parlé du responsable informatique, nommé en décembre 2017, de la mise en place de ce réseau d'animateurs MITIC.

Je voulais insister sur le fait que, durant la séance de l'AJC, en automne passé, cette rencontre a porté ses fruits. Cela me permet de compléter un petit peu mon propos de tout à l'heure. Cela a porté ses fruits puisque, je m'étais donc rendu à cette séance avec le responsable informatique du SEN, après la discussion, on a vraiment pu aiguiller un peu plus les représentants des communes, les maires, pour leur dire : N'hésitez à faire appel à ce qui est proposé au Service de l'enseignement. N'hésitez pas à faire appel au responsable informatique. Et, d'ailleurs, depuis ce moment-là, plusieurs demandes de la part des communes ont été adressées au Service de l'enseignement. Je pense là notamment à des demandes de subvention, parce qu'une subvention est possible, dans le cadre de tableaux interactifs (alors, ça, c'est

peut-être un peu cher, je le concède), par rapport aux bea-
mers dont je parlais tout à l'heure. Mais aussi, pour certaines
communes qui souhaitent améliorer leur installation de ré-
seau, ce qui est un élément très important qu'on occulte par-
fois, et, là aussi, une subvention est possible et certaines
communes ont déjà présenté des demandes auxquelles suite
sera donnée.

Dès la rentrée 2018, un enseignant spécialiste du do-
maine, du Service de l'enseignement, intervient dans les for-
mations des étudiants de la HEP-BEJUNE afin d'améliorer les
compétences MITIC des élèves. Voilà un lien de plus.

Le Gouvernement, vous l'avez compris déjà par rapport
au postulat précédent, propose la création d'un groupe de tra-
vail.

Je pensais vous donner d'autres éléments mais je crois
que ce n'est pas nécessaire. On est assez au clair à ce sujet.

En conclusion donc, nous estimons que cette réflexion est
pertinente et complémentaire par rapport à nos travaux ac-
tuels. Le Gouvernement propose donc d'accepter ce postulat.
Merci de votre attention.

Le président : Le postulat n'étant pas combattu, toujours
selon l'article 53, alinéa 8, de notre règlement, la discussion
n'est ouverte que sur décision du Parlement. Est-ce que
quelqu'un souhaite l'ouverture de cette discussion ? Oui. La
discussion est demandée. Quelqu'un s'oppose-t-il à l'ou-
verture de cette discussion ? Ce n'est pas le cas. Donc, je me
permets de passer la parole aux représentants des groupes.
Monsieur le député Michel Choffat pour le groupe PDC.

M. Michel Choffat (PDC) : L'objectif du postulat est
louable, même si le plus important, c'est l'enseignement, ne
l'oublions pas ! Car le matériel ne fait pas tout ! C'est un an-
cien enseignant qui vous parle !

Toutefois, une harmonisation du matériel informatique fa-
cilitera les changements d'écoles, tant pour les élèves que
pour les enseignants.

Dès lors, le groupe PDC soutiendra donc ce postulat.

A titre personnel, je tiens à préciser qu'il y aurait d'autres
pistes à explorer pour atteindre le même objectif :

La première : toutes les charges et les tâches devraient
être assumées par le Canton dans le cadre d'une nouvelle
répartition des charges et des tâches entre Etat et com-
munes...

La deuxième, ce serait de poursuivre les fusions de com-
munes à une grande échelle et de n'avoir plus que trois, voire
une seule commune...

Au vote, le postulat no 392 est accepté par 58 députés.

15. Postulat no 393

Une formation continue obligatoire des TICE pour les enseignants du primaire et du secondaire Ernest Gerber (PLR)

Notre société vit une mutation technologique qui nous
oblige à revoir nos modes de fonctionnements habituels. Il en
est de même pour l'enseignement. Il est faux de croire que
l'utilisation de moyens informatiques ou des nouvelles tech-
nologues ne doit se faire que pendant les heures d'informa-
tique. L'école d'aujourd'hui et de demain doit avoir un fonc-

tionnement transversal avec ces nouveaux moyens didac-
tiques.

Ainsi, on peut très bien imaginer utiliser des jeux sur un
ordinateur pour mieux appréhender l'orthographe et des pro-
grammes informatiques pour sensibiliser les élèves à l'édu-
cation visuelle. Cette nouvelle situation implique que la for-
mation des TICE (technologies de l'information et de la com-
munication pour l'enseignement) ne soient pas ou plus l'apa-
nage du responsable MITIC (médias, images, technologies
de l'information et de la communication) mais de tous les en-
seignants.

Partant de ce constat, nous demandons au Gouverne-
ment d'intégrer, dans le plan de formation continue des en-
seignants du primaire ainsi que du secondaire, des heures de
formation aux TICE. Celles-ci pourraient être mises en place,
par exemple, sur la base d'une formation obligatoire en début
de carrière d'enseignement et, par la suite, via une formation
continue dispensée par les responsables MITIC.

M. Ernest Gerber (PLR) : Tous les éléments mentionnés
dans le développement du postulat no 392 sur l'uniformisation
des moyens informatiques dans les communes sont égale-
ment valables et d'actualité pour ce postulat.

La formation continue obligatoire des TICE, acronyme des
technologies de l'information et de la communication pour
l'enseignement, sort du cadre restreint de l'informatique. En
effet, chaque enseignant peut désormais être confronté à uti-
liser des moyens technologiques de plus en plus pointus.
Ainsi, par exemple, dans plusieurs cercles scolaires juras-
siens, on voit fleurir des tableaux interactifs, sorte d'écran de
télévision géant, au contraste performant, tactile et connecté
à un ordinateur sur lequel on peut afficher documents ou
exercices avec l'aide du son ou de l'image si nécessaire. Cet
outil offre à l'enseignant d'énormes possibilités didactiques
mais, pour pleinement pouvoir utiliser l'outil, il faut qu'il soit
correctement formé en conséquence.

Le but de ce postulat n'est pas d'empiéter sur les tâches
du ou des responsables MITIC, encore un acronyme qui veut
dire Médias, images et technologies de l'information et de la
communication. L'objectif poursuivi est de d'offrir aux ensei-
gnantes et enseignants un socle commun de connaissances
dans le domaine des TICE.

On remarque également que, du côté de la HEP-BEJU-
NE, pour les nouveaux enseignants, il y a déjà des cours qui
sont compris dans la formation. Il ne serait donc pas question
de faire double emploi mais de permettre à tous les membres
du corps enseignant de pouvoir pleinement utiliser ces nou-
veaux moyens.

La formation continue se justifie aussi pleinement car les
TICE évoluent très rapidement. Ainsi, durant mon cursus sco-
laire, on est passé de l'ardoise au tableau noir pour passer au
rétroprojecteur et finir au beamer. Je n'ai pas eu la chance de
vivre ce que nos enfants peuvent vivre actuellement, à savoir
l'utilisation de tablettes interactives, des exercices sur inter-
net, l'utilisation de tableaux interactifs. Dès lors, on constate
que l'évolution est très rapide et sans interruption.

Nous prions donc le Gouvernement d'étudier la meilleure
façon d'intégrer, dans le plan de formation continue les ensei-
gnants des niveaux primaires et secondaires, des heures de
formations aux TICE.

Pour toutes les raisons évoquées, je vous prie de bien
vouloir voter en faveur de ce postulat. Je vous remercie de
votre attention.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : Là encore une fois, je me suis permis d'abrégé un petit peu mon texte. Je crois qu'on a compris aujourd'hui cette thématique.

La question soulevée dans ce postulat-ci est effectivement fondamentale. Cette question de la formation des professionnels, des enseignantes et des enseignants donc.

Depuis la rentrée d'août 2018, une collaboration prometteuse positionne le centre MITIC interjurassien (CMIJ) et l'Office de l'informatique scolaire et de l'organisation (canton de Neuchâtel) comme partenaires de la formation des enseignantes et enseignants primaires. Aujourd'hui, durant sa formation initiale, vous y faites allusion Monsieur le Député, un/une étudiant-e de la HEP-BEJUNE bénéficie jusqu'à une soixantaine de périodes d'enseignement consacrées spécifiquement aux MITIC. De ce fait, vous le disiez effectivement, les choses sont déjà bien en cours à ce niveau-là.

Vous évoquiez également la question de la formation continue. Je voulais juste encore évoquer ceci. Le Service de l'enseignement effectue actuellement un travail prospectif pour intégrer à moyen terme un suivi MITIC pour chaque élève dans le cycle 1. Ce suivi sera accompagné de balises pour guider les enseignants dans le choix des activités. Cette intégration permettra à chaque enseignante et à chaque enseignant de pratiquer les MITIC dans leur enseignement.

La formation des enseignantes et enseignants relevant de la Haute école pédagogique BEJUNE, le Service de l'enseignement doit travailler en collaboration avec cette entité pour améliorer les connaissances MITIC des enseignants. Les travaux en sont à ce stade maintenant : proposer des formations continues sur le thème des MITIC si possible dès la rentrée 2019-2020 à tous les établissements jurassiens. Voilà la réflexion dans laquelle nous sommes actuellement et je pense que votre postulat va dans ce sens-là.

De ce fait, le Gouvernement partage votre appréciation et propose d'accepter ce postulat. Merci de votre attention.

Le président : Le postulat n'étant pas combattu, toujours selon l'article 53, alinéa 8, de notre règlement, la discussion n'est ouverte que sur décision du Parlement. Est-ce que quelqu'un souhaite l'ouverture de cette discussion ? Ce n'est pas le cas. Nous pouvons donc directement passer au vote.

Au vote, le postulat no 393 est accepté par 57 députés.

16. Question écrite no 3079

Quelle éducation au développement durable ?
Pierre-André Comte (PS)

Le 28 novembre 2010, le corps électoral jurassien a accepté la modification de la Constitution ajoutant à son préambule la volonté de l'Etat de «bâtir une société prospère, garante des droits fondamentaux et respectueuse de l'environnement». La votation populaire découlait de l'adoption par le Parlement jurassien, le 25 avril 2007, de la motion no 811 transformée en postulat, intitulée «La protection de l'environnement, un devoir constitutionnel». Le «développement durable», comme facteur déterminant de la protection de l'environnement, avait recueilli l'assentiment d'une large majorité du peuple jurassien.

Nous nous posons alors ces questions : «Quelle réponse l'humanité est-elle à même d'apporter à la question des dérèglements climatiques ? Quelles responsabilités les hommes

d'aujourd'hui portent-ils face aux conditions de vie des générations à venir ? Quel devoir la collectivité publique, indépendamment de son assise territoriale, se doit-elle d'assumer ? A quelle solidarité l'individu est-il légitimement convié à souscrire pour son propre salut et celui de sa descendance ?».

Ces questions ont-elles trouvé les réponses attendues, indispensables ? Sans être inutilement critique, on peut en douter.

Les jeunes générations, auxquelles nous refilons égoïstement les problèmes environnementaux que nous avons créés, sont-elles au moins «éduquées» dans un sens qui les incite à ne pas répéter nos fautes ?

Le Plan d'études romand (PER) a, parmi les missions éducatives qu'il mentionne, celle d'assurer une éducation en vue du développement durable, définie comme il suit : «Enjeux majeurs de ce début du 21^e siècle, les problématiques liées au développement durable impliquent d'appréhender de manière systémique la complexité du monde dans ses dimensions sociales, économiques, environnementales, scientifiques, éthiques et civiques. Une éducation en vue du développement durable (EDD) poursuit avant tout une finalité citoyenne et intellectuelle : elle contribue à la formation de l'esprit critique en développant la compétence à penser et à comprendre la complexité. L'EDD teinte l'ensemble du projet de formation; en particulier, elle induit des orientations en sciences humaines et sociales, en sciences de la nature et en formation générale.»

Vu la nécessité de presser le pas en matière de protection de l'environnement, et compte tenu de la difficulté de se faire une idée précise de la mise en œuvre de l'éducation en vue du développement durable, le Gouvernement est invité à nous faire part de ses réflexions à ce sujet et à répondre aux questions suivantes :

1. Comment cette éducation est-elle mise en œuvre dans l'enseignement ?
2. Quels moyens pédagogiques sont à disposition de nos écoles ?
3. De quelle formation au «développement durable» les enseignants peuvent-ils bénéficier pour satisfaire à l'exigence de leur plan d'études ?

Réponse du Gouvernement :

La question écrite soulève la nécessité de respecter les engagements politiques pris en matière de protection de l'environnement et souhaite connaître les mesures mises en œuvre dans le domaine de l'éducation des générations futures qui doivent et devront faire face aux problèmes environnementaux.

Tel que la question écrite le mentionne, l'éducation au développement durable (EDD) fait partie des objectifs d'apprentissage fixés par le plan d'études romand (PER) pour l'ensemble de la scolarité obligatoire. Il est dès lors du devoir de l'enseignant-e de travailler cette thématique dans les disciplines concernées. Ainsi, tout au long de sa scolarité, l'élève étudie les notions liées au développement durable qui sont adaptées aux différents degrés scolaires.

Les réponses du Gouvernement aux questions posées sont les suivantes :

Réponse à la question 1 :

Conformément au PER, l'EDD peut être intégrée dans un sujet d'étude en interdisciplinarité ou travaillée dans n'importe quelle discipline de la grille horaire, tant en français qu'en

éducation nutritionnelle par exemple. Il n'y a pas d'obligation à intégrer l'EDD dans ces disciplines. Les ressources et activités mises à disposition sont utilisables de manière facultative.

Par contre, en respect du PER, l'EDD doit être travaillée en sciences de la nature, en sciences humaines et sociales (géographie et histoire) et en formation générale (Education générale et sociale (EGS) inscrite en tant que discipline dans le canton du Jura de la 3^e à la 11^e année). Des moyens d'enseignement romands (MER) sont fournis aux cantons par la Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP). Ils sont à usage obligatoire pour l'enseignement des disciplines du PER qui comprennent l'EDD.

De plus, le canton du Jura a fait figure de pionnier en devenant canton pilote en 2017 pour l'intégration de l'EDD dans le Réseau d'écoles21. Les établissements scolaires bénéficient de soutien pour la mise en place d'activités qui visent à faire de l'école un lieu d'apprentissage, de travail et de vie sain et durable. Le Réseau d'écoles21 compte à ce jour vingt-quatre écoles jurassiennes.

Réponse à la question 2 :

Le corps enseignant a accès à une grande diversité de ressources pédagogiques. Les plus utilisées dans les écoles sont les suivantes :

- les sites internet education21 et allo-globaleducation. Ils proposent une quantité importante de ressources pédagogiques et activités adaptées à tous les degrés de la scolarité;
- le site internet du Réseau d'écoles21 qui présente diverses activités et ressources pédagogiques et qui permet aux écoles du réseau de collaborer;
- la revue VENTUNO qui présente régulièrement de nouvelles thématiques liées à l'EDD et des idées d'activités;
- les animations scolaires proposées par COSEDEC. Cette coopérative romande, créée et financée par la Fondation Arc jurassien déchets (association de communes), anime dans les écoles des ateliers de sensibilisation à la gestion des déchets. Dans le canton du Jura, une centaine d'ateliers sont animés chaque année scolaire.

Les écoles membres du Réseau d'écoles21 développent chaque année scolaire des projets d'établissement liés à l'EDD de plus ou moins grande envergure. Par exemple, l'école de Fontenais a travaillé sur les abeilles, l'école du Montchaibeux sur le thème de la gestion des déchets, celle de Courrendlin sur l'acquisition des éco-gestes ou encore l'école de la Réselle a développé un programme varié alliant santé et EDD.

Des offres d'activités émanant de sociétés indépendantes sont régulièrement transmises aux écoles. En exemple, le projet ecoLive qui promeut une démarche éducative en développement durable en proposant aux élèves de calculer leur empreinte carbone afin de les amener à réfléchir sur le sujet et à les inciter à changer certains comportements.

En sciences de la nature, les MER sont introduits dans tous les degrés de l'école obligatoire. L'EDD est travaillée plus particulièrement au cycle 2 dans les chapitres qui traitent de l'eau, de l'air, des déchets et des énergies en abordant les thématiques de la pollution, l'économie des ressources naturelles ou encore les catastrophes naturelles. Les mécanismes de l'effet de serre sont étudiés dans un chapitre dédié. Au cycle 3, les séquences du MER traitent de l'impact de l'homme sur les écosystèmes où le thème de l'effet de serre est aussi abordé ainsi que le cycle du carbone.

En sciences humaines et sociales, le développement durable apparaît partout en filigrane, particulièrement en géographie. Les MER de géographie, au cycle 2, intègrent cette notion dans les chapitres qui traitent de l'habitat, des loisirs, de l'approvisionnement des biens, des transports et de l'énergie. Au cycle 3, les trois thèmes travaillés par année reprennent les trois dimensions de l'EDD : économie, environnement et société. En histoire, l'EDD est traitée dans le chapitre de 11^e année portant sur la deuxième partie du XX^e siècle. Les notions de mondialisation et d'altermondialisme y sont étudiées. Un MER commun à la géographie et à l'histoire sera introduit en 2020. Il consacrera un chapitre entier à l'EDD.

Réponse à la question 3 :

Les enseignant-e-s d'EGS suivent une formation obligatoire dont un axe s'intitule «Interdépendances mondiales». Ce cours permet d'acquérir un certain nombre de notions et d'activités liées à l'EDD. Les ressources citées ci-dessus sont consultées.

Des journées de partage d'expériences ont été organisées par les responsables du Réseau d'écoles21, ouvertes à toutes les écoles (dans et hors réseau). Des conférences, entre autres, y ont été organisées ayant pour thème «Energie grise» ou «Diversité et compréhension interculturelle».

Pour ce qui est des MER, leur introduction est toujours accompagnée d'une formation obligatoire du corps enseignant. Ainsi, durant ces cinq dernières années, tous/toutes les enseignant-e-s de sciences naturelles, géographie et histoire de l'ensemble de l'école obligatoire ont suivi une formation.

De son côté, la HEP-BEJUNE propose dans son catalogue de formation continue une offre de quelques cours qui traitent du développement durable. Une subvention individuelle peut également être accordée aux enseignant-e-s qui souhaitent suivre un cours hors programme.

M. Pierre-André Comte (PS) : Je suis satisfait.

17. Question écrite no 3081

Moratoire sur la logopédie et concept de pédagogie spécialisée
Gabriel Voirol (PLR)

L'exercice, à titre indépendant, de la profession de logopédiste est régi par l'ordonnance concernant l'exercice des professions de la santé du 2 octobre 2007 (RSJU 811.213). L'autorisation de pratique professionnelle est délivrée par le Service de la santé publique sur la base d'une requête écrite.

L'installation en pratique libérale de logopédie est soumise à la condition d'avoir exercé durant deux ans minimum chez un logopédiste autorisé à pratiquer à titre indépendant ou dans un service spécialisé en logopédie.

En ce qui concerne les mesures pédo-thérapeutiques à charge financière des cantons (article 29, alinéa 1 LEO), il appartient au Service de l'enseignement d'accréditer les logopédistes autorisés à entreprendre ces mesures (RSJU 410.114).

L'article 21 de l'ordonnance précitée introduit un moratoire pour l'accréditation, moratoire qui, selon les termes de cet article, doit rester valable «jusqu'à l'entrée en vigueur du concept cantonal jurassien de pédagogie spécialisée mais au plus tard le 31 juillet 2019».

Le Concept cantonal jurassien de pédagogie spécialisée a fait l'objet d'une consultation qui a suscité bon nombre d'interrogations ou de critiques, tant du point de vue financier qu'organisationnel, d'où nos questions :

1. Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur l'état d'avancement et l'évolution du dossier de Concept cantonal de pédagogie spécialisée, ceci suite à la procédure de consultation ?
2. Quelle appréciation fait le Gouvernement de l'implication de deux services qui s'occupent d'une même activité et dont la décision de l'un (enseignement) a des conséquences directes, en particulier financières, sur la portée de l'autre (autorisation d'exercer et activité professionnelle) ?
3. Le Gouvernement peut-il nous garantir que le moratoire ne sera pas reconduit au-delà du 31 juillet 2019, même si le Concept cantonal jurassien de pédagogie spécialisée n'est pas entré en vigueur à cette date ?

Réponse du Gouvernement :

Pour rappel, le 28 novembre 2004, le peuple et les cantons ont accepté la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT). Dans le domaine de la formation, cette décision se traduit par l'introduction d'une disposition constitutionnelle stipulant que «Les cantons pourvoient à une formation spéciale suffisante pour les enfants et les adolescents handicapés, au plus tard jusqu'à leur 20^e anniversaire». Cette réforme, fondamentale, a impliqué que tout le domaine de la pédagogie spécialisée soit retiré de l'assurance-invalidité fédérale et placé sous la seule responsabilité des cantons (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008). Ainsi, depuis cette date, la gestion et l'organisation des mesures pédago-thérapeutiques (ci-après MPT), soit les prestations médicales que sont la logopédie et la psychomotricité, relèvent du Service de l'enseignement (ci-après SEN).

La mesure d'économie OPTI-MA 98 a imposé, dans le domaine des MPT, une réduction des prestations et des aides financières qui devait engendrer une économie annuelle de 375'000 francs par année. Pour atteindre cette mesure, le Gouvernement a adopté, en juin 2017, l'ordonnance sur les mesures pédago-thérapeutiques (ci-après OMpt, RSJU 410.114). Cette ordonnance a réorganisé la gestion des MPT. Elle a notamment supprimé la possibilité de facturer le ¼ heure entamé. Elle a également mis en place une nouvelle base de tarification, soit un montant horaire forfaitaire de 130 francs (en lieu et place du montant de 136 francs), qui comprend tous les actes thérapeutiques et administratifs nécessités par le traitement, et instauré un moratoire permettant au SEN de ne plus accréditer de nouveaux prestataires de MPT jusqu'à l'entrée en vigueur du concept jurassien de pédagogie spécialisée. Enfin, depuis le 1^{er} août 2017, une commission d'indication, composée de représentants du SEN, du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ainsi que du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents, instruit les demandes, ordonne les éventuels examens complémentaires et effectue les propositions de traitement au SEN.

Considérant ce qui précède, le Gouvernement répond ainsi aux questions suivantes :

Réponse à la question 1 :

A l'issue de la consultation, la synthèse des avis exprimés a été analysée. Dans l'ensemble, le nouveau concept a reçu

un bon accueil. Le concept a valeur de charte, et marque la volonté d'appliquer l'Accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée, accord ratifié par le canton du Jura (Parlement) le 30 janvier 2013 (RSJU 410.105). De ce fait, il n'est pas une base légale directement applicable et ne pourra être mis en œuvre que lorsque l'ordonnance concernant la pédagogie spécialisée sera promulguée. La rédaction de cette ordonnance débutera en janvier 2019. Ensuite, la loi sur l'école obligatoire (RSJU 410.11) et l'ordonnance scolaire (RSJU 410.111) devront être revues et adaptées. La durée des travaux doit permettre de lancer la formation complémentaire des enseignant-e-s et des experts de la procédure d'évaluation standardisée (la PES). Les enseignant-e-s spécialisé-e-s doivent en effet être formé-e-s en nombre suffisant. Le concept et l'ordonnance de la pédagogie spécialisée ainsi que l'adaptation des textes législatifs seront soumis en même temps au Gouvernement. Cette démarche par étapes, avec réalisation des prérequis cités ci-dessus, permettra une entrée en vigueur du concept, selon toute vraisemblance, à la rentrée scolaire 2021. D'ici là, une classe relais sera créée dès août 2019, cette classe est appelée à évoluer à moyen terme vers la structure relais décrite dans le concept de pédagogie spécialisée.

Réponse à la question 2 :

Le Service de la santé publique (SSA) délivre aux thérapeutes qui en font la demande et qui satisfont aux exigences légales une autorisation de pratiquer dans le canton du Jura, en application de l'ordonnance, concernant l'exercice des professions de la santé (RSJU 811.213). En délivrant cette autorisation, le SSA atteste que le/la thérapeute est au bénéfice des qualifications intrinsèques nécessaires (formations, expériences) lui permettant l'exercice de sa profession sous sa propre responsabilité.

Pour pouvoir prétendre au remboursement par l'Etat des prestations de logopédie et de psychomotricité dispensées à un patient âgé de 0 à 20 ans, le/la thérapeute doit, en plus de l'autorisation de pratiquer, être au bénéfice d'une accréditation délivrée par le SEN en application des articles 15 et 21 de l'OMpt. Cette accréditation de la part du SEN repose ainsi sur un souci d'économicité (volume des prestataires et par conséquent des prestations). Aucune autre conséquence directe, notamment financière, n'existe entre la décision de l'un des services sur l'autre. Les thérapeutes du Centre médico-psychologique sont soumis aux mêmes conditions.

Les interventions de ces deux services poursuivent des buts différents. Le volet «thérapeutique» est assuré par le SSA qui dispose des compétences métier pour délivrer l'autorisation d'exercer. Le volet «gestion financière» est examiné par le SEN qui détermine les moyens à mettre à disposition pour pouvoir répondre aux besoins des bénéficiaires dans des délais raisonnables. Il n'y a, dès lors, pas de soucis quant à l'implication de ces deux services dans un même domaine d'activité puisque chacun traite des dimensions différentes. Une coordination étroite de ces deux services doit être garantie, ce qui est le cas.

Un thérapeute n'a pas besoin d'être au bénéfice d'une accréditation du SEN s'il souhaite s'établir dans notre canton et y exercer son activité sans facturation au SEN, c'est-à-dire s'il désire travailler à charge directe des patients ou des assurances complémentaires. Quelques rares cas restent encore facturables à la LAMal pour lesquels seule l'autorisation de pratiquer est nécessaire. La décision d'accréditation du SEN n'a aucune implication sur l'autorisation de pratiquer.

Réponse à la question 3 :

En dépit des mesures d'économie citées ci-dessus, les comptes 2017 ont démontré que la mesure d'économie OPTI-MA ne pourrait pas être réalisée complètement à fin 2018. Le SEN, le SSA et l'ARLD (Association romande des logopédistes diplômés) se sont rencontrés en mars, avril et juin de cette année (2018) afin d'examiner de nouvelles pistes d'économie.

Nanti de différentes propositions, le Gouvernement a, pour l'année scolaire 2018-2019, reconduit le tarif-horaire des thérapeutes à 130 francs fixé par arrêté. Il a également modifié l'OMpt en limitant le nombre de prolongations possibles à une, et la durée de cette prolongation à une année. Au-delà de trois ans de traitement (la première décision de prise en charge est de deux ans), l'avis d'un expert neutre est requis. Le Gouvernement a encore accepté le principe de réduire le secrétariat de la commission d'indication de 20% et d'engager pour le même taux une logopédiste conseil neutre, dont la mission consiste à veiller au bienfondé des demandes et à se positionner sur la nécessité et la pertinence de demandes de traitements et de prolongations (besoins avérés).

En application du moratoire, mis en place le 1^{er} août 2017, le SEN n'accrédite plus de nouveaux prestataires de MPT. Il ne remet pas en cause l'autorisation de travailler délivrée par le SSA. Ce moratoire a permis, dans un premier temps, de faire un état des lieux (33 thérapeutes indépendant-e-s accrédité-e-s le 31 juillet 2017) et de monitorer les prestations dispensées avant le moratoire et de les comparer avec celles dispensées après la mise en place du moratoire, et d'évaluer si les économies attendues ont pu être réalisées. Le moratoire contribue d'une certaine manière, à contenir les coûts, à suivre les besoins des bénéficiaires (aucune liste d'attente significative n'a été portée à la connaissance du SEN à ce jour) et à travailler avec un nombre connu de thérapeutes dont les compétences sont avérées.

Le SEN a été invité à réaliser, pour la fin de l'année scolaire 2018-2019, un bilan global de la gestion des MPT, au-delà de la réflexion Optima, et à approfondir de nouvelles pistes de réflexion devant permettre une organisation optimale de ces mesures permettant à l'Etat jurassien une maîtrise des coûts. Dans cette optique, il a été invité à examiner notamment la piste de l'étatisation des logopédistes privés. Si cette dernière est retenue, le moratoire n'aura évidemment plus de raison d'être.

Enfin, la mise en œuvre du concept d'enseignement spécialisé permettra de clarifier les rôles de chaque partenaire de l'école jurassienne, de définir l'offre et les prestations de pédagogie spécialisée, de déterminer les conditions cadres et les procédures, de délimiter les standards de qualité et d'évaluation, et d'établir le pilotage stratégique et financier. La complémentarité entre mesures pédagogiques (SEN) et thérapeutiques (CMPEA via le SSA) doit être absolument garantie.

Compte tenu de ce qui précède et au vu des travaux qui doivent encore être menés dans le domaine de la pédagogie spécialisée (voir question 1), le Gouvernement confirme que le moratoire sera reconduit jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ensemble du concept d'enseignement spécialisé, soit, selon toute vraisemblance, jusqu'au 31 juillet 2021.

Le président : Etant donné que je suis l'auteur de cette intervention, je me permets de laisser ma place au premier vice-président pour ce point de l'ordre du jour.

Le vice-président : Merci Monsieur le Président. Quelle est votre appréciation, Monsieur le député Gabriel Voirol ?

M. Gabriel Voirol (PLR) : Je ne suis pas satisfait et je demande l'ouverture de la discussion. *(Rires.)*

(Cette requête est acceptée par plus de douze députés.)

M. Gabriel Voirol (PLR) : Rassurez-vous, je serai bref car je ne vais pas faire tout l'historique du dossier mais simplement signifier les raisons pour lesquelles je ne suis pas satisfait. Il y en a au minimum trois et ce sont les trois que je vais vous présenter.

La première : je trouve quelque part inacceptable que le Gouvernement puisse s'asseoir sur les dispositions d'une ordonnance qu'il a lui-même adoptée en juin 2017 et qui prévoit à son article 21 (je cite) : «Le moratoire sur l'accréditation des logopédistes sera valable jusqu'à l'entrée en vigueur du concept cantonal de pédagogie spécialisée mais au plus tard le 31 juillet 2019». Non seulement le délai annoncé aux professionnels est, selon la réponse gouvernementale, non respecté mais il est prolongé de deux ans et est désormais totalement lié à l'avancement d'un concept pédagogique. Veut-on vraiment, dans notre Canton, favoriser le retour au pays d'étudiants jurassiens ??

Deuxièmement, il est très inquiétant de constater que, dans sa réponse, le Gouvernement semble envisager une étatisation des logopédistes privées !

Troisièmement, l'ordonnance adoptée en juin 2017 visait un unique but : engendrer une économie de 375'000 francs. Or, le concept de pédagogie spécialisée actuellement en discussion ne semble ni favorable aux enfants qui connaissent des difficultés, ni aux conditions d'enseignement, et son application engendrera des adaptations salariales qui dépasseront sans doute les économies escomptées. Bref, une erreur stratégique sur toute la ligne.

Ce sont donc là les trois raisons de mon insatisfaction.

M. Loïc Dobler (PS), président de groupe : Effectivement, au niveau du groupe parlementaire socialiste, nous avons également étudié la réponse du Gouvernement jurassien. Nous partageons les inquiétudes relayées par notre président du Parlement à cette tribune. Sur les deux derniers points peut-être un peu moins parce qu'il s'agirait peut-être d'étudier plus à fond les éléments mais, effectivement, sur l'élément qui consiste à empêcher ou à mettre des tracasseries aux jeunes qui se seraient formés dans ce domaine-là et qu'on empêche presque, de fait, d'exercer, cela nous paraît inopportun et il conviendrait effectivement de trouver des solutions en la matière. Juste cette précision de la part du groupe parlementaire socialiste.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : On a mis dans cette réponse le plus de détails possible. On peut comprendre qu'on ne soit pas d'accord avec cela. Evidemment, s'il y a quelques jeunes, et je sais que c'est un cas particulier qui vous anime particulièrement, Monsieur le Président du Parlement, dans ce cas-ci, oui, évidemment, on regrette cela pour ces jeunes. Mais nous avons notamment – je vais parler au nom de mon département – rempli nos tâches au niveau d'OPTI-MA. Nous avons atteint tous les objectifs et atteint toutes les mesures qui nous étaient imposées jusqu'à ce jour, sauf celle-ci qui est la mesure no 98, qui est la mesure qui a trait aux mesures pédagothérapeutiques. Nous n'avons pas

trouvé d'autre solution pour atteindre les objectifs qui étaient très élevés, fixés par votre Parlement, pour atteindre donc une économie d'environ 700'000 francs dans un domaine qui va croissant évidemment. Les mesures pédagogicothérapeutiques, dans notre société, on se rend bien compte qu'il y a de plus en plus de demandes, de plus en plus d'enfants à cas particulier. Et, en fait, on a une mesure OPTI-MA sur ce sujet-là et il faut trouver des solutions. C'est donc bien sûr la quadrature du cercle. Et une de nos propositions, c'était de bloquer encore un certain temps, encore ces deux années, afin d'enrayer l'explosion de ces coûts. Il y a d'autres mesures qui sont prises. C'en est une parmi d'autres. Nous pensons atteindre cet objectif et ainsi pouvoir permettre différentes interventions dont les élèves ont besoin.

Je regrette un petit peu qu'on ne puisse pas entendre ceci. Je comprends les éléments qui ont été dits mais, véritablement, nous nous sommes penchés sur cette question pour atteindre ce qui nous paraissait des objectifs quasiment inatteignables et je pense que, là, nous sommes dans la bonne voie pour, après, permettre plus d'ouverture tout en respectant bien sûr les mesures qui vont faire que les objectifs OPTI-MA seront atteints.

Une dernière chose cependant. Vous dire quand même que les portes ne sont pas complètement fermées puisque, et ce sera le cas prochainement, quand des logopédistes souhaitent ne plus exercer par exemple ou ne plus avoir la certification du Service de l'enseignement, ils sont remplacés. Donc, la porte reste ouverte. S'il y a des personnes, et ce sera le cas prochainement, qui ne veulent plus cette certification, ce sera quelque part remis au concours, si je peux le dire ainsi, pour d'autres personnes. Donc, la porte n'est pas complètement bloquée non plus. Merci de votre attention.

Le vice-président : Ce point est donc clos et, après cette brève prise de pouvoir, je rends la conduite des débats à notre président du jour.

Le président : Merci, Monsieur le Vice-président, pour ce remplacement efficace.

18. Question écrite no 3097

100'000 francs pour un musée à la gloire de l'armée, vraiment ?

Loïc Dobler (PS)

En mai 2018, le Gouvernement jurassien avait déjà eu l'occasion de démontrer son attachement à l'armée suisse en participant «in corpore» à un défilé militaire à Delémont. Cette présence de tous les membres de l'Exécutif jurassien avait déjà interpellé passablement de Jurassiennes et de Jura-siens.

Or, nous apprenions, en date du 24 octobre dernier, que le Gouvernement jurassien aurait accordé une subvention de 100'000 francs à l'«Espace muséal des Troupes jurassiennes» à Saint-Imier dans le Jura bernois. A l'heure des «fake news», il est possible de penser à une mauvaise plaisanterie !

Si cette subvention est avérée, elle questionne à plus d'un titre :

- En regard de l'Histoire jurassienne, un musée à la gloire de l'armée, subventionné par la République et Canton du Jura, est interpellant.
- Les jeunes Jurassiens, encore aujourd'hui, sont parmi les plus réfractaires de Suisse au service militaire. En 2016,

seuls 58 % [<https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/47389.pdf>] des jeunes en âge d'effectuer leur école de recrue ont été déclarés aptes au service militaire. 58 % desquels il faut encore déduire, et ils sont nombreux, l'ensemble des Jurassiens qui optent pour le service civil. On peut donc prendre le pari assez aisément que moins d'un jeune sur deux effectue son service militaire.

- La localisation de ce musée, dans le Jura bernois, alors que les élus de cette région tirent régulièrement à boulet rouge sur notre Canton, a de quoi choquer.
- Le montant de 100'000 francs, alors que l'Etat prévoit des années financières difficiles, ne profitera pas aux acteurs culturels jurassiens. Acteurs qui sont certainement bien plus en adéquation avec les attentes culturelles des Jura-siennes et des Jurassiens.
- Enfin, et ce n'est pas le point le moins important, à l'heure où la question de Moutier crise énormément la collaboration avec l'Etat bernois, voir l'Etat jurassien venir soutenir une structure bernoise n'est certainement pas d'une évidence toute faite.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le Gouvernement est invité à répondre aux questions suivantes :

- 1) Est-ce qu'une subvention de 100'000 francs en faveur de l'«Espace muséal des Troupes jurassiennes» a effectivement été accordée ?
- 2) Si oui, est-ce que l'entier de la subvention a déjà été versé ? Cas échéant, le Gouvernement est-il prêt à revoir sa participation ?

D'avance, je remercie le Gouvernement de ses réponses.

Réponse du Gouvernement :

Tout d'abord, le Gouvernement tient à souligner que s'il était présent in corpore lors de la prise de drapeau du groupe vétérinaire et animaux 13 à Delémont en mai 2018, c'était parce qu'il s'agissait de la première de ce bataillon vétérinaire, comptant des chevaux de la race Franches-Montagnes, dont le Canton est parrain.

S'agissant du musée de Saint-Imier, le Gouvernement s'étonne de lire que le futur espace muséal des troupes jurassiennes est qualifié de «musée à la gloire de l'armée». Il tient à rappeler que ce lieu sera hébergé et géré par le Musée de Saint-Imier, institution financée par des fonds publics. Cette institution est par ailleurs membre du Réseau interjurassien des musées (RIM) et collabore fréquemment avec les musées jurassiens. Il partage avec eux la même approche scientifique et muséologique professionnelle.

En outre, un musée sur les troupes jurassiennes, du Moyen Âge à nos jours, répond à un besoin quant à l'enseignement et à la diffusion de cette partie de l'histoire jurassienne. Le canton du Jura et le Jura bernois partagent une histoire et un patrimoine communs, qu'il est opportun de mettre en valeur sur l'ensemble de ce territoire.

Le soutien du canton du Jura au musée de Saint-Imier fait également écho à la participation du canton de Berne dans plusieurs institutions culturelles situées sur territoire jurassien. Le Musée jurassien d'art et d'histoire de Delémont ou la fondation des Archives de l'ancien Evêché de Bâle bénéficient par exemple d'un soutien financier conséquent et annuel du canton de Berne, témoignant de cette volonté des deux cantons de valoriser le patrimoine du Jura historique.

Aux questions posées, le Gouvernement répond ce qui suit :

Réponse à la question 1 :

Le Gouvernement a octroyé une aide financière unique de 100'000 francs à ce projet dans sa séance du 5 juin 2018, par le fonds d'utilité publique du Gouvernement. Il ne s'agit en aucun cas d'une subvention mais d'une contribution ponctuelle. Précisons encore que la part destinée aux soutiens culturels dans le fonds d'utilité publique du Gouvernement est alimentée par les bénéfices de la Loterie romande. Cette aide financière n'est donc pas issue du budget de l'Etat.

Réponse à la question 2 :

Comme mentionné dans la circulaire sur les aides financières aux projets culturels, la pratique en vigueur est d'octroyer un acompte avant réalisation du projet. En l'occurrence, un montant de 33'000 francs a été versé en 2018 à cet égard. Le solde sera versé en deux parties, en 2019 et 2020, pour autant que le projet soit réalisé comme attendu et selon les mêmes critères que tout autre projet. Par ailleurs, les projets culturels sont soutenus en regard des principes de pertinence, de cohérence et d'opportunité. Le Gouvernement n'entend pas revoir sa participation pour les motifs évoqués.

M. Loïc Dobler (PS) : Je ne suis pas satisfait.

19. Motion no 1240

A l'avenir, changeons l'Histoire !

Pauline Queloz (Indépendante)

Voilà 40 ans que le canton du Jura a été créé. Les Juras-siens se sont battus corps et âme pour la création de leur Canton et de leur propre Histoire. Aujourd'hui, l'Histoire jurassienne est encore en train de s'écrire avec la ville de Moutier et la Question jurassienne est toujours fortement d'actualité...

Si les Jurassiens qui ont vécu la naissance du Jura connaissent son Histoire, malheureusement, il n'en va pas de même pour les générations suivantes. Beaucoup de jeunes Jurassiennes et Jurassiens n'ont que peu, voire pas, de connaissances du passé de leur canton. Cela a souvent pour conséquence qu'ils n'ont que très peu d'intérêt pour l'Histoire jurassienne. Certains ignorent même que leurs ancêtres se sont battus pour leur avenir. Mais plutôt que de railler ceux qui ne connaissent pas les acteurs et les événements de l'Histoire jurassienne, il convient de se demander pourquoi ils ne les connaissent pas et de corriger le tir. Et il est facile de le faire. En effet, force est de constater que l'Histoire jurassienne n'est pas enseignée de manière obligatoire à l'école et donc ne l'est souvent pas du tout !

Il est pourtant fondamental que les jeunes générations n'aient pas que des cours d'Histoire mondiale, européenne, française ou suisse à l'école, mais aussi des cours d'Histoire jurassienne, celle de leurs parents, grands-parents et autres aïeux. Des heures d'enseignement de l'Histoire jurassienne doivent être dispensés dans le cursus de l'école obligatoire en secondaire I ainsi qu'en secondaire II.

Le Plan d'études romand (PER) ne s'y oppose pas. Il impose d'enseigner l'Histoire suisse et laisse la liberté aux cantons d'aménager celle-ci comme ils l'entendent, en intégrant leur Histoire cantonale s'ils le souhaitent.

Toutefois, pour permettre aux enseignants de dispenser efficacement des cours d'Histoire jurassienne, il est nécessaire de leur mettre à disposition un outil de travail de qualité

sous la forme d'un support de cours d'Histoire jurassienne destinés aux jeunes. Il sera ensuite possible d'envisager – pourquoi pas – l'obligation d'instaurer des cours sur l'Histoire du Jura à l'école. Ainsi, nous pourrions décemment attendre de tous les Jurassiens qu'ils connaissent leur Histoire.

Dès lors, je demande au Gouvernement que soit créé un nouveau moyen d'enseignement sous la forme d'un support de cours d'Histoire jurassienne à l'intention des élèves jurassiens et des enseignants d'Histoire aux niveaux secondaires I et II afin de leur permettre d'apprendre, respectivement d'enseigner efficacement l'Histoire du canton du Jura dans le cadre des actuels cours obligatoires d'Histoire.

Mme Pauline Queloz (Indépendante) : Du 21 au 23 juin prochains aura lieu une grande fête pour célébrer les 40 ans du canton du Jura. Le Gouvernement a d'ailleurs souhaité associer la jeunesse jurassienne à cette commémoration et je salue cette initiative. Mais je suis prête à parier que beaucoup de ces jeunes ne sauront pas vraiment ce qu'ils vont venir fêter.

Un constat s'impose : nous ne connaissons pas bien l'Histoire de notre Canton ou en tout cas de manière très lacunaire.

Les jeunes – et même les moins jeunes – ne savent pas qui était Roland Béguelin, qui était Roger Schaffter, qui est François Lachat... Tout le monde connaît leur nom, tout le monde en a déjà entendu parler mais peu connaissent les rôles qu'ils ont joué dans la création de notre Canton et quelles fonctions ils ont endossées. J'ai d'ailleurs encore fait le test juste avant avec mon voisin : il n'a pas pu me répondre entièrement juste à ces questions. (*Rires.*) Peu de jeunes Jurassiens savent par exemple de combien de districts le Jura historique est composé, lesquels sont-ils, quelle est la signification du drapeau jurassien, que signifie le terme « Rauracie », pourquoi le Jura historique s'est divisé et l'est encore aujourd'hui, et encore tant d'autres éléments importants de notre passé qui sont à l'origine de notre indépendance.

Je ne suis même pas sûre que tout le monde, dans cette salle, ait toutes les réponses à ces questions, pourtant fondamentales !

Alors, plutôt que de se moquer de ceux qui ne connaissent pas les acteurs et les événements de l'Histoire jurassienne – à l'instar des moqueries contre ce policier qui, récemment, ne savait pas qui était Roland Béguelin – il convient bien plus de s'inquiéter du fait que plusieurs générations de Jurassiennes et de Jurassiens ne connaissent pas leur Histoire ! Car, mis à part les acteurs directs des événements des années 70 – dont vous êtes plusieurs dans cette salle – et éventuellement leurs enfants, les générations suivantes n'ont pas eu la chance de vivre les années brûlantes du combat jurassien et, aujourd'hui, ils n'ont pas la chance d'avoir des cours pour leur apprendre ce qui s'est passé.

Personnellement, j'ai 28 ans et je n'ai jamais eu formellement de cours d'Histoire jurassienne à l'école. J'ai eu des heures et des heures de cours sur la Révolution française, sur Napoléon, sur les guerres mondiales, aussi bien en secondaire I, puis de nouveau en secondaire II ; les mêmes sujets. Je peux vous dire quels sont les acteurs qui ont œuvré pour la France, pour l'indépendance des Etats-Unis, et tant d'autres encore. Mais je n'ai jamais appris quels sont les acteurs qui ont œuvré pour l'indépendance de ma région.

J'ai juste eu la chance d'avoir des parents et des grands-parents qui m'ont raconté, avec fierté, leurs actions. Et puis j'ai eu la chance considérable d'avoir comme enseignant

d'histoire à l'école secondaire, à Saignelégier, un personnage que beaucoup d'entre vous connaissent bien puisqu'il a été député ici-même : Maxime Jeanbourquin. Il nous racontait – avec toute la passion qui le caractérise – les expériences de sa fougueuse jeunesse, lorsqu'il allait par exemple clandestinement à des matchs de hockey à Berne alors que ses parents le croyaient en train d'étudier à la bibliothèque ou encore lorsqu'il allait participer au goudronnage de voies de chemins de fer... Je peux vous dire que ces anecdotes-là m'ont marquée et m'ont permis de mesurer à quel point la lutte a été intense et combien mes ancêtres se sont battus avec les tripes.

C'est aussi lui qui m'a appris pour la première fois «La Rauracienne» mais cela ne découlait pas directement du plan d'études, c'était de son bon vouloir. Et je dois avouer qu'après ça, je n'ai jamais vraiment récité les paroles de «La Rauracienne» jusqu'au jour où je suis arrivée au Parlement.

«Un pays qui oublie son passé n'a pas d'avenir» disait Winston Churchill. Or, notre avenir, c'est la jeunesse jurassienne qui le détient. Aujourd'hui, l'Histoire jurassienne continue à s'écrire avec Moutier. Et nous l'avons tous constaté avec satisfaction : beaucoup de jeunes ont répondu présents à Moutier pour continuer le combat, ce qui signifie qu'il existe encore un grand engouement pour défendre notre identité au sein des jeunes générations. Mais beaucoup de jeunes n'étaient pas là à Moutier. Beaucoup, même, se désintéressent de la question parce qu'ils ne sont pas en mesure de jauger l'importance de Moutier pour le Jura. Ils sont nés alors que Moutier était bernoise : pourquoi cette ville devrait-elle changer de canton ? C'est de notre devoir de leur expliquer ! Alors, attisons cet enthousiasme en leur apprenant à l'école comment leurs ancêtres se sont battus à l'origine pour obtenir leur indépendance.

Dès lors, ma motion a pour but qu'à terme, l'Histoire jurassienne soit absolument enseignée à l'école obligatoire. Mais pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de mettre à disposition des enseignants une base de travail efficace pour pouvoir inculquer convenablement les notions d'Histoire jurassienne à leurs élèves. Ainsi, je demande qu'un support de cours d'Histoire jurassienne soit créé et qu'il soit agréable à lire pour les jeunes.

A mon sens, ce support de cours devra avoir un contenu large qui ne se limite pas à l'Histoire récente de notre Canton mais qui couvre également tout ce qui précède sa création à proprement parler, j'ai envie de dire, depuis l'époque des dinosaures ! D'ailleurs, à ce sujet, j'ai reçu un courriel il y a à peine une heure de quelqu'un de Jurassica qui me parlait de ma motion et qui me disait que Jurassica était tout à fait disposé, cas échéant si la motion est acceptée, à participer, à fournir des images et des documents pour la création de ce support de cours. Le cœur de l'ouvrage devra certes, à mon sens, être axé sur l'histoire des années 40 à aujourd'hui mais, pour relater une histoire complète de notre Canton, il est important d'y englober les événements antérieurs.

Par exemple... là, c'est peut-être un peu rébarbatif mais j'ai noté quelques dates :

- L'an 999, où notre Canton trouve ses racines, lorsque le dernier roi de Bourgogne a donné à l'évêque de Bâle l'Abbaye de Moutier-Grandval et ses dépendances.
- L'an 1032, lorsque l'évêché de Bâle a été rattaché au Saint-Empire romain germanique.
- L'époque des Princes-Evêques, importante pour Porrentruy notamment.

- Les années de la Révolution française, notamment 1792-93 : proclamation de la République rauracienne, puis son annexion de fait par la France.
- 1815 : décision du Congrès de Vienne, où le Jura est attribué à la Suisse.

Et puis l'Histoire qui nous est plus proche et qui concerne véritablement la création du 26^e canton suisse :

- En commençant, et ça me semble important, par exemple par l'Affaire Moeckli en 1947, considérée comme l'un des actes à l'origine de la création du canton du Jura. Expliquer les raisons de l'aversion qu'on a connue pour la langue allemande et pour le canton de Berne est important.
- Après, bien sûr, toutes les dates que l'on connaît : 23 juin 1974 avec le vote qui décide la création de notre Canton.
- 24 septembre 1978 : vote des cantons suisses, jour où le Canton a été officiellement créé.
- 1^{er} janvier 1979 : entrée en souveraineté. Ce sont là des dates-clés fondamentales qu'on est censé connaître mais, encore une fois, je suis prête à parier qu'ici même, tout le monde n'arrive pas à déterminer quelle date correspond à quoi.
- Et puis, bien sûr, on pourra y ajouter, au fil des années, les événements actuels puisque l'Histoire jurassienne continue à s'écrire !
- Il nous semble aussi très important que les paroles de «La Rauracienne» soient intégrées là-dedans pour que les élèves jurassiens soient en mesure de l'apprendre, au même titre que l'hymne national suisse par exemple.

On pourrait même bien sûr y intégrer des photos et, pourquoi pas, faire appel à des dessinateurs ou caricaturistes jurassiens pour agrémenter le support de cours de dessins amusants mais instructifs. Grâce à un tel outil, in fine, nous pourrions envisager d'imposer des cours d'Histoire du Jura dans nos écoles.

Comme indiqué dans le texte de la motion, le Plan d'études romand ne s'y oppose pas puisqu'il laisse la possibilité aux cantons d'enseigner leur propre histoire s'ils le souhaitent.

Ainsi, chers collègues, je vous remercie de votre soutien à ma motion pour que les Jurassiennes et les Jurassiens connaissent leur histoire et puissent, en toute connaissance de cause, continuer à se battre pour leur avenir, pour notre avenir. Je vous remercie de votre attention.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : Nous avons effectivement déjà parlé de ces 40 ans de ce mois de juin. Les Jurassiennes et les Jurassiens ont participé à la création de leur Canton, à l'écriture de leur histoire. Il est donc du devoir des institutions de transmettre un récit commun, mémoire de la culture et de l'identité jurassienne.

Cet effort de connaissance et de transmission passe effectivement par l'école. L'Histoire doit permettre aux adultes de demain de développer des compétences civiques et culturelles qui conduisent à exercer une citoyenneté active et responsable par la compréhension de la façon dont les sociétés se sont organisées et ont organisé leur espace à différents moments.

L'Histoire suisse, et donc celle du Jura, existe bien dans la pratique des enseignantes et des enseignants. Elle peut soit faire l'objet d'un cours en dehors des bornes chronologiques établies par cycle, soit y être incluse.

Le Plan d'études romand (PER) encourage les enseignantes et les enseignants à utiliser les thèmes issus de l'histoire locale, régionale et nationale et en particulier à l'époque contemporaine. Dès lors, l'Histoire de l'indépendance jurassienne est proposée.

C'est donc dans le respect du Plan d'études romand que le canton du Jura encouragera le travail de mémoire au cours de cette année particulière. Ainsi, le Département de la formation, de la culture et des sports prendra, si cette motion est acceptée, les mesures pour élaborer de nouvelles séquences en complément des ouvrages existants parce que, mais j'y reviendrai à la fin de mon propos, des ouvrages existent à ce sujet. Les trois cycles de l'école obligatoire seront destinataires de ces moyens spécifiques à l'enseignement de l'Histoire du canton.

Une équipe constituée des responsables pédagogiques, coordinateur-trice-s de discipline en histoire, chargé-e-s de missions scientifiques et enseignant-e-s assureront ce travail.

La mise à disposition des ouvrages de référence, et notamment du tome 2 du manuel Histoire du Jura et du Jura bernois, dont le Secrétaire du Parlement va vous envoyer un petit courriel pour vous le proposer puisque tous les députés ne l'ont apparemment pas... donc, possibilité d'avoir à disposition ce document. Je ne sais pas, Jean-Baptiste, si tu veux le montrer... donc, ça ressemble à ça. Si vous êtes intéressés, un courriel suivra donc. La mise à disposition de cet ouvrage, qui consacre une large place au chapitre à la Question jurassienne, est déjà effective à l'école depuis 2012.

L'ensemble des classes jurassiennes sera ainsi doté d'un support de cours, puisque c'est le terme utilisé par la députée, en lien avec l'actualité de cette année 2019, qui permettra aux élèves de s'engager dans une enquête historique. On le voit ainsi : quelque chose de ludique, de didactique, une forme d'enquête peut-être pour les plus jeunes leur permettant de passer d'une étape à l'autre de la création de notre Canton.

L'Histoire s'intéresse à la manière dont les individus, à différentes époques et dans différents contextes, ont vécu collectivement, se sont organisés en société ou, pour le coup, ont géré leurs conflits. Les élèves jurassiens y trouveront donc leurs racines.

Vous l'avez compris, au vu de ce qui précède, le Gouvernement propose d'accepter la motion. Je souhaite juste terminer sur les propos de la députée Queloz et je voulais au moins expliquer que ce n'était pas de façon générale que ça se passait ainsi. Vous avez vécu ça pendant votre scolarité. Je peux le regretter. Il y a quelques années, j'ai moi-même été enseignant d'histoire. Je sais que mes collègues pratiquaient de la même façon que moi : les chapitres d'Histoire jurassienne font partie intégrante de l'Histoire suisse et, de ce fait, une place particulière, prépondérante, doit avoir sa place dans le cadre du cursus. Donc, j'espère que vous avez été une exception mais je peux vous dire en tous les cas que la majorité des élèves jurassiens ont affaire à ce chapitre d'Histoire jurassienne. Maintenant, c'est toujours la liberté de l'enseignante ou de l'enseignant de prendre une grande place ou une place moins grande sur ce sujet. Merci de votre attention.

Le président : La motion n'étant pas combattue, toujours selon cet article 53, alinéa 8, de notre règlement, la discussion n'est ouverte que sur décision du Parlement. Est-ce que quelqu'un souhaite l'ouverture de la discussion ? Oui, il y a des demandes. Est-ce que quelqu'un s'oppose à l'ouverture de la discussion ? Ce n'est pas le cas. Donc, la parole est

désormais aux représentants des groupes. Pour le groupe PS, je passe la parole à Monsieur le député Pierre-André Comte.

M. Pierre-André Comte (PS) : En 2002, à l'occasion du 25^e anniversaire de notre Constitution, j'ai eu l'honneur de déposer une motion au nom du groupe socialiste, dans laquelle nous affirmions que la célébration de ce quart de siècle, je cite, «est une excellente occasion pour l'Etat de promouvoir la connaissance de l'Histoire contemporaine du Jura par la jeunesse jurassienne». Nous poursuivions par cette question : «N'est-il pas urgent de raconter aux jeunes Jurassiens ce pourquoi ils ont la chance aujourd'hui de vivre dans un Etat souverain de la Confédération suisse ? La compréhension par les jeunes générations de ce qu'a été l'acte de libre-disposition du peuple jurassien, acte qui conserve toute sa validité historique et juridique en regard du droit international public, la prise de conscience par ces mêmes générations de ce que fut la lutte pour la liberté du Jura sous la conduite du Rassemblement jurassien, telle est la préoccupation légitime à laquelle nous demandons au Gouvernement de répondre». (Fin de citation.) C'était le 24 avril 2002.

Dans cette motion, le Gouvernement était invité à faire procéder à une évaluation des programmes d'enseignement de l'histoire à l'école jurassienne, du primaire au Lycée, portant sur la période d'après-guerre à la création de la République et Canton du Jura, du début du combat de libération conduit par le Rassemblement jurassien au vote d'autodétermination du 23 juin 1974, de même que sur le rôle des hommes et des femmes par qui est arrivée notre libération sur la moitié de notre territoire. Nous demandions aussi au Gouvernement de présenter un rapport au Parlement, dans lequel il préciserait de quelle manière il entend donner satisfaction à l'exigence de la motion.

Pour l'avoir maintes fois vérifié, et sans aucune intention de railler qui que ce soit, je partage le constat de Madame la députée Pauline Queloz et, avec mon groupe, j'accepterai donc sa motion.

L'élaboration d'un nouveau moyen d'enseignement, c'est là que se situe la difficulté. C'est là le nœud gordien à trancher. Elaboré par qui ? Par des gens dont la neutralité obsessionnelle qui les conduit corrode la valeur scientifique de leurs jugements ? Faut-il que la méfiance officielle à l'égard du récit lié au militantisme contribue, dans les textes, à éradiquer les hommes, à biffer les ruptures, à gommer les sentiments, à décomposer la vérité et, au total, à servir le mensonge, comme cela se produit presque à chaque fois dans les pays sortant d'un combat identitaire ? Je ne demande pas à l'historien où à celui qui s'en pique, quoiqu'il puisse aimer sa patrie, de la flatter en quoi que ce soit, comme prévenait déjà Fénelon. Je ne demande pas qu'on falsifie l'histoire, ce qui est le propre des responsables de la division du Jura. Je demande seulement qu'on respecte les faits saillants et les hommes qui y ont pris part, sans en minimiser l'impact et le rôle. Monsieur le ministre, tout à l'heure, a cité un moyen d'enseignant «Jura et Jura bernois»; rien que dans le titre, il y a déjà un oxymore : c'est un rond carré. Mon souhait n'est que de préserver, au sein du peuple jurassien, la conscience d'un avenir fondé sur une claire appréhension du passé, qui passe aussi par le souvenir de notre solitude dans l'effort, que l'indifférence et la duplicité de la Confédération ont contribué à en décupler le poids.

«Heureux l'homme qui, avant de mourir, a profité pleinement de son héritage de civilisation et l'a transmis à ses enfants», dit Will Durant, le célèbre historien américain. Ces mots, je les dédie au peuple jurassien, donc à sa jeunesse, à ce peuple dont les ennemis, par invectives interposées, raisonnements débilés et mesquineries idéologiques, donnent aujourd'hui le spectacle de l'indignité publique.

Démocrate, solidaire, généreux, un Etat est entré dans l'Alliance fédérale il y a quarante ans. L'histoire est revenue sur ses pas. Aujourd'hui, le temps est au regard, sur le passé, pas à son jugement, il est au regard sur le présent et sur l'avenir dont seule l'Histoire peut nous fournir les clés. Le temps est à l'appropriation de notre histoire par la jeunesse car, sans appropriation et sans nutriment, on n'est rien... c'est la mort. C'est comme demander, comme le dit si bien, je crois, Chloé Sainte-Marie, la chanteuse québécoise, c'est comme demander à une rivière de se priver de ses sources, de tourner le dos à son bassin versant.

M. Rémy Meury (CS-POP) : La motion, bien qu'en voie de réalisation, est acceptée par le Gouvernement, ce que je salue et l'encourage à faire régulièrement. (*Rires.*)

Je ne vais pas proposer, comme la motionnaire ou le militant jurassien qui m'a précédé, un début de rédaction des moyens d'enseignement qui sont demandés.

Nous soutiendrons la motion no 1240 mais nous tenons à exprimer non une réserve mais un souhait, c'est que la réflexion sur la création de nouveaux moyens d'enseignement ne se fasse pas uniquement pour les niveaux secondaires I et II, comme le demande la motion, mais pour tous les niveaux d'enseignement.

Quelle que soit l'époque étudiée, il est toujours possible de faire un parallèle avec l'histoire régionale, voire même locale.

Je crois avoir compris, dans les propos du ministre, que cette option est déjà retenue; elle est même envisagée pour la préparation de la fête du 21 juin déjà qui, je le rappelle, est prévue pour les écoles obligatoires et non celles du CEJEF, précisément le secondaire II.

Merci donc de ne pas oublier le niveau primaire dans la création de ces outils pédagogiques car l'apprentissage de l'Histoire et de son histoire commence toujours très tôt.

M. Jean Lusa (UDC) : L'auteur de la motion part du constat, admis par tout un chacun, que beaucoup de jeunes Jurassiens, qui n'ont pas vécu le combat, ont une connaissance laconique de l'Histoire du Jura. Plusieurs raisons peuvent être apportées. En effet, il n'y a pas d'obligation à enseigner l'Histoire jurassienne à l'école. Le Plan d'études romand impose l'enseignement de l'Histoire suisse et les cantons peuvent intégrer l'histoire de leur canton dans cet enseignement mais il n'y a aucune obligation.

Le groupe UDC attache énormément d'importance à l'étude de l'Histoire de la Suisse et également du canton du Jura. Les réflexions sur notre avenir en dépendent.

La création d'un nouveau moyen d'enseignement sous la forme d'un support de cours de l'Histoire jurassienne à l'intention des élèves jurassiens et des enseignants, comme le demande la motion de notre collègue Pauline Queloz, est un excellent moyen pour inciter l'apprentissage de notre Histoire à moindres coûts.

Le groupe UDC élargi la soutient à l'unanimité.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je ne vais pas en rajouter. Toute assertion supplémentaire serait superfétatoire.

Simplement pour vous dire que c'est avec une grande résolution, une grande détermination que le groupe PLR soutiendra cette motion.

M. Michel Choffat (PDC) : Certes, le problème des moyens existe mais ce n'est pas suffisant. Le plus important, c'est d'utiliser ces moyens et je vous donne deux exemples.

Ce document-là existe depuis 2011. Dans certaines écoles, il n'est encore pas acheté ! Dans d'autres écoles, ces fascicules sont encore dans les emballages ! Voilà où réside le problème.

M. Raoul Jaeggi (Indépendant) : Oui, quand on m'a posé la question, je n'ai pas pu répondre, je l'avoue ! Je n'ai pas pu donner les fonctions qu'exerçaient ces personnes à l'époque. J'aimerais donc, quand ce support de cours sera imprimé, en avoir une copie et peut-être en adresser une copie à tous les membres du Parlement qui se sont tournés vers moi en riant, dont je ne suis pas sûr que tous auraient pu répondre à la même question.

M. Martial Courtet, ministre de la formation : J'aimerais revenir peut-être sur deux choses.

Monsieur le Député, c'est vrai, vous venez ici un peu donner la leçon aux enseignants qui n'ont pas utilisé le moyen d'enseignement. C'est ce que je disais à la fin de mon propos, on ne peut pas non plus l'imposer. Chaque enseignant a un plan d'études. Si on constate, si une commission d'école, une direction constate que le plan d'études n'est pas respecté, nous avons des conseillers pédagogiques, des conseillères pédagogiques et une inspectrice scolaire. Donc, il y a un système de contrôle qui existe. De ce fait, il ne faut pas venir dire et jeter un peu l'opprobre sur tout le monde de cette façon-là, sur toutes les écoles. L'enseignant est responsable de son cours. Si vous avez des cas particuliers, dites-le. Sinon, c'est vrai qu'il y a une part de subjectivité de la part de l'enseignant qui va laisser plus ou moins de place à l'Histoire jurassienne. Ce qu'on condamne ici, c'est le fait de ne pas du tout parler de l'Histoire jurassienne; ce serait intenable. Par contre, si un enseignant explique qu'il ne souhaite avoir un cours que de quelques leçons, que d'une leçon peut-être, sur l'Histoire jurassienne et ne pas déployer cela sur plusieurs leçons, cela fait partie de sa liberté. Nous sommes là plutôt pour essayer d'encourager et le moyen de ce support de cours va aller dans ce sens-là.

La deuxième chose que je voulais dire, c'était au député Meury par rapport à sa petite pique, bien compréhensible, sur la question de motion déjà réalisée. Nous nous sommes longuement posé la question au Gouvernement. Je dois dire, vraiment, que la vérité est que nous n'avions pas l'idée de faire ce support de cours avant. La motion Queloz arrive en octobre. On voit le temps qui s'égare pour arriver jusqu'aux festivités du mois de juin. De ce fait, oui, vous avez raison, mais, à partir de l'idée de sa motion, nous avons déjà discuté avec le chef du Service de l'enseignement pour déjà mettre quelques personnes en réflexion sur ce dossier. C'est de là que, comme j'ai pu le dire dans mon propos d'ailleurs, nous avons déjà réfléchi à une notion un petit peu ludique, ce lien avec la BD, de dire que cela pourrait être un support très intéressant pour les plus jeunes qui seront moins sensibles à des notions très historiques, un peu figées, mais avec quelque chose de plus ludique.

Voilà ce que je pouvais vous dire. Donc, la vérité est que nous sommes partis de cette idée déjà depuis octobre en essayant de préparer un petit peu. Il est vrai qu'on pourrait aussi être jusqu'aboutiste et dire : de toute façon, votre motion, on a deux ans pour la réaliser et, de ce fait, on met ça au papier. Mais l'idée était quand même d'aller au-delà de ceci pour être le plus pragmatique possible.

Au vote, la motion no 1240 est acceptée par 59 députés.

Le président : Il est 12.02 heures. Vous avez reçu sur vos tables une résolution que nous souhaitons traiter avant de profiter de bons moments autour d'une table. Nous reprenons au point 20 cet après-midi mais nous allons maintenant traiter la résolution déposée, qui comporte plus de quinze signatures.

51. Résolution no 187

Pour une journée de grève le 14 juin 2019
Rosalie Beuret Siess (PS)

Depuis plusieurs mois, des femmes se mobilisent dans toute la Suisse pour l'égalité, contre le sexisme et toutes les formes de violences à leur égard. Elles s'organisent dans leur foyer et sur leur lieu de travail où elles seront nombreuses à faire grève et à mener des actions le 14 juin 2019. Des hommes solidaires s'associeront à ce mouvement.

Dans le canton du Jura, un collectif s'est récemment constitué face à ce constat unanime : malgré les discours et un article de la Constitution fédérale, l'égalité n'est toujours pas réalisée ! En 1991, la grève des femmes a secoué le pays et permis d'obtenir des résultats concrets comme la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes, un congé maternité, le bonus éducatif dans l'AVS, etc.

En 2019, un nouvel élan est nécessaire ! Celui-ci devra permettre de promouvoir l'égalité dans le monde du travail (salaires, congé parental, temps partiel pour toutes et tous) mais aussi dans le travail domestique, éducatif et de soins. Lutter contre le sexisme, les stéréotypes et contre toutes les formes de violences est un impératif absolu dans une société civilisée.

Pour qu'une telle évolution prenne corps, il est nécessaire que l'ensemble de la société s'implique. Le message politique doit être clair et engagé.

Lors de sa création en 1979, le canton du Jura s'est voulu précurseur en créant le premier Bureau de la condition féminine. Son postulat de départ était et reste qu'il ne saurait y avoir de discrimination dues au sexe dans tous les domaines qui constituent la vie de la communauté jurassienne, et que la femme doit jouir de droits égaux et de possibilités d'épanouissement égales à celles de l'homme. Les Pères fondateurs ont souhaité un canton humaniste reconnaissant au surplus le droit de grève dans la Constitution. A ce titre, ils ont donné au peuple jurassien une Charte fondamentale considérée comme la plus progressiste de Suisse. Nous sommes les dépositaires de cet héritage, et nous avons à en être dignes.

Quarante ans après l'entrée en souveraineté de notre République, le Parlement jurassien souhaite réaffirmer son engagement en faveur de l'égalité et soutenir la grève du 14 juin 2019.

Mme Rosalie Beuret Siess (PS) : En Suisse, le droit de vote des femmes a été acquis en 1971. Dix ans plus tard, un article sur l'égalité était introduit dans la Constitution. Il serait faux de prétendre que rien n'a changé depuis mais les choses changent bien trop lentement !

Par exemple, la différence salariale entre femmes et hommes peine à se réduire et les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique sur l'égalité salariale montrent même que la part inexpliquée de l'écart a augmenté. Ainsi, sur la base d'un salaire annualisé, cela signifie que les femmes doivent travailler jusqu'au 22 février (jour de l'égalité salariale) pour atteindre le salaire gagné par les hommes l'année précédente !

Une récente étude dénonce encore des renvois discriminatoires liés à la grossesse

Le travail domestique, éducatif et de soin, porté aux deux tiers par les femmes, est toujours largement dévalorisé.

Les actes sexistes sont banalisés dans l'espace public.

Enfin, deux femmes meurent chaque mois en Suisse sous les coups de leur partenaire ou ex-partenaire.

Parallèlement, le travail à temps partiel, les congés paternité et autres mesures permettant aux hommes de s'investir davantage au niveau familial peinent à s'imposer.

Ces discriminations sont inacceptables !

Face à tant de lenteur, la nécessité d'une nouvelle mobilisation s'impose !

Au niveau national, un large mouvement pour l'égalité et contre les discriminations est en marche. Celui-ci a notamment été marqué par la manifestation du 22 septembre 2018 qui a rassemblé près de 200'000 personnes à Berne.

La date du 14 juin 2019, en référence à la grève des femmes de 1991, a également été retenue pour une nouvelle journée de mobilisation. Car un tel changement nécessite que l'ensemble de la société s'implique. Et ce n'est pas à nous, Jurassiennes et Jurassiens, que l'on va apprendre l'importance de l'engagement et de la lutte pour changer les choses !

Au niveau jurassien, un collectif s'est donc constitué pour coordonner cette grève pour l'égalité. Ce collectif, mixte et apolitique, prévoit, d'ici au 14 juin, un rassemblement par mois pour sensibiliser à la question de l'égalité.

Au niveau politique, bien que le Gouvernement fasse de réels efforts, notamment en matière d'égalité salariale dans l'administration, le message doit être clair et engagé. Lors de sa création, le canton du Jura s'est montré précurseur en matière d'égalité entre femmes et hommes. L'Etat jurassien doit continuer à montrer l'exemple.

Quarante ans après l'entrée en souveraineté de notre République, donnons à nouveau un message politique clair en réaffirmant notre engagement en faveur de l'égalité et en soutenant la journée de grève du 14 juin 2019. Je vous remercie.

Le président : Pour le Gouvernement ? Le Gouvernement ne souhaite pas prendre la parole. Donc, la discussion générale est ouverte.

Mme Brigitte Favre (UDC), présidente de groupe : Depuis quelque temps maintenant, nous sommes au courant que, dans toute la Suisse, le 14 juin 2019 seront menées une grève et des actions pour l'égalité, contre le sexisme et toutes les formes de violences à l'égard des femmes.

C'est vrai que, ces temps-ci, le mot grève semble courir nos rues pour une raison ou une autre.

C'est peut-être pour cela, au premier abord, que, pour certains, cela semble être encore une grève de plus parmi d'autres.

Pour une femme de mon âge, il est difficile de se rappeler que le droit de vote des femmes en Suisse existe seulement depuis 1971 et nous place comme dernier pays européen à avoir adjugé ce droit aux femmes.

En Suisse, l'égalité des sexes est inscrite dans la Constitution depuis 1981, seulement trois ans avant ma naissance. Cet article devrait nous garantir l'égalité salariale pour un travail égal ou comparable.

La première et seule vraie grève des femmes en Suisse a eu lieu le 14 juin 1991. C'est elle qui a fait naître, en 1996, la loi sur l'égalité qui vise, entre autres, à assurer l'égalité des chances dans la vie professionnelle.

Cela semble prétentieux de vous rappeler toutes ces dates importantes pour les citoyennes et les citoyens de notre pays. Prétentieux parce que je n'y ai en rien contribué et je peux seulement dire que je suis reconnaissante de pouvoir profiter de ce qui a été obtenu. Ce serait mentir de dire que je n'ai jamais vécu l'inégalité de traitement des sexes lors de mon parcours professionnel. Depuis que je suis maman, c'est pire. Depuis, je me bats encore avec plus de convictions pour l'égalité des sexes... pour que les choses changent, pour que l'organisation de la garde des enfants reprenne une place plus importante dans notre société, pour que ça vaille financièrement autant la peine que la femme aille travailler que l'homme, que le travail effectué par l'un ou l'autre des deux parents à la maison soit reconnu à sa juste valeur, pour que, enfin, on ait la possibilité de nous faire entendre avant, pendant et après le 14 juin 2019.

Je tiens à remercier Rosalie Beuret d'avoir transformé sa motion en résolution interpartis. En premier lieu parce que je salue particulièrement le fait que les femmes aient la possibilité de se battre ensemble, indépendamment de leur couleur politique, pour la cause de l'égalité. Et puis parce que la majorité de mon groupe aurait refusé la motion pour plusieurs raisons.

L'article 59 de la loi sur le personnel de l'Etat règle en principe déjà tout (je cite) : «La liberté d'association et le droit de grève sont garantis». Plus loin : «En cas de grève, aucune rémunération n'est versée pour les heures de travail non effectuées. La participation licite d'un employé à une grève ne peut entraîner de mesure à son encontre, ni constituer un motif de licenciement». Par contre, l'article relève aussi le fait qu'une certaine inégalité au sein des employés d'Etat existe : «Un service minimum doit être assuré notamment dans le secteur de la prise en charge des élèves de la scolarité obligatoire, de la police, de la prison, des tribunaux, des ponts et chaussées, des soins et de l'informatique».

Accepter donc des inégalités de traitement pour faire grève pour l'égalité, c'est vraiment gênant ! Que se passerait-il avec les employés des entreprises privées ?

Nous étions unanimes que ce n'était pas le devoir de l'Etat de soutenir ses employés à faire la grève. Est-ce que cela ne va pas à l'encontre même de l'utilité et de la définition d'une grève ?

Nous étions également tous de l'avis qu'une participation à la grève ne devait pas être rémunérée.

Puis, en préparant ma prise de position, à la base concernant la motion, je me suis révoltée. Ce n'est pas une grève en plus, c'est la grève en plus, qui doit mobiliser un grand nombre de personnes pour une cause qui affecte nos vies privées et professionnelles de tous les jours, qui influence fortement mon état d'esprit, mes humeurs, ma santé mentale et physique, mes relations, ma satisfaction personnelle et tant d'autres choses. Je me voyais dans l'obligation de m'opposer aux arguments de la gente masculine de mon groupe, certes raisonnable, qui ont failli me convaincre moi aussi ! (*Rires.*)

Je ne pouvais pas laisser passer une occasion pour défendre nos droits fondamentaux. Nous devons tout entreprendre pour essayer encore et encore d'améliorer notre situation au sein de cette société jusqu'au moment où il n'y aura plus un seul jour dans l'année où on devra avoir des regrets d'être née en tant que femme.

Donc, merci Rosalie, merci à toutes les femmes et tous les hommes qui ont signé cette résolution et qui soutiendront la grève et les actions le 14 juin et merci à ceux qui vivent l'égalité des sexes dans leur quotidien. Et je remercie mes quelques collègues de groupe qui se sont laissé convaincre de signer la résolution. Je vous remercie de votre attention.

M. Frédéric Lovis (PCSI) : Autant vous le dire de suite, le groupe chrétien-social indépendant est pleinement partie prenante de l'organisation de cette grève féministe qui aura lieu le 14 juin 2019. Tous sexes confondus, notre Parti a toujours dénoncé les inégalités, le harcèlement, les violences entre hommes et femmes et femmes et hommes.

Dans une société qui se veut évolutive, l'égalité peine à s'inscrire dans la réalité. Depuis la mobilisation du 14 juin 1991 et l'entrée de la loi sur l'égalité en 1996 dans la Constitution fédérale, nous devons remarquer que le temps a certes amélioré la situation mais ne donne pas encore satisfaction. Dès lors et afin de faire évoluer cette situation, il est important de se mobiliser et de faire que chaque action puisse conduire à un progrès significatif.

Le canton du Jura n'est pas inactif en la matière et les différentes interventions traitées dans cet hémicycle, régulièrement soutenues par le groupe PCSI, démontrent la préoccupation et la volonté du Législatif cantonal d'arriver à une égalité totale entre femmes et hommes.

Nous profitons de ce sujet pour féliciter et tirer un grand coup de chapeau au Bureau de l'égalité qui fait un travail remarquable et en particulier à sa déléguée, Mme Angela Fleury.

Vous l'aurez compris, sur le fond, nous sommes acquis à la cause. Quant à la forme, un petit peu à l'instar du groupe UDC, si une partie du groupe était réticente par rapport à la motion, nous avons soutenu, à l'unanimité, la résolution qui nous est proposée. Et je remercie l'intervenante pour avoir changé l'intervention. Je vous remercie de votre attention.

M. Rémy Meury (CS-POP) : Le groupe VERTS et CS-POP soutenait sans réserve et avec enthousiasme la motion de notre collègue Rosalie Beuret. Malheureusement, elle a été retirée ce matin mais nous soutenons évidemment la résolution.

Il est vrai que, pour ce qui touche à l'égalité des salaires au sens strict de cette notion, comme l'a rappelé Brigitte Favre tout à l'heure, l'Etat l'applique et surtout la nouvelle évaluation des fonctions basée sur le système égalitaire ABAKABA, reconnu comme tel par les bureaux de l'égalité suisse et cantonaux.

Mais l'égalité ne s'arrête pas à ce seul aspect des salaires, même s'il est, à nos yeux, fondamental et prioritaire. Il y a presque dix ans, nous avons déposé un postulat demandant en particulier que, dans le domaine de l'égalité entre femmes et hommes, on s'attaque à la disparité manifeste existant entre le nombre de femmes et d'hommes occupant des postes à responsabilité dans l'administration. A l'époque, sur les 87 employés qui étaient classés de la classe 20 et la classe 25, les plus élevées, seules 13 femmes y figuraient. A l'inverse, en classe 1, où l'on comptabilisait 83 employés, 80 étaient des femmes. Des efforts depuis ont sans doute été réalisés. Mais pas de quoi pavoiser. Si vous allez sur le site du Canton et que vous cliquez sur les différents services, vous constaterez que, sur les 37 postes de chefs de services ou responsables ou délégués, qui apparaissent ainsi, 28,5 sont occupés par des hommes et 8,5 par des femmes puisque la tentative, réussie semble-t-il, de partager un poste de chef de service a été menée. Une mention pour la Chancellerie tout de même où la proportion des femmes à responsabilité est la plus élevée.

Cette réalité avait été dénoncée avec force par tous les autres intervenants sur notre postulat pour le soutenir, comme Sabine Lachat pour le PDC ou Pierre-André Comte qui, il faut le signaler, pour le PS, avait conclu que le groupe socialiste soutiendrait le postulat sur l'égalité comme un seul homme. (*Rires.*)

Le postulat n'a pas été réalisé aujourd'hui. Ce qui n'a pas empêché le Gouvernement de le classer en janvier 2017, précisant qu'il entend poursuivre ses efforts pour encourager l'accession de femmes à des postes à responsabilités. Bel effort, mais peut mieux faire, clairement !

La demande qui est formulée par la résolution est donc légitime. L'égalité dans l'administration n'est pas encore un fait. Mais il y a aussi la notion de solidarité de l'Etat et des agents de la fonction publique à l'égard de la population jurassienne qui ne bénéficie pas de l'égalité des salaires, notamment, et de tous les autres droits. Et puis, il y a tous les autres aspects évoqués par Rosalie ou par Brigitte que l'on ne peut ignorer. Ils sont nombreux et cet inventaire donne peut-être une impression d'exagération ou de défense d'une cause peu structurée. Mais cet inventaire existe et il est nécessaire : des femmes subissent ces inégalités et ces assauts de manière régulière et inacceptable. Manifester son désaccord avec ces traditions séculaires une fois tous les dix ans ne paraît pas exagérer pourtant, et même si c'était une fois par année.

Il existe toute une série d'actions envisageables et organisables sans troubler le fonctionnement de l'administration ou des écoles. On s'étonne d'ailleurs, en le saluant, que le Département de la formation ait pris des dispositions en matière d'examens le 14 juin, qui vont dans le sens de la résolution, alors que le Gouvernement refusait la motion.

Le combat des femmes pour leur reconnaissance, pour leur respect, pour l'égalité, dure depuis trop longtemps et durera malheureusement encore très longtemps. Faisons ce petit geste le 14 juin pour signaler que leur combat est juste et que les collectivités sont engagées et déterminées à donner l'exemple.

Mme Danièle Chariatte (PDC) : La résolution proposée ne laisse personne indifférent. L'égalité entre hommes et femmes est une valeur fondamentale.

Comme le souligne la députée Rosalie Beuret, suite à la grève des femmes de 1991, de réels progrès ont été réalisés. Cependant, force est de constater qu'il reste beaucoup à faire. Nous n'avons encore pas abouti avec l'égalité salariale.

En politique, nous sommes bien loin de la parité. Notre Parlement en est la preuve vivante.

Les tâches domestiques sont encore bien souvent réalisées par les femmes.

Les femmes sont les premières victimes des conflits dans le monde et, en Suisse également, les femmes subissent des violences conjugales.

Quant au sexisme, il est malheureusement encore bien présent au sein de notre société.

Oui, Mesdames et Messieurs, la grève organisée le 14 juin doit être soutenue et nous espérons qu'elle rassemblera nombre de Jurassiennes et de Jurassiens. Ceci tous partis confondus. Nous, les femmes, sommes toutes concernées.

Le Gouvernement actuel, par son ouverture, sa jeunesse, son dynamisme, soutient également cette politique d'égalité. Dans les engagements de personnel, il nous prouve qu'il est sensible à la cause des femmes. Je vous rappelle que nous avons le privilège de bénéficier des compétences d'une chancellerie, pour ne citer qu'elle.

De plus, certains départements ont pris les devants en déplaçant par exemple certains examens. Une présentation sur la thématique «Egalité hommes-femmes» est proposée pour cette journée particulière.

Je tiens à remercier Rosalie Beuret d'avoir retiré sa motion et, ainsi, permis cette résolution interpartis.

Nous vous invitons donc, Mesdames mais également et surtout vous, Messieurs, à soutenir cette résolution et bien sûr à participer à cette grève au mois de juin. Je vous remercie de votre attention.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je me souviens parfaitement du 14 juin 1991, pas parce que j'ai de la mémoire mais c'est parce que c'était mon anniversaire ! Ça l'est toujours ! (*Rires.*)

Donc, chaque 14 juin, sachez que je suis très sensible à la cause des femmes et je le serai encore le 14 juin prochain.

Nous allons soutenir cette résolution. Elle nous paraît évidente. On peut discuter de la question de la grève, qui est de toute façon un droit inscrit dans notre Constitution. Il y a un élément sur lequel j'aimerais très brièvement revenir.

Je siégeais au Conseil national à l'époque, au début des années 90, lorsque nous avons voté, aux Chambres, la loi sur l'égalité. C'est une loi qui est toujours en vigueur, qui est importante, qui donne des droits très importants aux femmes. Et ce que, personnellement, je déplore depuis de nombreuses années, c'est que cette loi est peu ou mal appliquée.

Dès lors et dans le cadre de ces discussions, j'exhorte toutes les femmes et tous les groupes de femmes à faire la promotion de cette loi et à rappeler à toutes les femmes de Suisse que cette loi existe, qu'elle peut et qu'elle doit être appliquée. Je vous remercie de votre attention.

M. Raoul Jaeggi (Indépendant) : Ce n'est pas exprès pour rallonger ! Je vous informe déjà que les deux tiers de mon groupe non reconnu soutiendront sans réserve cette résolution.

Je voulais revenir sur les propos tenus par Rémy Meury et je les trouve très pertinents. Je rappelle au passage qu'en 2010, ce Parlement, par 48 voix contre 3, avait accepté le principe de certifier l'Etat pour l'égalité salariale entre hommes et femmes. Et la question n'est pas tant de savoir si les échelles sont respectées, puisque c'est évidemment le cas, mais la vraie discrimination, et c'est ce qui a été abordé par Rémy Meury, c'est l'accès aux postes à responsabilités et aux postes de cadre supérieur où l'on compte beaucoup moins de femmes. Merci de votre attention.

Au vote, la résolution no 187 est acceptée par 54 députés.

Le président : Nous nous arrêtons ici pour cette matinée. Nous reprendrons à 14.15 heures. Je vous souhaite à toutes et tous un très bon appétit et à tout à l'heure ! Merci.

(La séance est levée à 12.25 heures.)

